

Culture, développement et transformation sociétale vers la démocratie

Rapport Final



DÉDICACE

Ce rapport est dédié à notre collègue **Hassan Abbas** qui nous a quittés le 7 mars 2020 après une longue lutte contre la maladie. Chercheur, écrivain et militant syrien, Hassan Abbas a joué un rôle majeur dans la diffusion des principes de la citoyenneté en Syrie et dans les pays arabes. Il est considéré comme l'une des figures les plus éminentes de l'opposition avant et après la révolution syrienne. Il a contribué activement au développement du mouvement civil et culturel syrien depuis les années 1990 en participant aux forums du Printemps de Damas. Il a aussi été cofondateur du Forum culturel, de la Ligue Syrienne pour la Citoyenneté et de l'Association des droits de l'homme en Syrie.

Au début de sa carrière, Abbas a enseigné la langue et la culture arabes aux non-arabes à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) à Damas où il a également organisé des activités éducatives, d'échange et de rencontre entre Syriens. Après avoir quitté la Syrie en 2012, Abbas a créé l'Association syrienne pour la citoyenneté, fer de lance de ses actions civiques et politiques les plus importantes pour promouvoir le concept de la citoyenneté parmi les Syriens. Hassan Abbas a laissé de nombreux ouvrages sur la citoyenneté, la critique, la musique traditionnelle, la culture et le patrimoine immatériel. Pour lui, culture et développement sont interreliés. Il est l'auteur du principal cadre conceptuel du projet "Safir" « La culture et le projet de transition démocratique dans les pays du Sud de la Méditerranée. »

Ce rapport lui est dédié.

Culture, développement et transformation sociale vers la démocratie

Avant-propos

Le Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND) mène une recherche sur l'impact de la culture dans les pays arabes sur le développement et sur la jeunesse, ainsi que son rôle dans le processus de transformation sociale dans les pays arabes vers la démocratie et les droits de l'homme. En effet, le monde arabe vit une situation difficile de conflits, de révolutions et de défis politiques, économiques et sociaux. Dans le cadre de l'absence des libertés fondamentales, la culture joue un rôle primordial dans la compréhension des causes profondes de ces crises et contribue aussi à l'instauration des principes de la démocratie dans les pays de la région.

Cette étude fournit un cadre synthétique pour les projets des organisations de la société civile et ceux des jeunes entrepreneurs. Les résultats et les recommandations de cette étude constituent des principes directeurs pour les participants au projet "Safir".

Safir est un programme ambitieux dédié aux jeunes et à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) dans neuf pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : le Liban, la Syrie, la Jordanie, la Palestine, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, la Libye et l'Algérie. Il vise à soutenir plus de mille jeunes hommes et femmes porteurs de projets ayant un impact social, culturel ou environnemental et à contribuer à la constitution d'un environnement régional propice au dialogue entre les jeunes et les pouvoirs publics.

Le projet Safir est soutenu par l'Union Européenne et l'Institut Français. Il est réalisé par cinq organismes:

**le Réseau des ONG Arabes | l'Agence Universitaire de la Francophonie | Canal France International
Pitchworthy | LE LAB'ESS.**

Culture, development, and social transition towards democracy

Ce rapport, « Culture, développement et transformation sociétale vers la démocratie dans les pays du sud de la Méditerranée », est le fruit d'un travail de recherche intégré auquel ont participé 76 chercheurs, experts et jeunes hommes et femmes de la région arabe.

La réalisation de ce rapport n'aurait pas été possible sans la participation des principaux chercheurs/chercheuses que nous tenons à remercier ici : **M. Adib Nehme, Dr. Hassan Abbas, Mme Jihane Abu Zeid, Mme Atidal Mejbri, Mme Mina Houjeib et Mme Jana Al-Dhaibi**. Nous remercions également celles et ceux qui ont contribué à l'élaboration, à la préparation ou à la révision du rapport, en particulier l'équipe du Réseau des **ONG arabes et de l'Institut Français de Paris**.

Sommaire

Résumé exécutif

1. Méthodologie
2. Plan
3. Introduction

Première partie : Le cadre conceptuel et les problématiques de la recherche.

1. Introduction
2. Définitions et concepts
3. Problématiques mondiales
4. Problématiques propres aux sociétés arabes

Deuxième partie : Le contexte régional – L'évolution générale de la situation

Le cadre général des développements récents dans les pays du sud de la Méditerranée :

1. **Migration** : des sociétés expulsant leurs jeunes et leurs citoyens (exemples/cas)
2. **Éducation** : la culture conservatrice (exemples/cas)

Troisième partie : Analyse des principales problématiques - approche thématique.

1. Problématique de l'identité.
2. Problématique de la religion et de l'idéologie religieuse.
3. Problématique de la démocratie.
4. Problématique de l'égalité des sexes.
5. Problématique de la culture de consommation.

Quatrième partie : Analyse des études de cas - l'approche spatiale.

1. Une Etude de cas du Maroc (la vieille ville de Casablanca - Groupe d'alliances)
2. Une Etude de cas du Liban (Tripoli - Al- Minieh).

Cinquième partie : Conclusion.

Conclusions et synthèses

Sixième partie : Bibliographie



Méthodologie

Ce rapport, « Culture, développement et transformation sociétale vers la démocratie dans les pays du sud de la Méditerranée », est le fruit d'un projet auquel a participé une large équipe de chercheurs et d'assistants de recherche. Ils ont travaillé pendant une période de quinze mois consécutifs, d'avril 2020 à juillet 2021. Le travail est composé de trois phases :

A – Phase préparatoire

Un groupe de travail au sein du Réseau des ONG arabes¹ pour le développement a préparé la note conceptuelle qui a été ensuite aiguisée avec les agences partenaires. Il a aussi précisé la description des tâches à accomplir et les titres des différentes études menées. La préparation des études a été confiée à cinq chercheurs.

B - Les documents de référence :

- Le premier document comprend un aperçu des problématiques culturelles dans les pays concernés. Il s'appuie sur une étude de cas en Syrie et au Liban.
- Le second étudie l'évolution des valeurs, notamment chez les jeunes. Les études de cas décrivent les jeunes parmi les émigrés arabes en Allemagne et parmi des échantillons choisis en Egypte, en Libye, au Liban, en Palestine et en Algérie.
- Le troisième étudie les valeurs et leur évolution dans l'espace virtuel. Une analyse est faite de pages Facebook et Instagram avec un intérêt particulier pour la Tunisie, l'Algérie et la Palestine.
- Le quatrième étudie est une étude de cas des transformations culturelles dans un quartier urbain de Casablanca et dans une commune rurale du Maroc (Alliances- Ahlaf).
- Le cinquième étudie le cas de la ville libanaise de Tripoli et de sa périphérie rurale (Al- Minieh). Il met l'accent sur les problématiques de l'appartenance et de la sensibilité dans un contexte d'affrontements armés dans les quartiers pauvres de la ville. Il étudie aussi l'évolution des activités culturelles qui s'y déroulent.
- En plus des cinq documents, le groupe de travail du Réseau des ONG arabes pour le développement a rassemblé des documents supplémentaires et a mené des entretiens dans des régions spécifiques notamment au Liban, en Syrie et au Maroc.

Globalement, la méthode de recherche suivie est mixte. Elle comprend notamment :

- **Une recherche documentaire :** toutes les études présentent les résultats de recherches documentaires, même si à des degrés différents. La recherche documentaire était également suivie par une analyse complexe dans les études de sujets théoriques, les sections méthodologiques et les introductions des autres papiers.

¹ - Le Réseau des organisations non gouvernementales arabes pour le développement, est mentionné dans le rapport sous le nom de Réseau arabe, ou Al-Shabaka, en abrégé. Site web du réseau <https://www.and.org/>

Report methodology

- Une **recherche basée sur l'observation à travers des entretiens** avec des experts, des jeunes, des militants et des groupes de discussion. Cette recherche a été principalement basée sur des études de cas.
- Une **analyse de contenu** notamment pour l'études de l'espace virtuel et des pages Facebook et Instagram.

Toutes ces méthodologies ont été suivies de manière structurée dans tous les papiers de fond. Ceci a permis une analyse approfondie des différents sujets de chaque étude.

C - Rapport final :

Le rapport final a été élaboré à partir des données rassemblées au cours de la deuxième phase. Cependant, pour approfondir la recherche, le groupe de travail du Réseau des ONG arabes pour le développement a entrepris une deuxième analyse du matériel de recherche. Deux approches ont alors été choisies : l'une thématique et l'autre spatiale et basée sur les études de cas. Le rapport final a suivi une méthodologie synthétique et analytique en accordant une importance particulière à l'aspect théorique et conceptuel.

Prélude

“Une nation qui participe massivement aux funérailles d’un poète est nécessairement une nation qui se porte bien !”. C’est ainsi que s’exprime un Damascène aux funérailles du poète Nizar Kabbani dans la série “Les Quatre Saisons” du réalisateur **Hatem Ali**. Le 1er janvier 2021, les rues de Damas vivent la même scène. Cette fois, ce sont les obsèques de Hatem Ali lui-même, décédé quelques jours plus tôt, le 29 décembre 2020. Des milliers de personnes ont participé à ses funérailles. Une ambiance de profonde et sincère tristesse régnait dans l’atmosphère de la ville, alors que le pays est tiraillé par la guerre, englouti par les problèmes et ravagé par l’épidémie de la Covid. Hatem Ali a rassemblé ses concitoyens malgré les divisions et les haines de la guerre. C’est le secret de l’art et de la culture.

Au cours de l’histoire moderne, les pays arabes ont connu plusieurs scènes similaires mais d’ampleur et de dimensions géopolitiques différentes. Ainsi, les funérailles du poète tunisien **Mohammed Al-Saghir Awlad Ahmed**, décédé le 5 avril 2016, ont été une manifestation pour clamer la liberté et dénoncer les traditions patriarcales. Beaucoup de femmes tunisiennes l’avaient accompagné jusqu’à sa tombe. De même, le 24 mars 2018, le décès de l’artiste palestinienne **Reem Al-Banna** a touché le cœur de beaucoup de Palestiniens. Ses funérailles ont été une symphonie d’amour pour la Palestine et pour la liberté. De la même manière, de l’autre côté de la Méditerranée, les funérailles d’« **Idir** », célèbre artiste amazigh algérien, décédé le 3 mai 2020, ont fait naître des sentiments collectifs de joie et de mélancolie. Ce ne sont que les sentiments ressentis dans sa célèbre chanson « A Vava Inouva ».

Plusieurs décennies auparavant, le 3 février 1975, plus de 4 millions d’Egyptiens, toujours fidèles à leur rendez-vous hebdomadaire pour l’écouter chanter, ont fait leurs adieux à **Um Kulthum** dans les rues du Caire. Ils étaient accompagnés par des dizaines de millions de personnes à travers les médias. Les funérailles de “l’Astre de l’Orient” n’ont eu d’égal que celles du leader historique **Gamal Abdel Nasser**. C’est comme si les artistes - qui incarnent la culture - incarnent dans leur créativité l’essence d’une génération, d’un peuple ou d’une époque entière. Comme si la culture était l’expression la plus sincère de l’identité, des valeurs et des rêves. Ainsi, un groupe de poètes, d’écrivains et de penseurs palestiniens dont le poète **Mahmoud Darwich** aurait le mieux servi la cause palestinienne. Ils auraient contribué à l’élever au rang des grandes thématiques humanitaires. Tout comme ils lui auraient attiré la sympathie des peuples du monde. Le déclin qui affecte cette cause aujourd’hui ne serait que l’effet de l’effondrement de la culture, en Palestine en particulier et dans le monde en général.

Nous ne célébrons ni la mort, ni les rites funéraires. La mort elle-même n’est qu’une occasion pour célébrer la vie. La vie demeure une source d’inspiration pour les artistes et les esprits créatifs. Ils la reproduisent à travers des œuvres culturelles qui se propagent parmi les hommes. Des œuvres qui génèrent des sentiments de bonheur et d’espoir. Des œuvres qui génèrent des sentiments qui, à leur tour, façonnent la vie des uns et des autres.

Cette recherche aborde donc le thème de la vie et de la culture vécue au quotidien par un large public, comme nous le verrons plus loin dans le rapport. Il s'agit de la culture en tant que production créative des élites qui ont su, malgré des appartenances et des intérêts différents, esquisser les traits de mouvements artistiques extrêmement riches et transcendant les frontières et le temps.

Des mouvements comme celui de **Fairouz** et les **frères Rahbani** qui transcende toute description mortelle. Tout comme celui de **Marcel Khalife** qui a su mettre en musique, chanter et populariser les vers de Mahmoud Darwich et d'autres poètes. Ainsi les chants et les chansons du duo **Cheikh Imam - Ahmed Fouad Najm** ont-ils été scandés par la jeunesse arabe pendant les révolutions du printemps arabe. Citons également des écrivains et des penseurs qui ont capté l'attention des esprits du monde contemporain comme **Amin Maalouf, Taher Ibn Jelloun, Rashid Boudjedra, Ahlam Mosteghanemi, Radwa Achour, Ahmed Beydoun** et **Muhammad Abed Al-Jabri**. Dans la même lignée, des dramaturges comme **Saadallah Wannous** ou des innovateurs comme l'architecte **Zaha Hadid** sont devenus universels.

Puisque la culture c'est aussi une vie et des pratiques, on ne peut ignorer les multiples formes de création dont on fait preuve, depuis 2011, les jeunes, les femmes et les citoyens durant les révolutions en Tunisie, au Caire et au Yémen, tout comme à Beyrouth et à Bagdad, ou en Algérie et au Soudan. Cette période post-Printemps arabe a été particulièrement abondante. La créativité artistique et culturelle s'est manifestée dans les comportements du quotidien, les modes de vie et les valeurs des habitants, aussi bien dans la rue que dans le monde virtuel. Ainsi une nouvelle culture est née, enfantée par des dizaines de milliers de citoyens et de citoyennes. Elle constitue un terrain fertile pour étudier et penser le sens de la culture, son impact et ses créateurs.

Cependant, la célébration de la culture a provoqué également de la violence. Qu'est-ce qui pousserait un dirigeant ou un parti politique à assassiner le dessinateur palestinien Naji Al-Ali, assassiné le 29 août 1987, si ce n'est sa popularité et son influence ? Pourquoi abolir l'enseignement de la philosophie et des sciences sociales, comme au Maroc dans les années soixante, si ce n'est par peur de leur effet ? Qu'est-ce qui fait que des régimes puissants redoutent un espace public sans surveillance ? Ils glorifient la technologie et construisent des réseaux de téléphonie mobile et d'internet au service des entreprises et du gain financier. En parallèle, les mêmes régimes promulguent des lois criminalisant la liberté d'expression sur les réseaux sociaux sous prétexte de sécurité nationale et de la lutte contre le terrorisme, voire contre la pandémie de la Covid. Cela permet d'emprisonner ceux qui oseraient exprimer un avis différent. Ces questionnements ne se posent pas uniquement dans les pays en développement ou dans les pays arabes. Le 2 janvier 2021, le Sénat américain a rejeté le veto exercé par le président américain Donald Trump sur le budget du ministère de la Défense. Le Sénat a ainsi empêché la tentative du président de restreindre la liberté d'action des réseaux sociaux et de tenir leurs compagnies légalement responsables du contenu que les utilisateurs individuels mettent sur leurs plateformes.

Cette confrontation avec la culture exercée par le pouvoir à travers ses institutions prend des formes multiples. Parfois, elle se concrétise par des affrontements avec la société. D'autres fois, elle se traduit par un choc de plusieurs cultures au sein d'une même société.

Au Liban, le 4 décembre 2020, le décès du musicien et directeur du Conservatoire National de musique **Bassam Saba** a révélé l'ampleur du mépris du pouvoir envers les milieux des artistes. La relation entre le pouvoir et le musicien international Saba ressemblerait plutôt à une persécution administrative et financière. Cette révélation a provoqué une révolte silencieuse au sein du corps artistique et musical libanais. D'ailleurs, au cours des dernières décennies, plusieurs célèbres artistes au Liban avaient participé à des manifestations pour exprimer leur indignation envers l'amer réalité d'une vieillesse sans ressource. Ceci reflète encore une fois le mépris des autorités envers la culture et la relégation de son rôle au bout de la société.

Le choc des cultures existe parfois au sein d'une même société. Un exemple significatif est un concert de l'artiste palestinienne de musique techno **Sama Abdel Hadi** en décembre 2020. Un groupe de jeunes hommes en colère a attaqué la salle de concert qui se situe près du sanctuaire du Prophète Moussa dans la ville de Jéricho. Ils ont empêché le déroulement du concert par la force et la violence. Les services de sécurité ont décidé d'arrêter l'artiste. Les autorités utilisent comme prétexte la nature étrange de la musique jouée et son effet pervers sur l'authenticité de l'identité et de la culture palestiniennes. Une bataille acharnée d'accusations mutuelles a éclaté entre partisans et détracteurs sur les réseaux sociaux. D'ailleurs, la Palestine a connu ces dernières années des incidents culturels aussi significatifs. Le nombre de féminicides pour préserver l'honneur de la famille a augmenté, notamment envers les jeunes filles. Les statistiques de la discrimination à l'égard des femmes sont également en augmentation continue. L'aggravation de la situation de la femme en Palestine s'est dangereusement révélée dans les réunions, conférences et autres manifestations organisées par des tribus d'Hébron contre la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Ces groupes demandaient à l'Autorité palestinienne de se retirer de la CEDAW et de fermer les organisations féministes dans la ville « en raison de leur effet pervers sur les mœurs, les coutumes et la religion. »

Malheureusement, il est parfois difficile de discerner les symptômes de cette culture de discrimination et de haine. Surtout lorsqu'elle prend des formes non familières au citoyen lambda. L'histoire de **Liliane Chaiito** au Liban illustre bien ce phénomène. La jeune Libanaise de 26 ans, nouvellement mariée et mère d'un nouveau-né, se trouvait le 4 août 2020 au centre-ville de Beyrouth. Elle cherchait un cadeau pour son mari quand l'explosion dramatique a eu lieu dans le port de Beyrouth, à quelques centaines de mètres. Liliane a été gravement blessée à la tête et emmenée à l'hôpital où elle a sombré dans le coma pendant cinq mois. C'est quand elle s'est réveillée du coma le 2 janvier 2021 que son histoire s'est largement répandue dans la société. Il s'est avéré que son mari et sa famille voulaient empêcher tout contact entre Liliane, sa famille et son enfant et éloigner

ce dernier du Liban. Il a fallu l'intervention des médecins, de la justice et une campagne de solidarité sur les réseaux sociaux et à travers les associations pour que le mari et sa famille cèdent.

Cette culture et ces comportements pourraient être limités uniquement à quelques individus. Mais ce n'est malheureusement pas le cas. L'attitude des pouvoirs publics n'en est pas différente. En juin 2018, les réactions au **Rapport sur les libertés individuelles et l'égalité**, préparé par une commission ad hoc à la demande du président tunisien Béji Caïd Essebsi, en sont peut-être un exemple révélateur. Les partis politiques en Tunisie, les autorités religieuses tunisiennes et à l'étranger ainsi que les médias dans tous les pays arabes ont mené une campagne féroce contre le contenu du rapport. Il a été considéré comme hostile à la religion, aux coutumes et aux traditions sociales et destructeur pour la famille et les bonnes mœurs. Bien que le prétexte le plus largement utilisé est la question de l'égalité entre les femmes et les hommes notamment en matière d'héritage ou l'égalité successorale, le fond du problème tient en réalité au fait que le rapport ait touché à un pilier fondamental de la culture et de l'idéologie patriarcales. Il a osé s'attarder sur la question des droits individuels du citoyen en Tunisie et, par extension, dans les pays arabes.

De ces réalités, découlent les questionnements suivants : **Est-ce-que la culture de discrimination et de glorification du pouvoir patriarcal est vraiment le reflet d'une culture sociétale et populaire authentique et enracinée ? Ou bien est-ce que, au contraire, les idéologies autoritaires produisent et popularisent délibérément une contre-culture s'opposant aux valeurs des droits de l'homme, de la citoyenneté et de la diversité afin d'entraver la transition vers la démocratie ?**

Ces fragments d'éléments ne dressent pas un tableau complet de la culture et de sa place dans la société et dans la transition opérée par la société vers les valeurs des droits de l'homme, de la citoyenneté et de la démocratie. Ce sont plutôt des pièces éparses d'un tableau ou d'un puzzle ou des saynètes dans un texte théâtral ouvert à différentes analyses possibles. De même, ils reflètent clairement l'importance de la culture et du savoir dans la création et la transformation de la réalité. Toutefois, ces « notes » individuelles ne constituent pas une partition musicale harmonieuse. Ce rapport dans son ensemble ne prétend pas non plus y parvenir. Il ouvre des fenêtres sur des composantes du processus d'une transformation sociétale qui restent multidimensionnelles et non exhaustives.

Ce rapport enchaîne une réflexion théorique approfondie et une recherche de terrain élargie qui témoignent de l'intérêt accordé à la culture, à ses valeurs et à son évolution. Le paysage ainsi peint permet de décrire la culture à travers ses composantes abstraites et théoriques ainsi que ses pratiques concrètes et les comportements qui en découlent.

Ce rapport cherche humblement à explorer certains aspects de cette thématique en examinant les questions et les problématiques mentionnées.



Chapitre I : Cadre conceptuel - problématiques de la recherche

1. Introduction

Dans de nombreux États arabes, y compris dans les pays du Sud de la Méditerranée, les soulèvements sociaux et de revendications ont représenté un moment clé dans la transformation des pays de la région. Ils ont surpris aussi bien les chercheurs que les divers acteurs concernés. Un statu quo régnait dans la région. L'état d'inertie est devenu caractéristique de ces pays, de leurs sociétés et de leur culture depuis plusieurs décennies. La stagnation excluait tout changement dans un avenir prévisible.

Cependant, l'explosion sociétale, politique et culturelle qui a secoué ces sociétés a révélé le caractère unilatéral et stéréotypé de ces perceptions. Les questionnements théoriques et pratiques soulevés par ces mouvements constituent un réel défi cognitif et pluridimensionnel. Toutefois, il est nécessaire aujourd'hui d'examiner de nouveau ces perceptions. Plusieurs pays sont actuellement soit en pleine transformation politique et institutionnelle soit en dans un état de guerre et de violence généralisée. Aussi fallait-il recourir à une nouvelle analyse, plus structurée et objective, afin d'explorer, d'une part, le processus de transformation politique et institutionnelle et, d'autre part, le processus de transformation de la culture et des valeurs. De plus, une analyse est nécessaire de la nature du lien de ces deux éléments avec la transformation sociétale et institutionnelle vers la démocratie et les droits de l'homme. D'ailleurs, c'est ce troisième élément qui représentait l'objectif ultime et commun des différents soulèvements dans les pays de la région. En 2011 et 2018, les slogans affichés dans les rues et durant les manifestations décrivaient la « Révolution de la dignité » et revendiquaient l'« État civil, démocratique et moderne » afin d'assurer « Travail, pain, liberté et justice ».

Voici le cadre et le contexte de cette recherche. Ce travail tente d'étudier les interactions entre la culture et les processus de transformation souhaitée vers un Etat et une société démocratique. La méthodologie combine une recherche théorique et une recherche exploratoire du terrain à partir d'études de cas dans certains pays arabes du sud de la Méditerranée. C'est **une étude de la culture en premier lieu**, - au sens large du terme - des activités et des espaces culturels et de leur adaptation aux événements de l'actualité. C'est également une exploration des contenus et des valeurs des processus de transition potentiels et voulus vers la démocratie, la citoyenneté et les droits de l'homme.

Il convient de noter que ces développements ne sont pas isolés du contexte mondial. Ils sont affectés par des processus antérieurs ayant conduit à la mondialisation moderne. Ils sont particulièrement affectés par le retour progressif du protectionnisme et des guerres commerciales entre les grandes puissances contrôlant le système international. Ils sont aussi sujets aux aléas de la non-conformité graduelle des règles de la diplomatie internationale au droit international ainsi que du manquement progressif de l'engagement de celles-ci en faveur des droits de l'homme. Ils sont également affectés par les différentes

crises engendrées par la pandémie de la COVID-19 et les politiques utilisées pour la contenir et par les guerres et conflits endémiques de la région arabe.

Cette recherche tente d'abord d'identifier certaines tendances et transformations culturelles dominantes au niveau mondial, en se basant sur le cadre conceptuel de ce projet. Une attention particulière est accordée aux tendances consuméristes, à la montée de la droite populiste, au retour des revendications communautaires aux dépens de l'identité nationale et aux défis causés par la pandémie de la Covid-19. Ces problématiques reconnues au niveau mondial se manifestent fortement et ont des répercussions visibles dans les pays du sud de la Méditerranée. S'y ajoutent d'autres problématiques propres à la région. On en énumère la problématique des appartenances identitaires et religieuses, la problématique de l'égalité des sexes et de l'hégémonie de la culture patriarcale et machiste, la problématique des guerres, conflits et occupations armées et la problématique de la compatibilité de la démocratie avec la région. D'autres problématiques seront aussi abordées successivement selon une méthodologie alliant analyse théorique et recherche de terrain basée sur des études de cas.

Ce chapitre comprend trois sections :

- Définitions et concepts.
- Présentation des principales problématiques de la culture et de la transformation démocratique.
- Cadre théorique et problématiques de la culture dans les pays arabes.

2- Définitions et concepts

En premier lieu, nous essaierons de définir les concepts clés de ce rapport. Nous commencerons alors par la culture. Nous continuerons ensuite avec le développement en tant que voie d'accès vers l'évolution sociétale. Nous enchaînerons enfin avec la démocratie et la transition démocratique en tant que changement revendiqué ainsi qu'en tant que chemin déjà entrepris par certains pays de la région suite au printemps arabe.

Il va sans dire que le rapport évitera de fournir des définitions exhaustives difficiles à atteindre et sur lesquelles il est difficile d'atteindre un consensus. En revanche, il abordera ces concepts dans leurs interrelations. Il étudie la culture en soi, puis comme élément contributeur au développement et ensuite comme facteur de la transformation démocratique. Le rapport s'intéresse également à l'interaction de ces deux derniers éléments avec la culture.

A – Le concept de culture

Le rapport adopte la définition anthropologique du concept de culture. C'est une définition inclusive développée par l'Américain Edward Taylor en 1871. La culture est considérée comme « l'ensemble des connaissances, des croyances, des arts, des valeurs, des lois, des coutumes et de toutes les capacités et habitudes acquises par l'homme en tant que membre de la société. »

L'UNESCO s'est inspirée de la définition de Taylor pour élaborer sa propre définition adoptée lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles de 1982 à Mexico. La culture est définie comme **« l'ensemble des caractéristiques spirituelles, matérielles, intellectuelles et émotionnelles d'une communauté ou d'un groupe particulier. Elle comprend, outre les arts et la littérature, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain et les systèmes de valeurs, de traditions et de croyances. »**

Dans le même contexte, Edgar Morin considère qu'« une relation générative réciproque relie la culture et la société. On peut dire métaphoriquement que la culture d'une société est semblable à un énorme ordinateur complexe qui stocke tous les savoirs et qui, étant porteuse de pseudo-logiciels, élabore des normes pratiques, éthiques et politiques pour cette société en particulier »². Une telle approche place la culture au centre du processus de développement et de la transformation sociétale en tant que facteur influent à travers les hommes et leur culture, qu'il s'agisse d'individus, de groupes ou d'une nation.

Cultures actives dans la société

« Les sociétés contemporaines sont des sociétés multiculturelles, comprenant leur(s) culture(s) religieuse(s), leur culture nationale (qui peut inclure des cultures ethno-régionales), une « culture de masse » syncrétique (produite par les médias de masse), une culture scientifique et enfin une « culture humaniste ». Considérée il y a deux siècles comme la culture suprême, cette dernière inclut la littérature classique et la philosophie ainsi qu'un aspect particulier des « sciences humaines »³ que nous verrons plus tard.

Ainsi, la culture est considérée comme une "force d'homogénéité et de différenciation". Elle est un vecteur essentiel de la cohésion sociale lorsqu'elle unit le corps social symboliquement et émotionnellement. Mais elle est en même temps un facteur de différenciation entre les groupes quand elle légitime la disparité des pouvoirs et sépare au sein de la société ce qui est honorable de ce qui est honteux. Elle établit par exemple la hiérarchie des castes sociales. Elle définit par exemple une distinction entre une culture légitime et une culture populaire. Sur le plan extérieur, elle exclut cette société des autres sociétés (représentations, langues, traditions, etc.)⁴. C'est ce qui fait de la culture une « réalité de grande importance dans la vie des sociétés humaines »⁵.

Toutes les cultures qui stimulent l'activité humaine et établissent les relations de l'individu avec le monde qui l'entoure sont des cultures acquises. On peut les classer en deux groupes distincts selon la dynamique par laquelle l'individu les acquiert :

1. Cultures primaires (héritées, involontaires) : elles sont acquises par l'individu avant d'avoir développé une conscience suffisante pour décider de son gré de les accepter ou de les rejeter. Ce sont les cultures que la personne reçoit à sa naissance, transmises

2 - Edgar Moran. La méthode Les idées : leur place, leur vie, leur habitude et leur organisation-quatrième partie. Traduit par le Dr Jamal Shehid. Organisation arabe pour la traduction. Centre de distribution des études sur l'unité arabe. Première édition Beyrouth - 2012

3 - Edgar Morin, source citée.

4 - Jean Fleury, « La culture », Éd. Bréal, col. Thèmes & Débats Sociologie, 2002

5 - Ibid, 60

par son univers immédiat (la famille), puis par le groupe, le quartier et l'école. Chacune de ces cultures façonnent à son tour l'individu selon ses normes et ses concepts. Ces cultures appartiennent à quatre grandes catégories : religieuse (confessionnelle, sectaire), nationaliste ou ethnique, sexuelles et régionales.

2. Cultures secondaires (volontaires): elles sont acquises par l'individu consciemment et volontairement ou bien comme résultat automatique de son développement biologique, social et intellectuel. Il a la liberté de les accepter ou de les rejeter. Il les cherche souvent de son plein gré. Ces cultures sont innombrables.

La région arabe connaît une grande diversité de cultures primaires. Cette diversité est source d'une grande richesse cognitive et spirituelle. De plus, appartenir à telle ou telle composante signifie posséder une culture supplémentaire et propre à cette composante. Il est aussi certain que la coexistence entre différentes identités/cultures réduit le fanatisme s'il leur était permis de s'ouvrir les unes aux autres, c'est-à-dire d'« apprendre à se connaître ». Cependant, cette même coexistence pourrait constituer une bombe à retardement qui menace de diviser la société. Ce scénario serait inévitable si la diversité entre les composantes religieuses et nationales n'est pas gérée avec sagesse et responsabilité, en plaçant les intérêts de la population et du pays au-dessus des intérêts propres à chaque groupe, au-dessus des intérêts politiques d'un groupe au pouvoir, ou au-dessus des tendances autoritaires d'un despote.

B - Le concept de développement

En 1995, le rapport « Notre diversité créatrice » de l'UNESCO a souligné l'importance des facteurs culturels en tant que composantes essentielles des stratégies de développement⁶. Il précise que des éléments tels que l'histoire et la culture propres à chaque communauté sont essentielles pour assurer un développement social humain durable. Il a également confirmé « la définition de la culture en tant que base pour tout développement, et un facteur essentiel pour façonner la relation des êtres humains avec la nature et l'environnement. Ainsi, la culture n'est pas considérée comme un secteur de la société, mais plutôt comme une de ses dimensions clairement liées au développement. »⁷

Cependant, notre approche de la relation entre le développement et la culture sera plus générale et abstraite. Elle s'étend à la définition du développement lui-même. La Déclaration universelle du droit au développement l'a déjà défini comme « ... un processus économique, social, **culturel** et politique global visant à réaliser des progrès continus dans la vie et le bien-être de toutes les populations »⁸.

Plusieurs organisations arabes ont également activement contribué à la proposition d'un cadre conceptuel amélioré pour définir le développement. Il va au-delà de la limitation de la

⁶ - UNESCO, Our Creative Diversity: Report of the World Commission on Culture and Development, September 1995.

<https://www.gcedclearinghouse.org/sites/default/files/resources/%5BENG%5D%20Nuestra%20diversidad%20creativa.pdf>

⁷ - Ibid, 60.

⁸ - Déclaration sur le droit au développement - Nations Unies- https://www.un.org/en/events/righttodevelopment/pdf/rtd_booklet_en.pdf

définition du développement (humain et durable) à trois dimensions économique, sociale et culturelle. Il leur ajoute la dimension culturelle et la dimension politique. Il considère que ces deux composantes clés sont tout aussi importantes que les autres dimensions. Les négliger constituerait une lacune aussi bien théorique que pratique dans l'étude du développement et de ses processus ⁹.

Concrètement, selon les définitions de la culture susmentionnées, l'évolution du modèle de développement vers un modèle de développement humain et durable serait impossible si les transformations culturelles et cognitives ne sont pas reconnues comme composantes principales d'une telle transformation. De plus, l'évolution de la définition du concept de développement est une composante intégrale de cette transformation. De même, l'évolution de notre perception du projet de développement dans les pays et sociétés arabes devient également **une composante à part entière de cette transformation. Ces sociétés arabes ont d'ailleurs conçu une vision originale du projet de développement arabe. Elles le voient comme un projet de renaissance qui restitue la composante culturelle caractéristique, avec d'autres composantes, de la renaissance arabe de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Cette composante qui a été négligée lors de la construction de l'État national après l'indépendance, est revenue en force avec les soulèvements du Printemps arabe.**

C - Démocratie - Transformation démocratique

Dépasser l'État néo-patrimonial et établir l'État civil, démocratique et moderne ont été l'ultime finalité revendiquées par les révolutions du Printemps arabe. Ces mouvements ont commencé en Tunisie et en Égypte à la fin de l'année 2010. Ils se sont ensuite répandus vers l'Ouest jusqu'au Royaume du Maroc, vers l'Est jusqu'au Yémen et vers le Sud jusqu'au Soudan. Cette transformation demeure toujours, jusqu'au moment de l'écriture de ce rapport, l'objectif final, clairement verbalisé ou implicitement symbolisé, des manifestations et des revendications des citoyens ou de la société civile des pays arabes du sud de la Méditerranée. Cette réalité accorde à **la démocratie le statut de finalité éminente et consacre la transition vers la démocratie comme le destin choisi par le peuple.**

Ce rapport ne prétend pas de définir la démocratie, c'est une responsabilité qui dépasse sa mission et ses capacités. En revanche, il l'aborde dans le cadre du sujet de recherche, à deux niveaux :

- **Le premier niveau considère la démocratie comme système politique** à multiples facettes. Elles adhèrent toutes à des principes de base: la formation du pouvoir par suffrage universel périodique; la passation pacifique du pouvoir; le respect des libertés

⁹ - Depuis 2005, le Réseau des ONG arabes (ANND) a systématiquement œuvré pour développer ce concept en partenariat avec le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le concept est récemment abordé par le Rapport sur le développement de la femme arabe 2019, L'égalité des genres dans l'Agenda 2030 - Le rôle de la société civile et des médias ; Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche (CAWTAR), Programme du Golfe Arabe pour le Développement (AGFUND). Tunisie 2019. Consulter aussi Adib Nehme, Développement et pauvreté - Approche critique des concepts et des outils de mesure ; Centre des Etudes sur l'Unité Arabe (CAUS), Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND). Beyrouth, 2021, chapitre un.

publiques; la régularité des relations entre les institutions et entre celles-ci et les citoyens conformément à la constitution et aux lois en vigueur ; la régularité du fonctionnement de l'Etat et de ses organes ; le respect d'une certaine neutralité dans l'exercice des fonctions administratives et quotidiennes des organes de l'Etat conformément au principe de séparation entre leur fonction politique et leur fonction administrative, etc.

- **Le deuxième niveau considère la démocratie comme système de relations entre les personnes. C'est un système de valeurs dominantes et d'une culture politique et sociétale commune.** Elle est fondée sur le respect des droits et des libertés des individus et des groupes. Elle compte sur la primauté du dialogue entre les composantes de la société pour trouver des solutions. Elle considère le dialogue comme indispensable pour le développement de la société, la continuité des relations entre les individus et l'adhésion des individus aux règles de conduite reconnues et/ou réglementées par la loi.

Les révolutions arabes du Maroc au Yémen convergent vers un objectif commun : « l'édification de l'Etat civil, démocratique et moderne ». Ces trois concepts interdépendants mènent à l'Etat moderne, basé sur la citoyenneté, les droits de l'homme et la rotation des gouvernants. La démocratie, dans le cadre de l'Etat civil et moderne, est définie d'une part par sa composante politique et institutionnelle et d'autre part, par sa composante culturelle en tant que système de valeurs.

Ainsi, les termes utilisés pour qualifier la « transition démocratique » que les pays du sud de la Méditerranée ont vécue, et continuent de vivre aujourd'hui, devraient désigner une transformation profonde aux niveaux politique et culturel et ne pas se limiter à des transformations institutionnelles et électorales de forme, aussi importantes soient-elles.

L'expression **transition démocratique** a été utilisée pour décrire le processus politique et institutionnel qu'ont vécu certains pays où des changements politiques ont suivi le « printemps arabe ». La Tunisie est souvent citée comme l'exemple le plus marquant. L'expression fait référence aux procédures spécifiques qui permettent de passer d'un système politique préalable à un nouveau système politique, supposé démocratique, avec un accent particulier sur le processus électoral et l'amendement de la constitution.

Cependant, cette expression n'est pas suffisante pour décrire cette phase temporaire. Il serait plus judicieux de décrire la période qui a suivi le printemps arabe comme étant à la fois **une phase transitoire, institutionnelle et fondatrice.**

- **Transitoire** car elle nécessite des mesures temporaires et immédiates pour éviter la détérioration de la situation, l'effondrement des institutions, la destruction de l'État et le dérapage vers la violence. Elle nécessite souvent des mesures particulières qui sont inscrites dans ladite « justice transitionnelle ». Elle requiert également la tenue d'élections pour former des institutions constitutionnelles qui gouvernent le pays pendant la phase transitoire.

- **Institutionnelle**, car elle implique également la modification ou l'élaboration d'une nouvelle constitution, la réforme ou la modification du système politique, la création de nouvelles institutions et d'organes gouvernementaux indépendants, souvent de nature constitutionnelle et inexistantes sous le régime antérieur, l'adoption de nouvelles lois, la formation des partis politiques et la recomposition du pouvoir par le biais d'élections. Ces implications dépassent le sens porté par le qualificatif "transitoire" puisqu'il s'agit de repenser les piliers mêmes du régime politique en place.
- **Fondatrice**, car la transformation de l'État affecte également la société, ses valeurs et sa culture. Cette période a un caractère fondateur notamment dans le contexte de la quête initiale de promotion des valeurs de la citoyenneté, de l'égalité, de l'égalité des sexes, de la liberté d'expression et de croyance, de la justice, de la solidarité, etc... Répandre ces valeurs relève plus d'une reconfiguration sociétale que de la promotion d'une évolution mineure. Elle laisse une empreinte sur plusieurs générations et nécessite également plus de temps pour la mener à bien. Ce processus est plus complexe et enchevêtré que le processus de transition. Il nécessite plus de temps pour l'accomplir que le processus de reconstitution institutionnelle¹⁰. Cela nous ramène de nouveau à la dimension culturelle qui est notre centre d'intérêt et au cœur de notre rapport.

3 - Problématiques mondiales

On remarque que les politiques publiques ne considèrent pas la culture comme facteur contribuant au développement et au changement. En fait, la culture est plutôt instrumentalisée. Elle est ainsi au service d'une idéologie consumériste subissant les règles du profit économique, des mécanismes de marché et de la promotion médiatique. On l'utilise également comme outil de mobilisation politique et pour influencer la formation des pouvoirs. Elle est ainsi utilisée à des fins idéologiques (religieuses ou identitaires) pour renforcer un pouvoir ou imposer certaines orientations politiques.

Mais l'utilisation consumériste intensive de la culture ou bien son utilisation à des fins idéologico-politiques constituent en soi une reconnaissance de la croissance du rôle de la dimension culturelle à notre époque. Elle se manifeste durant notre ère mondialisée à travers trois phénomènes simultanés, auxquels s'ajoute la dimension culturelle de la pandémie de la Covid-19. Ces phénomènes peuvent en effet entraver une véritable transition vers le développement et la démocratie. Ils sont particulièrement influents dans les pays arabes du sud de la Méditerranée, objet de notre étude.

A - Le premier phénomène est la propagation massive du consumérisme, des valeurs du marché et de la mondialisation. La révolution technologique dans les secteurs de la communication, de l'information et des médias y a joué un rôle majeur. Cette évolution a été accompagnée par la désintégration d'un ancien système basé sur les valeurs et les institutions. Les concepts de l'Etat providence et les valeurs de justice et de solidarité ont été remplacés par l'inégalité et une importance inédite accordée à l'enrichissement.

¹⁰ - Voir : Adib Nehme : l'Etat, butin de guerre et le printemps arabe Dar Al-Farabi - Réseau des ONG arabes pour le développement. Beyrouth 2014

B - Le deuxième phénomène est **l'expansion des courants populistes de droite**, y compris dans les pays développés. Les partis politiques ont massivement recours à l'idéologie politique pour rallier les masses au lieu et à la place des intérêts socio-économiques. L'idéologie politique polarise l'attention en offrant une certaine interprétation des problèmes auxquels est confronté le pays. On propose alors une lecture particulière de phénomènes tels la xénophobie, le terrorisme, l'extrémisme, l'immigration, la résurgence du nationalisme et la résistance à la mondialisation, même si elle demeure un fait accompli.

C - Le troisième phénomène est **le repli sur les appartenances identitaires** dans plusieurs régions du monde, notamment dans les pays en développement, dont les pays arabes. On se replie sur son identité religieuse, sectaire, ethnique, raciale, etc... Une caractéristique commune à ses tendances est la réduction de l'importance du concept d'un Etat national rassemblant des identités diverses. On s'attaque notamment à l'Etat providence, capable de protéger socialement les citoyens et de définir un cadre au positionnement économique et politique sur la scène internationale.

D - La pandémie de la Covid-19 constitue quant à elle l'occasion de réfléchir à l'aspect culturel, aux relations sociales et économiques et aux modèles de gouvernance du monde ou des collectivités nationales. La crise sanitaire a en effet révélé plusieurs lacunes et faiblesses de nos systèmes. Elle incite à la réflexion et à la reconsidération de solides conventions. Des questions fondamentales, voire existentielles, sont soulevées ici concernant le modèle civilisationnel, développemental et culturel dominant. Ce schéma faisait déjà l'objet de débats et de conflits entre des courants différents et multiples. Des visions diverses se heurtaient pour décrire et définir la relation à avoir entre l'Homme et la nature, entre la société, l'Etat, les institutions, les systèmes économiques et politiques, ainsi que les relations entre les individus et les systèmes de valeurs et les comportements dominants. Cependant, pour l'ère post-coronavirus, la dimension culturelle semble être fortement présente dans les différentes visions prospectives, aussi contrastées soient-elles. D'un côté, les visions qui poussent vers la transformation technologique et de l'autre côté, celles qui tirent dans une direction autoritaire. S'y ajoutent les visions qui appellent au renouvellement du modèle de développement basé sur le gain financier et sur la destruction de l'environnement. Face à ces trois visions, une nouvelle tendance émerge. Elle est basée sur l'humain et le social et voit la solution dans un nouveau modèle de civilisation et de culture, basé sur les droits, la solidarité, la justice et le respect de l'environnement.

4 - Problématiques propres aux sociétés arabes

Les quatre problématiques mondiales mentionnées précédemment sont fortement présentes dans les pays étudiés dans la recherche. Nous aborderons également certaines problématiques propres à la région. Le rapport se concentrera en particulier sur les questions suivantes:

- A - La démocratie et les droits de l'Homme.** Il existe un discours culturaliste répandu décrivant les pays arabes comme une « **exception démocratique** ». Il stipule qu'il est culturellement et fondamentalement impossible d'opérer une transition dans les pays arabes vers la démocratie et les droits de l'Homme.
- B - L'hégémonie de la culture patriarcale-machiste et la place de la femme dans la société.** La patriarchie machiste demeure fortement présente dans la culture, la politique et les relations sociales au sein des sociétés arabes. Ceci est en contradiction et nette opposition avec les tendances et les réalités de l'époque contemporaine.
- C - Les identités subsidiaires.** Les revendications identitaires religieuses et communautaires ont participé à l'effondrement de l'État national. Elles ont causé la désintégration des institutions sociales traditionnelles, y compris l'institution familiale, et des organisations sociales et civiles, dont les syndicats et les associations civiles. Elles ont certes du moins fragilisé ces entités. Il en est de même pour les revendications d'autres identités culturelles et ethniques.
- D - La désintégration sociétale et la détérioration globale de la culture,** résultat direct des situations de guerres, de conflits, d'occupation politico-militaire et de despotisme que connaît la région depuis des décennies. Ces réalités ont un impact cumulé sur le développement social, la culture et le système des valeurs. En effet, les conséquences des problématiques mentionnées précédemment s'entremêlent et culminent à ce stade.
- E -** La problématique de **la culture et des arts, celle de la médiocrité de la production de savoirs et de la qualité de l'enseignement ainsi que celle de la production de savoirs et la recherche scientifique.** Citons ici également **les manques et les lacunes des diverses formes de production artistique**, ou plutôt le manque de l'intérêt des pouvoirs publics dans la production artistique. Les intérêts résident plutôt dans la promotion à différentes échelles d'un art populaire et d'une basse culture de masse.



Chapitre II : Regional context (recent developments)

1. Cadre général des développements récents dans les pays du Sud de la Méditerranée

Ce chapitre concerne la période des révolutions du Printemps arabe de 2011. Cette étape représente un tournant majeur dans l'histoire de la région. Notre thème de recherche « culture et transformation démocratique » y est directement lié.

En effet, avant l'année 2011, chaque pays a connu deux principales périodes. **La première** est celle qui a directement suivi l'indépendance. Les autorités y bénéficiaient d'une relative légitimité. Le discours gouvernemental et la culture politique et publique qui y étaient associée étaient reconnus et acceptés. **La seconde** est celle du début de la perte de légitimité. Le projet national est alors en crise. Cette période a causé l'explosion sociale et a engendré les changements dans ces pays en 2011.

Après 2011, on peut également distinguer deux périodes. **La première** est celle des larges mouvements populaires de la rue. Cette période est celle des transformations ou des réformes directes imposées par le soulèvement social. On y revendique et célèbre la démocratie, la liberté et la diversité. La culture en a émergé à travers des valeurs et la prolifération de la production créative. Cette période s'étend **de la première vague du printemps arabe** en 2011 et 2012 jusqu'au retour de la « contre-révolution » sous forme de guerres destructrices dans certains pays ou de détournement du changement démocratique dans d'autres. C'est le début de **la deuxième période**, avec la réapparition des mêmes caractéristiques de crise d'avant 2011.

Cette deuxième période s'étend jusqu'à la **deuxième vague du printemps arabe** qui a commencée à la fin de l'année 2018, au Soudan, en Algérie, au Liban et en Irak. Tout au long de l'année 2019, ces pays ont connu une célébration de l'art, de la culture et de la démocratie. De nouveaux développements aux conséquences variées ont marqué la fin de cette période. Ils ont soit absorbé l'ambiance et le climat dominants de revendications soit contrôlé, peut-être de manière provisoire, le mouvement des masses.

Regard rétrospectif

De multiples facteurs structurels et historiques ont causé les problématiques auxquels les pays arabes sont confrontés. La grande explosion sociétale de 2011 est survenue dans un contexte de continuité logique et naturelle. La **surprise** vécue par la plupart des acteurs vis-à-vis du Printemps arabe n'est quant à elle pas due au caractère inattendu des soulèvements. Elle est plutôt le résultat d'un **manque de vision et de l'ignorance de l'accumulation des facteurs de risque**. En est pour cause **le manque de connaissance, voire le manque d'intérêt. C'est aussi la conséquence de la projection d'une perception culturaliste, idéologiquement biaisée, sur les sociétés de la région. Elles sont considérées comme une exception incapable de démocratisation ou de modernisation.**

Selon ce point de vue, la région semble être figée dans un état de stagnation dont il est difficile de sortir. Plusieurs acteurs ont considéré que cette description reflète l'identité même des pays et des sociétés du sud de la Méditerranée. Ils n'accordaient pas de place à une possibilité d'un changement réel dans un avenir prévisible. Cependant, les éléments de la crise et de l'échec du développement étaient bien connus. Ils étaient décrits dans plusieurs recherches et études, scandés lors de revendications publiques et privées et analysés dans des rapports internationaux, régionaux et nationaux, y compris ceux publiés par les organisations internationales. Le printemps arabe et ses revendications ne sont d'ailleurs que le résultat de la crise et de ses facteurs.

Ce discours a prédominé dans les analyses, y compris dans les rapports des organisations internationales. Mais, depuis le printemps arabe, la recherche indépendante et sérieuse a prospéré. Elle a également été rejointe par de nombreux rapports d'organisations internationales, de l'Union Européenne, de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques et d'autres organismes. Cette nouvelle approche reconnaît la profondeur et l'ampleur des crises, alors qu'on se félicitait auparavant des prétendues réalisations, en s'alignant sur les discours des gouvernements plutôt que sur une évaluation objective de la réalité.¹¹

Les pistes politiques et socio-économiques

Les transformations des pays arabes ne s'écartent pas de l'évolution générale de la mondialisation. Elle est elle-même marquée par des glissements importants de la logique du travail productif vers la rente et la financiarisation de l'économie. Elle est aussi marquée par l'indulgence face aux violations des droits de l'Homme et par la recrudescence des conflits sécuritaires et des guerres. Les conflits armés affectent ainsi aussi bien les relations internationales d'un pays que sa politique intérieure. Elle est désormais caractérisée par la réémergence de tendances économiques et de politiques protectionnistes, par un repli vers l'intérieur et la fortification des frontières nationales, par un renouvellement des revendications identitaires et communautaires et par des tendances politiques fanatiques et populistes.

L'histoire politique, économique et sociale propre aux pays arabes du sud de la Méditerranée et son interaction avec les évolutions de la mondialisation sont à l'origine de processus de transformations croisées et cumulées. « Elles ont conduit à une grave érosion de la légitimité historique et politique des régimes arabes aux niveaux externe et interne. Ceci a également engendré un changement dans les alliances socio-politiques internes sur lesquelles reposent les systèmes de gouvernance. Un changement a aussi été nécessaire au niveau des politiques nationales économiques et sociales pour répondre

¹¹ - Voir : Mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les pays arabes. E/ESCWA/29/11. Document soumis à la 29e réunion ministérielle de la CESAO, Doha, 13-15 décembre 2016. Voir aussi : Les principaux défis auxquels sont confrontés les pays arabes lors de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Document soumis à la réunion des organisations de la société civile, 22 et 23 avril 2018, et présenté comme contribution au Forum arabe pour le développement durable. Le deuxième document est basé sur le premier avec des ajouts et des amendements. Le premier rapport arabe sur le développement humain (2002) et les rapports suivants. Rapport sur les défis du développement dans le monde arabe (PNUD 2011). Rapport de la CESAO : Vision 2030 (2015/2016). Rapport arabe sur le développement durable. ESCWA - 2020. Rapport « L'adolescente arabe : réalité et perspectives », CAWTAR, AGFUND, Tunisie 2003.

aux exigences de la mondialisation néolibérale sur le plan économique, mais aussi aux exigences politiques du système mondial et de la/des culture(s) qui en découlent. Ces changements ont été accompagnés par une reconnaissance croissante de l'échec, dans la plupart des domaines, des stratégies de développement mises en place. En parallèle, on a assisté à la normalisation croissante des comportements opportunistes et au recours systématique à la corruption et à la violence dans la gestion des problèmes. De même, des sous-cultures et de nouvelles identifications ont émergé aux dépens de la culture de la citoyenneté et des identités nationales. »¹²

Un rapport de la CESAO évoque trois évolutions majeures au cours des cinquante dernières années. « 1) La croissance de l'importance du rôle de l'Etat dans un premier temps puis son recul de manière significative... 2) Les vagues de libéralisation économique dans les années 90 du siècle précédant ont enraciné dans la région un système capitaliste fondé sur le clientélisme... 3) L'absence d'émancipation politique au cours de ces cinquante années a perpétué les stratégies de maintien au pouvoir des gouvernants et a surtout affecté l'autonomie personnelle des citoyens à plusieurs égards... »¹³.

A la veille du Printemps arabe, les facteurs d'une explosion sociétale bourgeoñaient dans plusieurs pays. Elles ont commencé en Tunisie et en Égypte, puis elles se sont étendues à d'autres pays.

Les indicateurs de crise et d'échec du développement abondent dans les rapports internationaux, régionaux et nationaux. Ils existent explicitement dans des bases de données accessibles et dans les nombreuses études nationales. Ce sont des réalités connues, prouvées et incontestables. **La valeur ajoutée de notre rapport, qui porte sur la dimension culturelle et les transformations culturelles, consiste à identifier comment tous ces facteurs s'influencent les uns les autres au niveau culturel, au sens large du terme ci-haut présenté. On s'intéresse également à leur transformation en un état d'esprit psychologique et comportemental des citoyens. Finalement, nous regardons comment ils se manifestent à travers des phénomènes, des mouvements et des idées visant le changement ou bien son contraire.**

Vu que ce rapport se focalise sur la culture et les valeurs, nous abordons ici **deux problématiques** dans les pays du sud de la Méditerranée. La première est **la migration**. La seconde est **le système éducatif**. Ces deux thématiques souffrent de problèmes chroniques et constituent des facteurs structurels et d'actualité. Elles sont directement liées au sujet de ce rapport.

¹² - L'Etat butin de guerre et le Printemps arabe. Adib Nehme. Réseau des ONG arabes pour le développement ; Maison Al-Farabi. Beyrouth 2014.

¹³ - Rapport sur le développement social, numéro 2 : Inégalité, indépendance et changement dans le monde arabe. CESAO, 2017. Le rapport indique que les dépenses publiques ont atteint leur maximum dans les années 1970 puis ont fortement chuté en 1998. Par exemple, elles sont passées en Égypte de 62 à 25 % du PIB ; en Tunisie, de 45 à 29% du PIB.

2- Les flux migratoires : des sociétés expulsant leurs jeunes et leurs citoyens (exemples)

Les évolutions caractéristiques des sociétés arabes du sud de la Méditerranée et la prépondérance des conflits armés ont transformé les pays de la région en pays expulseurs de leurs populations, notamment des jeunes et de l'élite professionnelle et éduquée. D'ailleurs, on y remarque la migration de la main-d'œuvre en général.

Ce désir d'émigrer ne peut en fait être attribué à une unique cause, même s'il semble que telle ou telle autre raison prévaut dans un pays à un certain moment historique.

Cette volonté obstinée d'émigrer, légalement ou clandestinement, pousse les individus à encourir les dangers des couloirs de la mort à travers la Méditerranée. Il s'agit certes de la recherche d'opportunités d'emploi ou de la volonté d'apprendre. Mais il existe aussi un désir effréné chez les citoyens d'échapper à la réalité de leur pays d'origine. On fuit la répression ou la violation des droits, l'instabilité politique et l'émergence d'une classe politique qui ne jouit pas de la confiance du peuple. On essaie d'échapper à la corruption, à l'absence de vision claire, au maintien coûte que coûte au pouvoir. Ces politiques demeurent incapables d'offrir aux jeunes l'espoir de la réalisation de soi ou un cadre de vie dans une société où ils se sentent dignes et libres.

La migration entraîne des changements importants dans la conscience et le comportement de la personne qui cherche à émigrer. Elle affecte également son entourage immédiat, composé de la famille et des amis. La migration de masse provoque à son tour des changements dans les pays d'accueil, aussi bien au niveau de la société qu'au niveau des individus. Ceci est notamment dû à ce qui est parfois perçu comme un « choc des civilisations » ou un « choc culturel » qui déclenche des transformations culturelles incontrôlées.

En 2020, 22% de la population des pays arabes a exprimé son désir d'émigrer, selon le sondage d'opinion de l'« Arab Index »¹⁴. Les études successives depuis 2011 indiquent que ce pourcentage est resté relativement stable. Il avait la même valeur avant le Printemps arabe. Ceci indique que les changements survenus dans plusieurs pays n'ont pas pu résoudre les problèmes chroniques. Il révèle au contraire que le désir d'émigrer est plus fort qu'avant 2011. Ceci est notamment dû à des raisons politiques et liées à la sécurité, suite aux guerres et conflits survenus après 2011. Ceci est également dû à l'absence de la démocratie ou le manque de sécurité qui, de toute façon, n'étaient pas complètement absentes avant les soulèvements.

Les facteurs économiques et sociaux (recherche d'emploi, amélioration des conditions de vie, etc...) constituent environ 73 % des motifs d'émigration cités. La part de ceux qui désirent poursuivre des études est de 15%. L'absence d'opportunités décentes de travail et la faiblesse des salaires incitent à l'émigration temporaire ou permanente à la recherche de meilleures opportunités. 12% de ceux qui souhaitent émigrer en 2020 ont

¹⁴ - Indice arabe 2019/2020 en points. Centre arabe de recherche et d'études politiques, Doha ; 2020.
<https://arabindex.dohainstitute.org/AR/Documents/The-2019-20-Arab-Opinion-Index-in-Brief-AR.pdf>

citée des raisons politiques ou sécuritaires¹⁵, avec une forte variation des pourcentages en fonction des conditions du pays et selon les années. En Egypte, Nour considère que son désir d'émigrer est dû à la détérioration de la situation politique. Pourtant, elle a un emploi stable et prometteur. Mais elle n'entrevoit aucun espoir dans l'avenir proche de vivre la levée des restrictions qui restreignent les libertés. « La moitié de mes amis est en prison !! »¹⁶ déclare-t-elle.

Si certains estiment que le désir d'émigration chez Nour pour fuir la répression est un choix individuel probablement lié à ses choix politiques ou idéologiques, il est certain que le phénomène est collectif et global. Son caractère général apparaît clairement dans l'exemple des réfugiés syriens présents dans tous les pays de la région et du monde. Ils ont émigré à cause de la guerre dans leur pays. La part de la population syrienne qui a préféré émigrer représente environ un quart de la population de la Syrie (environ 5,6 millions de réfugiés selon le site de l'HCR)¹⁷. Un effectif pareil ne relève pas seulement d'un choix individuel d'une seule personne, mais d'une tendance plus globale.

Les raisons qui poussent les individus à souhaiter émigrer vers des pays particuliers sont complexes. Le facteur culturel s'ajouterait aux dimensions économiques, politiques et sécuritaires. Selon le sondage d'opinion de l'« Arab Opinion Index »¹⁸ de 2011, l'année du Printemps arabe, 33 % parmi eux voulaient émigrer en Europe, 10 % aux Etats-Unis et 8 % au Canada. Au total, 51 % de ceux qui souhaitent émigrer préfèrent les pays qui adoptent le modèle d'Etat démocratique et de droit, quelle que soit l'évaluation du système de gouvernance du pays et de ses failles. Ils préfèrent la culture « occidentale » en opposition à ce qu'il est convenu de désigner communément dans la région par culture « orientale » (notons ici notre réserve vis-à-vis de ces classifications). En revanche, seulement 26 % souhaitaient émigrer vers les Etats arabes du Golfe et 5 % voulaient s'installer dans d'autres pays arabes. Ces pourcentages révèlent un point de vue culturel et politique clair chez les émigrés. En fait, contrairement aux perceptions stéréotypées de l'opposition entre Occident et Orient, même si elle est parfois objectivement et historiquement fondée, plus de la moitié de ceux qui souhaitent émigrer sont attirés par l'Occident. Ils recherchent sa culture et son développement économique, social et institutionnel. Les horreurs de l'immigration clandestine et le risque de mort ne sauraient arrêter leur quête.

La comparaison des résultats des sondages d'opinion de l'« Arab Opinion Index » entre 2011 et 2020 montre que la part de ceux qui ont choisi l'Europe est passée de 33% à 38% et que la part de ceux qui ont choisi les pays « occidentaux » (Europe, Canada et Etats-Unis) est passée de 51% à 58%. En revanche, le désir d'émigrer vers les pays du Golfe a baissé de 16 % à 12 %. En parallèle, le désir d'émigrer vers les pays arabes a chuté de 14 points, pour passer de 31 % à 17%. Tandis que le désir d'émigrer vers d'autres pays a

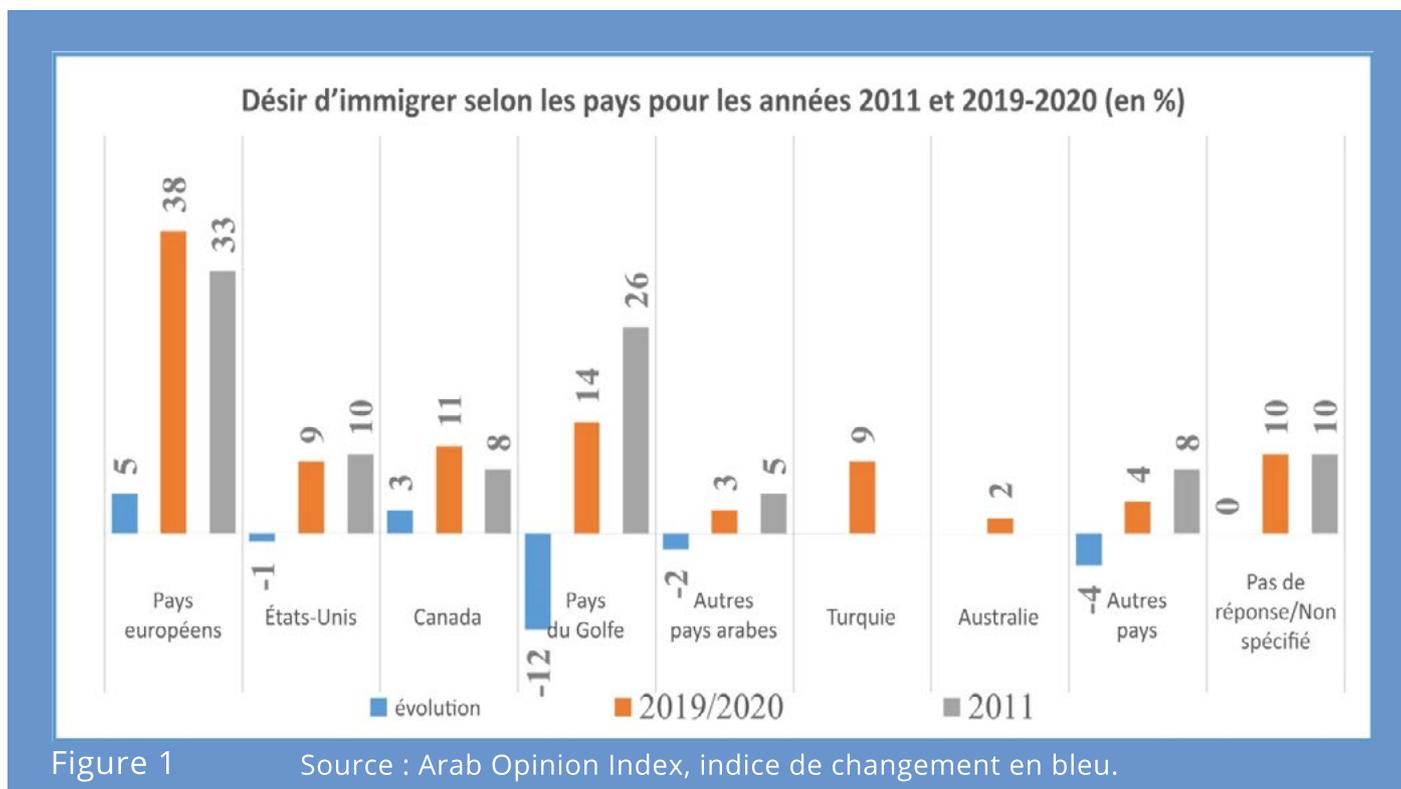
¹⁵ - Arab Index 2019/2020, source citée.

¹⁶ - À partir d'entretiens menés spécifiquement pour la préparation de ce rapport. Toutes les citations, dont la source n'est pas mentionnée dans la marge, sont des entretiens réalisés par des chercheurs qui ont été chargés de préparer les documents de référence pour ce rapport. Aucune référence ne sera faite de la source à moins qu'il ne s'agisse d'une source différente.

¹⁷ - UNHCR. Syria emergency. Consulté le 20 février 2021 <https://www.unhcr.org/syria-emergency.html>

¹⁸ - Arab Center for Research & Policy Studies. "Arab Opinion Index," Arab Public Opinion Project, 2011. Extrait de AOI-2011-report.pdf (dohainstitute.org).

augmenté de 7 points, pour passer de 8 % à 15 %. Les sondages de 2019/2020 ont révélé une place particulière accordée à l'immigration vers la Turquie. Elle était non incluse parmi la catégorie des « autres pays » dans le sondage de 2011. En 2019/2020, la Turquie accumule à elle seule 9% des vœux d'émigration, soit un pourcentage équivalent à celui des États-Unis.¹⁹



On en dégage deux conclusions importantes :

- 1. La première conclusion** est la complexité des facteurs qui affectent le désir d'émigrer. Nous en déduisons également que le facteur culturel et linguistique ou les liens historiques et les procédures de migration ont une influence assez importante.
- 2. La deuxième conclusion** provient la préférence explicite pour l'émigration vers l'Europe, le Canada et les États-Unis. Cela contredit la perception répandue de la répulsion culturelle et civilisationnelle entre Orient et Occident ; et par extension entre le christianisme et l'islam, selon certaines idéologies culturalistes.

La migration n'est pas un mouvement spatio-géographique au sens physique. Elle est **plutôt un mouvement vers un espace socio-culturel caractérisé par une marge de liberté assez large et protégée par la loi. Il offre des opportunités d'ouverture culturelle caractérisée par de multiples possibilités interdites dans le pays d'origine. Il ne s'agit pas non plus d'une révolution culturelle dans la culture de l'individu (ou du groupe). Les éléments culturels qui émergent au sein de l'individu dans le pays d'accueil étaient très probablement latents dans le pays d'origine. Ils étaient inconsciemment réprimés et interdits. Cette autocensure trouve son origine dans des raisons complexes qui relèvent de l'oppression politique et de l'autoritarisme**

¹⁹ - Dans la nouvelle politique de publication du Centre arabe d'études et de recherche sur les politiques, l'accès aux données détaillées de l'index arabe qui ne sont pas incluses dans le résumé publié est disponible sur la page interactive : <https://arabindex.dohainstitute.org/AR/Pages/Tool.aspx>

endémique. Elle est liée à la société, aux relations humaines et aux formations sociales. Elle particulièrement due à l'œuvre des institutions responsables de la production et de la diffusion des connaissances et des valeurs.

Dans ce contexte, l'éducation joue un rôle clé. Elle est soit source de changement et d'ouverture individuelle et collective, soit source de la consolidation de la pensée conservatrice et fanatique.

3- Une éducation qui promeut la culture conservatrice (exemple)

Présentation

Plusieurs études ont analysé et critiqué les systèmes éducatifs dans les pays arabes. Elles décrivent ces systèmes comme étant **des systèmes traditionnels avec des approches d'enseignement passives qui freinent la créativité, la liberté de pensée et l'esprit critique. Ils manquent de méthodes interactives et participatives permettant les interactions convoitées entre les étudiants, le personnel éducatif, la direction et la société.**

Les contenus et les programmes, en décalage avec le temps, sont également critiqués. Ils ne sont adaptés ni au développement scientifique et technologique ni à l'évolution des valeurs et des concepts à transmettre à la jeunesse, notamment en ce qui concerne les valeurs de citoyenneté et les droits de l'homme. Il existe aussi un positionnement traditionnel vis-à-vis **de la hiérarchie des spécialisations**, entre filières professionnelles et académiques, ou entre filières scientifiques et littéraires. On continue également de recourir à des méthodes dépassées qui consistent par exemple à recourir continuellement à la violence et à la discipline punitive. D'autres phénomènes perdurent aussi comme la domination de l'éducation privée sur le secteur de l'enseignement ou comme le sexisme et le harcèlement subis par les filles.

Quelques faits

« L'éducation n'a pas atteint son plein potentiel afin de réaliser la transformation souhaitée, malgré l'augmentation des taux de scolarisation et des investissements dans l'éducation dans la région arabe... »²⁰. De manière générale, les taux de scolarisation dans les pays de la région se sont améliorés au cours des deux dernières décennies, atteignant en 2014

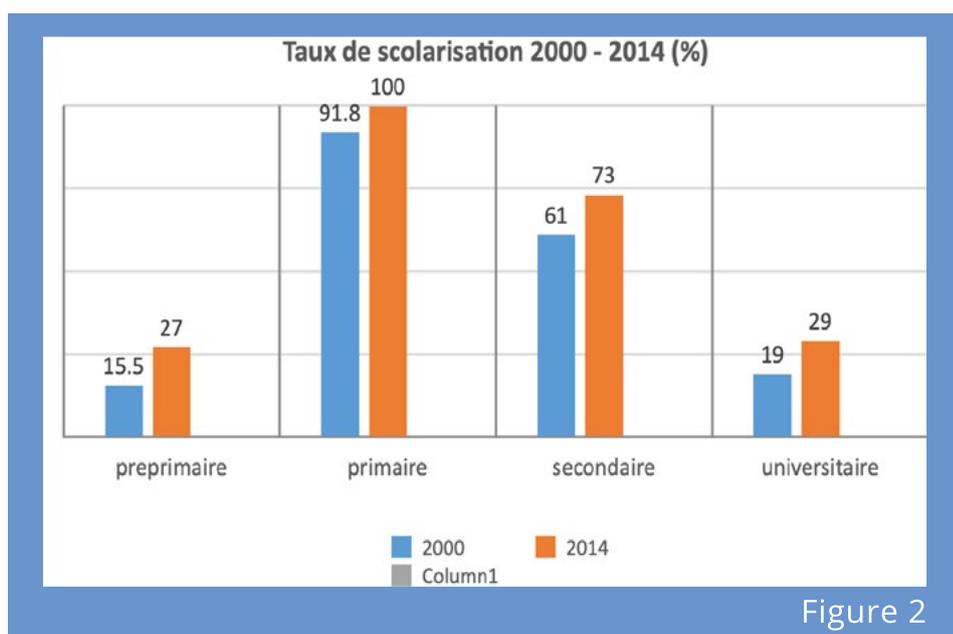


Figure 2

près de 100 % dans l'enseignement primaire, 73 % dans l'enseignement secondaire et 29 % dans l'enseignement universitaire. Par contre, la scolarisation des enfants en maternelle

²⁰ - Rapport arabe sur le développement durable 2020. CESAO.

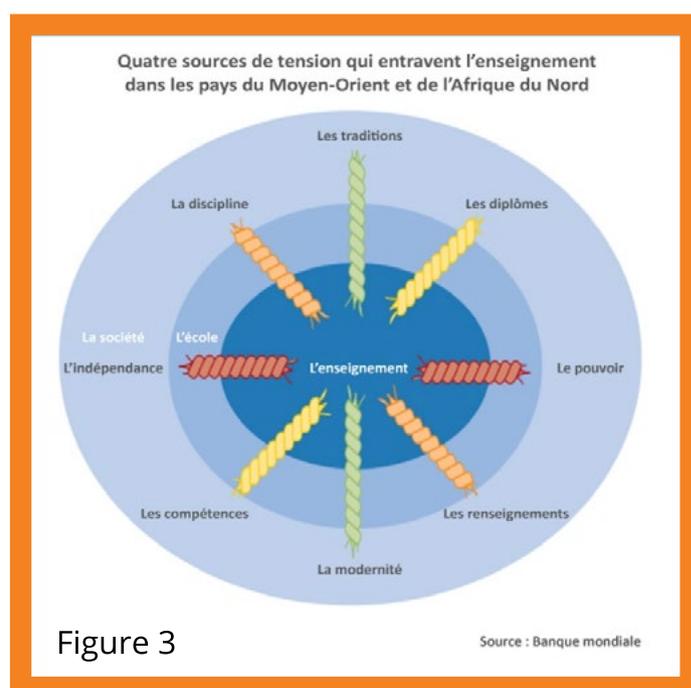
n'a pas dépassé le taux de 27 %²¹, ce qui représente un écart critique. Ces pourcentages ont nécessairement diminué dernièrement avec l'expansion des guerres et des conflits, en particulier en Syrie, au Yémen, en Libye et en Irak. Cependant, il est plus urgent de s'arrêter aux problèmes de la qualité de l'enseignement. En fait, seulement 50 % des élèves qui terminent le premier cycle de l'enseignement secondaire atteignent la maîtrise minimale requise en mathématiques et seulement 40 % des élèves arrivent à terminer leurs études secondaires.²²

« Les élèves du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) sont systématiquement classés parmi les plus faibles par les évaluations mondiales. Au cours de la dernière décennie, les systèmes éducatifs de la région MENA ont stagné dans leur état, malgré les évolutions sur les plans politique et économique de la région et l'intégration des nouvelles technologies dans le monde de l'éducation au niveau international. »²³

Enseigner l'obéissance et la soumission

Les théories et les pratiques de l'enseignement ont évolué durant les dernières décennies. Les réformes des systèmes éducatifs ont directement affecté le changement des méthodes d'enseignement et les moyens d'accès à l'information et aux connaissances. Le caractère administratif-directif de l'enseignement formel a été réduit. Les relations interactives entre les différents acteurs du système éducatifs ont été renforcées. Le recours à la violence a été empêché. Cependant, ces évolutions n'ont pas concerné tous les pays et toutes les sociétés de la même manière. **Les systèmes éducatifs des pays arabes sont encore majoritairement traditionnels. Les réformes introduites sont soit de forme, soit partielles. Elles n'ont pas permis de changer le caractère traditionnel du système éducatif**, comme le constate la plupart des études.

Le rapport de la Banque mondiale « Perspectives et Aspirations d'une région : un nouveau cadre pour l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord » note que le développement du système éducatif de ces pays est entravé par un comportement basé sur les coutumes et par des querelles idéologiques. Ces tensions et tiraillements peuvent être catégorisés en quatre groupes : les tensions et les tiraillements entre (1) avoir un diplôme et avoir des compétences, (2) la discipline et la requête, (3) le contrôle et l'indépendance et (4) la tradition et la modernité. Ces tensions et ces querelles ont entravé la préparation



21 - UNDP : Site Internet <https://www.undp.org/>

22 - Rapport arabe sur le développement durable 2020. CESA0.

23 - Perspectives et Aspirations d'une région : un nouveau cadre pour l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Banque mondiale, 2020

des étudiants à l'avenir. « Elles sont profondément enracinées dans l'histoire, la culture et l'économie politique de la région. Elles varient d'un pays à un autre et contribuent largement à définir les relations sociales et politiques. Elles ont façonné la politique éducative dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord depuis leurs indépendances²⁴... Ainsi, **les systèmes éducatifs – majoritairement à caractère traditionnel – ont tendance à privilégier la tradition, la discipline, les diplômes et le contrôle à d'autres pôles plus en phase avec les tendances modernes.**

Selon un rapport de la CESAQ, « les systèmes éducatifs dans la région arabe ont été **conçu pour ralentir le rythme du changement social**... Les méthodes éducatives qui mettent l'accent sur **l'apprentissage par la mémorisation viseraient à encourager le respect de l'autorité et à empêcher le développement de l'esprit critique chez l'étudiant**... Non seulement les régimes autoritaires ont développé des programmes d'enseignement qui cherchent à inculquer des valeurs conservatrices aux étudiants, mais ils les ont également utilisés comme **un outil d'endoctrinement**²⁵. Le rapport considère aussi que le système éducatif est responsable, en complicité avec le système politico-juridique et la culture patriarcale dominante, de l'incapacité de la jeunesse arabe à s'exprimer librement. Il identifie également le rôle qu'ils ont joué dans la limitation des valeurs d'égalité et de tolérance vis-à-vis de la diversité et de la différence. Ce constat se reflète dans la comparaison des résultats des sondages d'opinion portant sur les valeurs entre les chiffres de la région arabe et ceux d'autres régions du monde.

Craindre le savoir et la culture

A l'école, on est censé apprendre à interagir harmonieusement avec les multiples sources de savoir et de culture. Les connaissances scientifiques dans les domaines des sciences naturelles et des sciences humaines sont supposées occuper une place primordiale dans l'éducation. L'éducation devrait **être la source primaire d'apprentissage des connaissances scientifiques et d'acquisition de l'esprit critique. Ces éléments pourraient contre-équilibrer les valeurs traditionnelles ou conservatrices qui régissent la famille, la religion, la culture sociale patriarcale, ou l'idéologie politique du régime ou des partis politiques. Si l'éducation perd sa fonction de source de savoir, de culture scientifique et d'esprit critique, la structure culturelle individuelle et collective de la société sera fortement déséquilibrée.** La société serait menacée de stagnation et de vulnérabilité culturelle et sociale. Elle perdrait sa capacité d'innovation et de développement, exactement comme la situation des systèmes éducatifs dans les pays arabes.

Le savoir et la culture, notamment les sciences - naturelles et humaines - constituent une menace pour le pouvoir en place. Ils permettent le questionnement et la responsabilisation de l'idéologie politique dominante et/ou de ses fondements sociaux et culturels. Au Maroc, par exemple, cela a été clairement démontré dans la bataille contre l'enseignement de la

²⁴ - Perspectives et Aspirations d'une région : un nouveau cadre pour l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Banque mondiale 2020 <https://www.albankaldawli.org/ar/region/mena/publication/expectations-and-aspirations-a-new-framework-for-education-in-the-middle-east-and-north-africa>

²⁵ - Rapport sur le développement social, numéro deux : Inégalité, indépendance et changement dans le monde arabe. CESAQ, 2017. <https://bit.ly/3ngQo4A>

philosophie et des sciences humaines dans les universités et les lycées à partir du milieu des années 1960. Le 23 mars 1965, les lycéens de Casablanca ont manifesté dans les rues de la ville contre la note du ministère de l'Éducation nationale visant à limiter l'accès de tous les élèves à l'enseignement secondaire. Des citoyens de différentes catégories sociales ont rejoint les manifestants. Le gouvernement a réagi très violemment. Le 7 juin de la même année, l'état d'urgence a été décrété et le parlement a été dissous. Le peuple, les parlementaires et les professeurs ont été blâmés pour en avoir été la cause. Une série de mesures a ensuite été décrétée pour renforcer le caractère religieux des écoles publiques. En 1966, la prière est devenue obligatoire dans les écoles. A partir de 1968, les élèves des écoles coraniques bénéficient d'une priorité pour l'inscription dans les écoles. A partir du milieu des années soixante-dix, on restreint l'enseignement de la philosophie dans les lycées ainsi que l'enseignement de la philosophie et de la sociologie dans les universités. En 1979, l'Institut de sociologie a été fermé. L'interdiction de l'enseignement de la philosophie a été imposée à l'Université de Fès et à l'Université de Rabat. Le département de philosophie a été supprimé du reste des universités. En revanche, un département d'études islamiques a été créé dans toutes les universités et son enseignement a débuté en 1980. L'élimination de la philosophie a été un véritable coup dur porté à l'élan culturel et politique de l'espace politique et culturel marocain. Les professeurs de philosophie avaient joué un rôle de premier plan dans son développement en essayant d'ouvrir la voie à la diffusion d'une pensée éclairante et rationnelle, fondements de la transition démocratique.

L'école et l'éducation du point de vue des étudiants

On se demande si le point de vue des élèves concernés, premières « victimes » du système éducatif, est conforme aux résultats des études et des statistiques en la matière.

Grâce à l'expansion à grande échelle des réseaux sociaux, l'espace virtuel et les pages Facebook, par exemple, ont constitué un espace d'expression libre permettant de lire et de comprendre comment les élèves perçoivent les problèmes du système éducatif. Ils s'y expriment de manière ouverte et dans leur propre langue. Nous exposons ci-dessous une présentation et une analyse de certains contenus extraits de la page Facebook « Lycina »²⁶ (ou « Notre lycée » en arabe). **C'est l'espace virtuel tunisien classé premier** parmi les espaces consacrés aux thématiques estudiantines. Il rassemble plus d'un million de membres de toute la république, principalement des lycéens, ainsi que des éducateurs et des parents intéressés. Le discours des élèves est différent de celui de leurs parents. Ceux-ci valorisent et apprécient l'éducation. Cependant, les commentaires des élèves dont quelques profils sérieux sont empreints de moquerie et de sarcasme. Ceci marque le désespoir et le manque de confiance en l'institution éducative et dans un avenir fondé sur l'éducation. La plupart des commentaires mentionnent explicitement ou par allusion un refus et/ou un rejet des curricula en raison de leur inutilité et de leur incompatibilité avec la vie réelle.

26 - Site Lycéena. Extrait de <https://www.facebook.com/lyceena>

La violence à l'école

Les commentaires des élèves confirment l'étendue du phénomène de violence à l'école. Les relations conflictuelles existent entre les élèves, les enseignants et l'administration. Elles existent aussi entre les élèves eux-mêmes, sous forme d'intimidation et de harcèlement. Cela reflète le modèle culturel dominant dans les établissements scolaires où les enfants, les adolescents et les jeunes passent la plupart de leur temps. C'est l'espace où se forment leur personnalité et leur culture. **Wi'am** écrit : « L'enseignant a une grande influence sur le moral de l'élève, surtout lors des examens. Une enseignante nous surveillait pendant les examens comme une personne qui en était contrainte. Elle ne mérite vraiment pas son métier. Aucun niveau, aucun respect, aucune appréciation. Elle nous jetait les copies d'examen à la figure en criant... Des personnes comme elle devraient quitter le système éducatif si on veut élever des jeunes qui aiment leur patrie. De plus, il faut choisir des surveillants, des enseignants et des proviseurs formés à la communication avec des élèves... Je déclare ma haine et ma rancune contre cette dame. Nous nous reverrons un jour... ! "A son tour, **Firas** s'adresse aux enseignants violents : " [...] Vous devriez changer de mentalité et améliorer votre état d'esprit. [...] On a l'impression que vous enseignez contre votre gré ou par obligation [...] et que vous cherchez les prétextes les plus futiles pour diaboliser les élèves."

Ces commentaires montrent l'existence de relations conflictuelles à l'école, malgré le désir des élèves d'établir des relations cordiales avec les enseignants. Ils cherchent le personnel éducatif qui imposerait le respect par ses savoirs et sa capacité à mener un dialogue. Un dialogue qui leur manque au sein des familles ou dans leurs cercles personnels et qu'ils espèrent retrouver à l'école. Ils préfèrent la culture du dialogue et la recherchent. Ils reprochent à l'école, et par extension à la société et à ses coutumes, l'absence de cette culture de l'échange, ou parfois la résignation exceptionnelle au dialogue quand on est sous pression.

Préférence des arts et des sciences

La hiérarchisation des spécialisations est l'un des stéréotypes les plus répandus dans les milieux de l'enseignement. Les filières littéraires ou professionnelles sont souvent mal appréciées et sont considérées de moindre importance que les filières scientifiques. Ajoutons à cette hiérarchisation une couche de sexisme prouvée par les chiffres de répartition des élèves par leur genre dans les spécialisations littéraires. Le pourcentage des étudiantes filles reste bien supérieur à celui des étudiants garçons.

Taha associe la question à un problème structurel lorsqu'il commente : « Les départements de littérature dans ce pays ont perdu leur intérêt à cause de la faiblesse du système éducatif et de la non-remise en question de certains enseignants. » D'autres étudiants, comme Rahma, accusent le système politique : « L'État craint de nos jours les libres penseurs sans contraintes. Une personne qui dit non à une sombre réalité l'inquiète et le préoccupe. Malheureusement, l'Etat a réussi son coup, faute de société éclairée." Cette hiérarchisation fait d'ailleurs écho au combat contre la philosophie et la sociologie au Maroc dans les années 1960 et 1970.

Conclusion

Outre le contenu des curricula d'enseignement, les méthodes d'apprentissage traditionnelles et la tolérance de la violence et de l'éducation punitive dans le milieu scolaire, **deux caractéristiques importantes ont un impact significatif sur la formation culturelle des apprenants**. Elles influent sur la direction que prendrait la transformation culturelle et l'évolution du système de valeurs dominant :

- **La première caractéristique est la séparation entre les filles et les garçons dans les écoles où ce système est en vigueur.** Ce fonctionnement renforce les stéréotypes et la discrimination basée sur le genre. Il consolide la séparation entre les sexes, pilier de la pensée machiste.
- **La deuxième caractéristique est la rareté de la formation de conseils d'élèves dans les écoles, voire même dans les universités.** A part des quelques exceptions qui se limitent à une formation de conseils pour la forme, les jeunes hommes et femmes quittent le système éducatif sans expérience pratique de la vie démocratique. Au terme de leurs études secondaires, ils ne sont équipés d'aucune expérience de vie comme celle qu'offrirait la participation à la gestion de l'établissement, expérience démocratique embryonnaire nécessaire. Ils n'auraient pas non plus connu le dialogue ou la négociation avec ceux qui sont censés jouir de plus d'autorité à l'école. Autant d'expériences dont ils auront besoin pour exercer leurs rôles de citoyens dans l'espace public et contribuer efficacement à la transition vers la construction d'un Etat et d'une société démocratique. Cela nous ramène à la déduction susmentionnée. Le système éducatif dans les pays arabes est conçu pour entraver la transition démocratique plutôt que pour y contribuer.



Chapitre III : Analyse des principales problématiques (approche thématique)

Ce chapitre adopte une approche thématique de l'analyse, qui consiste à cerner les problématiques les plus importantes dans tous les pays concernés par l'étude pour en aborder l'analyse en fonction des sujets. Le but est de recourir à une analyse théorique et à des études de cas basées sur une approche participative qui comprend les idées et les prises de position des personnes concernées.

Ce chapitre couvre cinq problématiques majeures dans les pays et sociétés arabes du sud de la Méditerranée, ainsi que leurs ramifications, à savoir :

- 1- La problématique de l'identité.**
- 2- La problématique de la religion et de l'idéologie religieuse.**
- 3- La problématique de la démocratie.**
- 4- La problématique de l'égalité des sexes.**
- 5- La problématique de la culture de consommation.**

1- La problématique de l'identité

Au fil de l'histoire, la formation de **l'État-nation** suppose une composante symbolique qui fait de l'allégeance étatique une **identité nationale** que détermine l'appartenance à l'État, la vie au sein de celui-ci et la pratique d'activités sociales, économiques et culturelles conformément à sa constitution et à ses lois. Cette affiliation commune des citoyens les définit comme un groupe-peuple (citoyens et catégories), qui représente **une identité nouvellement formée qui transcende (et n'abolit pas) les identités traditionnelles héritées de l'étape prémoderne de l'État**. Cependant, les décennies de mondialisation accélérée ont conduit à une crise de cette identité nationale moderne, stimulant l'émergence d'autres identités supra-étatiques et infra-étatiques de toutes sortes, dont la présence et l'influence augmentent à mesure que le concept de l'État-nation s'érode, que la souveraineté de l'État national diminue et que l'économie, la consommation et la culture se mondialisent. **Ce que l'on considérait à l'époque comme post-État-nation était en partie un retour à l'ère pré-État-nation** et s'est manifesté dans la revitalisation des identités subsidiaires héritées des périodes prémodernes et d'avant la formation de l'État civil moderne.

Trois catégories d'identités s'imposent au chercheur :

- **La première** catégorie est celle **des identités familiales-claniques-tribales** et, par extension, des identités de nature spatiale locale, fondées principalement sur des liens de parenté ;
- **La deuxième** catégorie est celle **des identités nationales, ethniques ou raciales**, parfois associées à une spécificité linguistique (la langue spécifique au groupe concerné) ;
- **La troisième** catégorie est celle **des identités religieuses ou sectaires**.

27 - Il convient également de mentionner l'identité sexuelle ou de genre qui est importante en plus des trois identités déjà citées. Cependant, cette quatrième identité a un statut particulier et s'infiltré dans d'autres identités, y compris les identités civiles modernes. Ce rapport lui consacre une place importante dans les sections suivantes.

Ces appartenances identitaires revêtent **un caractère sous-étatique** ; et en même temps **transfrontalier** (certaines ethnies et nationalités sont présentes au-delà des frontières dans plus d'un pays voisin, comme dans le cas des Kurdes – qui sont, par exemple, dispersés en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran – ou de certaines tribus ou ethnies à l'image des Nubiens, par exemple, qui sont répartis entre l'Égypte et le Soudan ou encore de tribus et clans dispersés dans plus d'un pays. Enfin, ces appartenances identitaires peuvent avoir un **caractère supra-étatique**, comme **l'identité religieuse islamiste**, qui est considérée comme une sorte **d'identité (religieuse) internationaliste** qui dépasse l'idée d'État-nation, surtout qu'elle s'est traduite dans les mouvements armés extrémistes (l'une de ses manifestations récentes étant Daech).

Dans ce qui suit, l'accent sera mis sur les identités primaires qui sont souvent héritées et non facultatives, puisqu'elles s'apparentent davantage au concept dominant d'identité qu'à d'autres affiliations (secondaires ou volontaires) qui ne sont pas souvent considérées comme une identité pour une personne. (Par exemple, l'appartenance à un syndicat ou à un parti diffère de l'appartenance à une famille, à un clan ou à une secte, sauf dans des cas exceptionnels, comme les partis idéologiques). **L'identité au sens commun est l'expression d'une entité « immuable » chez une personne, qui représente – à son avis ou selon l'opinion du groupe/communauté – sa nature inhérente et sa culture profondément enracinée. Elle détermine ses attitudes et son comportement et semble être innée et non-acquise au cours de sa vie individuelle et du contexte des relations sociales qui contribuent à sa formation en tant qu'individu social.**

La culture – en tant que prise de conscience d'une pratique et d'un mode de vie – **devient une identité lorsqu'elle puise tout son contenu dans la formation individuelle et collective de la personne concernée et lorsque la distance entre l'individu et le groupe auquel il appartient diminue, étant donné que l'identité est généralement une identité collective plutôt qu'une identité individuelle.** On retrouve la notion d'identité personnelle chez les individus qui sont relativement capables de se dissocier de leur groupe, tout en valorisant leur individualité. Ils perçoivent ainsi leur identité individuelle comme l'expression de l'unicité qu'ils ont acquise à travers leur vie, en interagissant avec les identités collectives et les cultures héritées de leur famille et de leur environnement social et culturel, y compris religieux ou sectaire.

Identités superposées, complémentaires, discordantes

« Avant le début de la révolution, j'étais le Syrien, l'acteur, le jeune prisonnier, entre autres identités traditionnelles qui m'avaient été imposées et que je n'avais pas choisies », dit **Jamil** (un jeune Syrien qui a émigré en Allemagne après 2011).²⁸

« Avec le début de la révolution, ajoute Jamil, l'identité du militant politique et humanitaire et de l'artiste, a fait surface. D'autres identités sont restées, mais leurs places ont changé. Le changement des circonstances renforce une identité en nous et en enterre une autre.

²⁸ - Il convient de rappeler que les citations contenues dans ce rapport sont des extraits d'entretiens menés par les chercheurs ou l'équipe du Réseau arabe avec plusieurs personnes afin de préparer les documents de référence pour le rapport, sauf indication **contraire**.

Toute personne essaie de parvenir à une **identité claire** pour appartenir à un groupe qui le protège, comme une communauté ou une religion. En Allemagne, l'État me protège conformément à la loi et aux principes des droits de l'homme, indépendamment de mon appartenance idéologique ou ethnique, tandis qu'en Syrie, j'avais besoin d'appartenir à une secte et à une famille. »

Les propos de **Jamil** révèlent la multiplicité de ses identités et la transformation des relations entre celles-ci, en plus du passage de l'identité collective héritée à son identité individuelle moderne exprimée par son unicité (c'est-à-dire sa propre personnalité). Ils démontrent aussi le mécanisme transitoire favorisé par les événements en Syrie (crise du régime et violent conflit multilatéral), suivi du déménagement de la Syrie vers l'Allemagne, qui est aussi une transition d'un lieu politico-culturel spécifique vers un lieu différent. Ses propos montrent également que les principes universels régissant la vie communautaire et l'État (comme l'existence d'une constitution et d'un système juridique qui garantit une protection totale) sont un élément crucial dans la transition de l'auto-identification comme membre non unique d'un groupe primaire (communauté, famille, etc.), à un individu-citoyen qui n'a besoin que de la primauté du droit. Cette idée signifie que ce ne sont pas **les identités primaires qui déterminent la nature de l'État et des relations sociales, mais plutôt le contraire dans une large mesure. Les nouvelles identités n'annulent pas les anciennes, mais les transforment, en plus de modifier leur classement dans la vie publique et leurs fonctions**, ou du moins il y a une interinfluence entre les deux.

Les données sociohistoriques d'un pays ou d'une société constituent le fond des identités multiples. Les appartenances ne se transforment pas nécessairement en des « identités » complètes et efficaces dans la vie publique (en particulier), mais leur existence et leur action peuvent se limiter à la sphère privée, qui n'est rien de plus qu'une sous-culture au sein de la culture publique.

Cependant, la possibilité que ces appartenances deviennent une identité active est plus grande lorsque deux ou plusieurs composantes (nationale-ethnique et linguistique ou religieuse ou sectaire, etc.) se réunissent en un même groupe et sont associées à une spécificité historique ou à un statut social et politique particulier qui leur permettent de bénéficier de privilèges ou d'être victimes de privations et de discrimination.

Dans de telles situations, cette identité a une fonction d'actualité qui dépasse d'autres identités, en particulier l'identité nationale civile moderne, que ce soit pour défendre des privilèges, ou – plus souvent – pour créer des mécanismes de solidarité et de coopération contre ce qui est considéré comme une injustice ou discrimination de la part du régime ou une autre « identité dominante ». Dans certains cas, les idéologies totalitaires de type religieux, national ou politico-idéologique peuvent se transformer en un type d'identité très efficace, supplantant, voire excluant toutes les autres, comme nous l'avons vu dans plusieurs pays du sud de la Méditerranée. En effet, ces idéologies occultent l'appartenance citoyenne fondée sur les principes de droit et d'égalité devant la loi. La singularité s'efface

alors au profit d'un groupe qui s'identifie avec l'autorité traditionnelle ou émergente. **C'est l'une des dimensions et des manifestations de l'interdépendance entre la culture, l'identité et la démocratie.**

Auto-identification

« Dans les sociétés traditionnelles, il est facile pour un individu de définir son identité en se basant simplement sur sa lignée familiale... En effet, dans les sociétés arabes, l'individu hérite non seulement de la lignée de sa famille, mais aussi de sa religion, de sa communauté, de son orientation politique et culturelle, voire de sa profession dans certains cas », explique la chercheuse palestinienne **Alaa Al-Sanunsi**. Bien que l'identité soit le résultat des notions que l'individu développe lui-même, selon les expériences qui découlent de ses interactions avec l'autre, et étant donné que l'identité se transforme et interagit avec la réalité et l'histoire²⁹, la perception commune est qu'elle exprime l'essence immuable du groupe auquel appartient l'individu. Il s'agit d'une identité fondamentale, semblable à elle-même, hormis quelques signes différents et qui, en réalité, est uniquement perçue comme différente d'une autre identité.

L'identité collective – telle qu'incarnée dans la pratique dominante – est l'expression du moi collectif, qui est différent/contradictoire/l'opposé de l'autre collectif. Il est indéniable que certains programmes de renforcement des capacités adoptés par la société civile et les organisations internationales ou autres perceptions qui incitent à « accepter l'autre », comme solution de rechange à l'intolérance et à la haine, perpétuent en fin de compte la double identité moi/autre, alors que son objectif déclaré est tout l'opposé.

L'idée de connaître l'autre différent et d'accepter la diversité et la pluralité, entre autres termes courants, est essentiellement une consolidation de l'identité du moi différent. Elle est comparable à une formation visant à accepter la différence à partir de cette position, plutôt que de transgresser le principe de l'identité comme essence établie et de la transformer en une expression ou un produit sociohistorique, faisant de la dualité moi/autre une simplification erronée de la réalité.

Identité et jeunesse après le printemps arabe

Les révolutions arabes ont provoqué une espèce de rupture entre la jeunesse et l'identité, étroitement liée au regard que porte le mouvement populaire sur la crise dans les pays concernés : celle-ci est perçue comme une crise globale à très forte composante culturelle. La dignité, le renversement du régime, la liberté, la justice sociale, les moyens de subsistance (le pain) et le travail... étaient des revendications, liées d'une manière implicite, de sorte à se débarrasser du modèle étatique dominant, ainsi que de sa composante culturelle. De plus, ces revendications avaient pour but de se défaire des identités individuelles et collectives imposées – elles aussi en crise. Les manifestants pensent que l'État civil démocrate moderne (slogan unificateur du printemps arabe, du Maroc au Yémen) est

²⁹- Abdul Hakim Amin, *Virtual Identities in Arab Societies*. Dar Al-Amame, Rabat 2017

synonyme de la transformation souhaitée, quoique dans un sens général et ambigu (au sens positif d'ambiguïté, à savoir une source d'inspiration multiple et créative). On inclut également ce qui apparaît comme une certaine forme du modèle d'organisation étatique et communautaire qui s'exprime dans les démocraties constitutionnelles européennes situées sur la rive voisine, au nord de la Méditerranée.

La dimension culturelle du programme de changement, ainsi que la recherche d'un nouveau modèle de société, sont des facteurs clés pour soulever la question de l'identité – un enjeu fondamental dans la voie de transformation à laquelle aspirent les soulèvements populaires du printemps arabe.

Nour (originaire d'Égypte) estime que l'individu possède des identités multiples qui interagissent avec les circonstances environnantes, et que l'une (ou plusieurs d'entre elles) prévaut et apparaît. « Pendant la révolution, raconte Nour, je disais fièrement que j'étais égyptienne. Je me reconnaissais dans cette identité collective qui a occupé la place Tahrir et d'autres places. Je pensais que mes nombreuses identités en tant que femme, non-croyante et photographe, allaient enfin y trouver leur place, mais après l'échec de la révolution, nous nous reconnaissons de nouveau dans ces bribes identitaires pour lesquelles nous avons été persécutés. Nous exprimons notre identité par notre opposition au régime... j'ai arrêté de dire que j'étais égyptienne et j'ai commencé à dire que je venais d'Égypte ; l'identité nationale est beaucoup trop restreinte, peut-être parce que je refuse d'accepter l'état actuel de mon pays. »

Les participants à l'étude distinguent le vocabulaire identitaire hérité de celui choisi par les jeunes, comme l'affiliation idéologique. « J'ai hérité de la religion chrétienne de ma famille, dit **Edward** (originaire du Liban), mais les années de révolution m'ont poussé vers la laïcité et je faisais désormais partie des militants pour la justice sociale. » **Mona** (originaire de Palestine) est « fière » de son identité palestinienne qui « colore toutes mes autres identités..., mais me montre aux yeux des non-Palestiniens comme une terroriste, une sauvage, une femme qui ne cherche qu'à se marier et une personne plongée dans la douleur qui vit en marge du monde, inconsciente de ce qui s'y passe. » Et d'ajouter : « C'est pour cela que j'aime d'abord me définir par mon travail et mes convictions intellectuelles, avant d'annoncer aux personnes qui m'entourent que je suis palestinienne. Je cherche à combattre les stéréotypes en révélant la richesse de l'identité palestinienne, qui compte des dizaines d'identités. Récemment, j'ai écrit à côté de mon nom : je résiste à l'occupation, je travaille dans la sécurité numérique et je circule à vélo. »

Il y a, dans les témoignages précédents, des exemples d'identités multiples et de transition individuelle de l'identité collective héritée vers l'identité individuelle moderne facultative. La divergence par rapport à l'identité collective apparaît dans la mesure où le projet du groupe contredit ou réprime cette individualité.

Cela peut prendre la forme de « l'échec » de la révolution de janvier en Égypte ou encore du conflit que vit la Palestinienne Mona entre la fierté de résister à l'occupation et ce qu'elle n'a pas explicitement exprimé, à savoir le profond déclin de la dimension symbolique et humaine de la résistance palestinienne, qui a affaibli son attractivité et sa capacité d'exprimer les identités individuelles des citoyens palestiniens. Cela s'explique notamment par la profonde impasse qui caractérise les relations entre les partis politiques palestiniens eux-mêmes et les problèmes relevant de la présence d'une autorité qui ne dispose pas du pouvoir nécessaire pour coordonner avec l'autorité israélienne. Cela provoque une très grande confusion au niveau de l'identité de la personne qui milite pour la libération de la Palestine. Cette lutte fut un exemple culturel et identitaire à l'apogée de la cause palestinienne, à travers l'Organisation de libération de la Palestine et les expressions artistiques et culturelles qui l'ont soutenue, notamment entre les années 1960 et 1980.³⁰

Le dilemme de l'identité se pose différemment dans le cas de **Rami** (le poète nubien originaire d'Égypte), qui souffre en voyant que les Nubiens en Égypte ont délibérément été chassés et que leurs revendications légitimes de retour ou de compensation pour leurs terres progressivement acquises lors de la construction du haut barrage ont été ignorées. En conséquence, les tribus nubiennes se sont dispersées dans toute l'Égypte. Selon Rami, « les Nubiens ne sont pas seulement une minorité, mais une minorité dispersée dont les membres sont contraints à l'exil, en plus d'être victimes de pauvreté et de discrimination fondée sur la race et la couleur. En réalité, les Nubiens ont perdu leur moyen de subsistance historique, qui dépendait du Nil, et ont dû se tourner vers des occupations marginales qui leur permettent à peine de joindre les deux bouts. Malgré cette dure réalité, les Nubiens s'efforcent de préserver l'identité nubienne à travers leur langue, leur musique si unique et des expressions culturelles qui luttent pour survivre. »

En parlant d'identité, Rami se considère d'abord « nubien » puis égyptien. Cependant, il reconnaît que son égyptianité l'emportait sur tout le reste pendant la révolution (de janvier 2011). Il aspire, comme tous les Nubiens, à l'égalité, à la justice et à l'élimination de toutes les formes de discrimination auxquelles les Nubiens font face en Égypte. Cependant, les années qui ont suivi la révolution l'auraient ramené, ainsi que toute sa famille, à la case de l'identité ethnique, puisqu'ils croyaient que l'égalité des droits était impossible. « Quand les familles nubiennes ont été dispersées, raconte Rami, il ne restait plus de la Nubie que des ustensiles bon marché, semblables à ceux de nos grands-parents et des couleurs vives pour peindre les murs afin de nous remémorer nos maisons spacieuses qui surplombaient le Nil et côtoyaient le ciel. » Et de poursuivre : « Je crains que mes jeunes neveux perdent leur appartenance à la Nubie. Je crains qu'ils favorisent une appartenance à une patrie qui les délaisse complètement. Que leur reste-t-il ? Rien que la peau brune qui leur rappelle l'identité du passé et attire discrimination, intimidation et exclusion. »

³⁰ - Voir La solidarité populaire dans le monde arabe de la Renaissance au printemps arabe, Adib Nehme, Ziyad Abdel Samad, Malik Al Saghiri, Mohammad Mersal. Dar Al-Farabi, Réseau des ONG arabes pour le développement. Beyrouth, 2016.

La sous-identité s'enracine et se transforme en une identité hégémonique et un outil d'efficacité collective dans la mesure où les valeurs de démocratie, de justice sociale et d'égalité sont inexistantes. Elle entre en conflit avec le système politique et sociétal dominant qui perd son caractère national inclusif. **Plus les pays, les régimes et les sociétés sont disposés à reconnaître véritablement la diversité, le principe d'égalité, l'état de droit et la démocratie, plus le conflit entre les identités et les composantes culturelles de la société s'estompe.** « Dans le cas des Amazighs au Maroc, affirme **Khalil** (militant politique marocain), les réformes entreprises par le royaume du Maroc, à l'instar de l'adoption de la langue amazighe comme langue officielle dans la constitution, ont contribué à contenir la colère amazighe et à désamorcer la crise potentielle. La constitution marocaine a considéré la culture amazighe comme le patrimoine de tous les Marocains et l'identité amazighe comme l'une des composantes identitaires du pays, qui se caractérise par de multiples langues et ethnies³¹. » « C'était, ajoute Khalil, une sorte de réconciliation avec la composante amazighe au Maroc. Ces réformes nous ont aidés à nous réconcilier avec nous-mêmes en tant qu'Amazighs. Mon identité amazighe est devenue pour moi un atout, et non un fardeau ou un facteur qui justifie la discrimination ou l'exclusion. »

L'identité à l'ère de la technologie et d'Internet

Grâce à la technologie, de nouvelles possibilités de discuter de l'identité et de l'identifier, en plus d'en savoir plus sur les identités multiples de l'être humain, ont vu le jour. Celle-ci a renforcé l'aptitude de n'importe quel petit (ou grand) groupe à communiquer avec des personnes partageant les mêmes idées, mais qui vivent ailleurs. Nour (originaire d'Égypte) raconte : « Nous ne connaissons pas le nombre exact des populations bahaïes en Égypte, mais mon amie bahaïe et sa famille entretiennent des relations avec la communauté bahaïe dans de nombreux pays. Ces liens ressemblent davantage à une grande famille qui se réunit régulièrement par voie électronique comme pour compenser son sentiment de marginalisation. »

Ainsi, l'espace virtuel offre une plateforme d'expression de l'identité du groupe et de l'individu, au-delà des frontières de l'État dans lequel ils vivent et élargit les possibilités de former une identité à part entière, même en théorie, libérée de toute restriction imposée. D'autre part, les restrictions politiques, sociales et culturelles dont est victime la jeunesse arabe font des plateformes Internet un portail important et un espace de défoulement – souvent le seul qui est mis à leur disposition dans la plupart des pays. Ces plateformes contribuent également à la formation d'une communauté virtuelle dont les membres partagent les mêmes intérêts et convictions, tandis que les médias fournissent une identité partielle aux jeunes pour compenser la/les vraie(s) identité(s) réprimée(s).

Mona (experte en sécurité numérique originaire de Palestine) met en garde contre cet espace que propose la technologie, expliquant que les médias actuels transforment les gens en des groupes vivant sur des îlots indépendants. « Les technologies modernes, dit Mona, peuvent détecter les comportements des individus qui les utilisent et mettent à

31 - Farid Belkahlia, L'amazighité et les problèmes d'identité et de citoyenneté, As-Safir Arabi 2015. <https://bit.ly/3C6PlDU>

leur disposition des informations qui vont de pair avec leurs orientations. Cela crée une fausse conviction : l'individu pense que ses idées et ses visions bénéficient d'une large base de soutien et qu'il fait partie d'une grande communauté. Ces technologies mettent les gens en contact avec d'autres qui leur ressemblent. Ils se croient alors membres d'un grand groupe. » Et d'ajouter : « Ces îlots virtuels se forment sur les réseaux sociaux au moyen d'un double processus : le premier est la quête de personnes semblables qui favorise la mise en place d'une zone de confort qui ne remet pas en cause les principes des individus. Le second est une voie imposée ou volontairement stimulée par deux parties : la première étant le propriétaire de la page en question ou le sponsor qui intervient souvent d'une façon directe. Il s'agit d'une espèce de censure ou de directives imposées au propriétaire du média traditionnel pour contrôler le contenu de son journal et décider ce qui peut ou non être publié ; la deuxième est l'influence qu'exercent les contrôleurs des médias sociaux à l'échelle mondiale, par l'intermédiaire d'algorithmes qui guident de manière indirecte et plus complexe, mais plus efficace et globale. »

Les identités plus extrêmes de l'espace virtuel

Les caractéristiques de l'espace virtuel, notamment les réseaux sociaux, en font un lieu qui rassemble les personnes partageant des idées similaires. Cela génère une dynamique propice au développement de l'extrémisme et du radicalisme, en l'absence de vérification du contenu (à quelques exceptions près). Cette dynamique est également soutenue par les encouragements des responsables de la page en question ou de son groupe le plus organisé.

En ce sens, les plateformes des réseaux sociaux et, par extension, l'espace virtuel, ne sont pas l'expression la plus fiable de la réalité existante, puisqu'ils peuvent être considérés comme orientés vers des idées plus radicales et que le contenu manque souvent de cohérence interne.

Cet espace, pour les mêmes raisons évoquées précédemment, représente également une source importante pour rechercher les dynamiques et les tendances d'opinion qui se forment au sein des couches inférieures et marginales de la société, ainsi que parmi les tranches d'âge qui l'utilisent le plus (jeunes et adolescents). Toutes reflètent l'image réelle des sociétés et de la culture.

Nous explorons cette fonctionnalité des médias sociaux à travers les deux exemples ci-dessous :

Exemple 1 : Le 18 décembre 2018, la page AJ+ a publié une vidéo réalisée par la chaîne Al-Jazeera et intitulée « Pour une Europe blanche et chrétienne – le mouvement Génération identitaire de la France : un mouvement anti-immigrés qui incite à tuer les musulmans ». Le titre en lui-même suscite des interactions, voire directement l'intolérance. Cet exemple illustre l'incidence de l'intervention du propriétaire

de la page ou de son sponsor sur le contenu et l'augmentation de l'impartialité. Bien que l'information soit correcte (c'est-à-dire la présence de ce groupe extrémiste en France), la page ne tient pas compte, dans la publication de la vidéo, du fait que ce groupe extrémiste ne représente qu'une très petite proportion de la classe politique et culturelle en France.

Comme prévu, la vidéo a **suscité** des réactions et des commentaires de la même nature, mettant l'accent sur une identité arabe ou islamique par opposition à l'identité chrétienne européenne/française mentionnée dans la vidéo. **Certains commentateurs ont eu recours à des références historiques remontant à la période coloniale**, comme Zeno (originaire d'Algérie), qui a écrit : « Nous sommes prêts à retourner dans nos pays, à condition que la France ne s'immisce pas dans nos affaires, n'exploite pas nos richesses et compense tout ce qui a été volé depuis l'année 1830 jusqu'à nos jours. » De même, **Hajar** (originaire elle aussi d'Algérie) a commenté en français, disant : « Quand ils quitteront l'Afrique et le reste du monde, nous quitterons la France. »

D'autres réponses font allusion à la référence religieuse islamique dans un discours identitaire plus radical empreint de fatalisme. La raison pour laquelle ce groupe français se comporte ainsi, selon **Mohammed** (originaire du Maroc), est qu'ils – c'est-à-dire les Européens – « sont conscients de la gravité de la situation et savent par ailleurs que les musulmans auront le dernier mot. Ils ont compris que la vérité n'a pas de prix et sont témoins de la propagation rapide de l'islam en Europe et au Canada. »

Cependant, les propos de Mohammed ont suscité de vives critiques. **Dali** de Tunisie écrit : « L'ignorance est une calamité, mon frère. ... l'Europe n'aime pas les musulmans parce qu'il y en a qui, comme vous, ne respectent pas le pays hôte et cela se fait au détriment des bonnes gens. » D'autres réactions ont suivi, réparties entre partisans de Mohammed et autres de Dali, en plus de commentaires sarcastiques. **Le sarcasme et l'ironie sont souvent présents dans les commentaires sur les réseaux sociaux. C'est le moyen de prédilection pour échapper à un débat sérieux, même dans le cadre des limites imposées par ces réseaux eux-mêmes.**

Malgré les similarités, la partialité et les choix implicites ou explicites de la page, il n'existe pas de véritable homogénéité identitaire comme le suggèrent les commentaires. Les attaques contre l'Europe en général, et la France en particulier, indiquent la présence d'une identité arabe unique et cohérente face à une autre mais, en réalité, les interactions mettent en évidence le contraire. Lorsqu'un jeune Soudanais se demande pourquoi les immigrés arabes ne se tournent pas plutôt vers les États du Golfe, « où il fait bon vivre », **Khouloud** de Tunisie lui répond : « L'esclavage dans les pays du Golfe et l'ignorance de leurs gens ne peuvent être la solution. »

Nul ne peut faire fi des divisions entre les peuples des différents pays arabes, ce qui affaiblit considérablement l'idée d'une identité arabe unique face à l'identité occidentale.

De même, il existe de nombreuses divisions au sein d'un même pays, ce qui remet en cause l'idée d'une identité arabe ou islamique unique face à une identité européenne ou occidentale. Une telle division est purement idéologique.

Exemple 2 : Il est intéressant de noter que le recours à une telle division idéologique réductrice, qui suggère l'existence de deux identités fondamentales opposées, s'applique aux grandes comme aux petites situations. La polarisation dans les commentaires publiés sur AJ+ arabe (la même page régionale principale incluse dans l'analyse des réseaux sociaux), le 11 octobre 2020, sous une vidéo d'un concert virtuel organisé par le groupe coréen « K-pop » en est un bon exemple. Pour Majdi (originaire de Tunisie), « ces gens envahissent ou plutôt attaquent l'identité arabo-islamique et sa culture en propageant la corruption ». « Dites-moi, ajoute-t-il, de quelle culture parle-t-on ici ? Celle d'un homme qui a une chevelure de fille et met du rouge à lèvres ? »

D'autres commentaires se basent sur le rejet des « autres cultures », par crainte d'influencer la culture arabo-islamique qui va certainement « imposer des limites » à certaines pratiques provenant d'un « autre » « étranger » et « dangereux ». « Vous vous rendez compte ? La plupart des adeptes de ce groupe sont des jeunes filles et de jeunes hommes arabes qui, avec le temps, se conduiront de la même façon que ce groupe », écrit **Chahine** de Palestine. D'autres rejettent tout simplement le groupe sous prétexte qu'il **propage la décadence morale et l'homosexualité** plutôt que la culture coréenne. « Les Coréens sont bien connus pour leur intolérance et racisme, notamment envers les musulmans. En faire la promotion de la sorte est uniquement à but lucratif, comme nous l'avons vu avant avec la culture américaine qui a donné naissance à une génération déliquescence. Acclamer cette culture va favoriser l'apparition d'une génération d'homosexuels et de décadents. Alors, protégeons nos enfants », peut-on lire dans certains commentaires. **Notons que la théorie du complot est toujours présente dans le débat identitaire.**

Mais l'on assiste également à un débat acharné de la part des opposants en provenance des mêmes pays, qui tournent en ridicule les prises de position et commentaires précédents. On distingue deux grandes catégories : l'une qui considère que l'enjeu est tout simplement lié à un style de musique qu'on peut oui ou non apprécier et que l'affaire ne mérite pas tout cet acharnement. L'autre qui défend le groupe et répond aux accusations de racisme lancées contre les Coréens. **Nour** de Jordanie établit par exemple une comparaison entre les membres du groupe et la jeunesse arabe. Elle dit : « Un seul homme de ce groupe est malheureusement plus intelligent qu'une vingtaine d'hommes arabes réunis. Ce sont des chanteurs et non des spécialistes de quoi que ce soit d'autre. Vous pensez que vous êtes meilleurs, simplement parce qu'il vous semble que votre culture est plus importante. » Il en va de même pour Sundos d'Hébron qui souligne : « Vous exagérez le problème parce que vous n'êtes pas en mesure d'accepter des cultures différentes. »

Ce qui est remarquable ici, c'est le chevauchement des réactions et leur similitude face aux grandes comme aux petites situations. L'allusion à l'histoire et à la religion vient renforcer

l'idée de confrontation – intrinsèque et profonde – entre les cultures et d'unité identitaire malgré les grandes différences et réelles diversités.

Ce qui précède rend plus crédible **la théorie qui considère que l'espace virtuel renvoie une image plus radicale et polarisée des sociétés concernées, mais elle met en lumière des idées et des comportements qui existent et risquent de se propager dans un environnement propice.**

2- La problématique de la religion et de l'idéologie religieuse : vers une compréhension objective de la religiosité et du rôle de la religion

La religion joue toujours un rôle important dans la vie communautaire et politique au sein des pays du sud de la Méditerranée. Selon l'Arab Opinion Index pour 2019-2020, 86 % des populations des pays arabes se considèrent comme religieuses (très religieuses à 23 % et moyennement religieuses à 63 %). Le pourcentage de personnes très religieuses était au plus bas en 2011 (début du printemps arabe) et au plus haut en 2014 et 2015, atteignant 24 %.³³

La religion revêt un rôle important dans les pays arabes. En effet, dans les discours politiques et idéologiques officiels des régimes de ces pays, la religion fait partie intégrante du contenu. La plupart des constitutions desdits pays définissent l'islam comme la religion d'État et la charia comme principale – voire seule – source de législation nationale. Cela met l'accent sur la forte présence de la religion (l'islam en particulier) dans le discours politique officiel. Il convient également de mentionner la présence des différents courants islamiques dans la vie politique et sociale, y compris ceux extrémistes et violents qui, à leur tour, mettent en lumière l'influence de la religion sur le cours des événements dans les pays de la région.

Cependant, de nombreux écueils peuvent transformer toute analyse objective de la réalité en une compréhension idéologisée basée sur des paradoxes ou des exagérations. Ces écueils comprennent notamment la non-distinction entre la religion et l'idéologie religieuse ; entre le nationalisme (arabe ou autre) et l'islam (ou religion) ; et entre la religion et la foi sociale/religion dans son usage politique idéologisé comme dans les organisations politiques religieuses, à l'instar des Frères musulmans, des salafistes, de l'islam du militantisme populaire ou des extrémistes djihadistes. D'un point de vue linguistique, la distinction se fait grâce à l'utilisation de musulman ou d'islamique. Ajoutons à cela l'écueil de la généralisation des comportements, qui permet d'associer aux pratiques menées par des organisations terroristes limitées au nom de l'islam, toutes les personnes affiliées à cette religion ou au nationalisme arabe, etc.

Nous faisons également référence aux approches qui isolent la religion de son cadre politique (ses fonctions politiques actuelles en tant qu'idéologie) ou de la culture et du facteur culturel dans sa composition globale ; qui réduisent la religion à une seule en

³³ - Arab Opinion Index 2019 - 2020, source citée.

particulier (l'islam), faisant fi de l'existence d'autres religions (chrétienne, juive, bahaïe, etc.) ; qui **négligent les affiliations communautaires ou sectaires, dont l'efficacité semble plus puissante que l'affiliation religieuse générale** (par exemple, le sectarisme au Liban et en Irak, ainsi que son rôle politique et culturel, ou l'appartenance à la communauté chiite ou sunnite qui s'avère plus présente – compte tenu de son contenu politique clair – dans les conflits de la région que l'appartenance à la religion commune qu'est l'islam). Il ne faut pas non plus oublier que le rôle de la religion/communauté comprend d'autres religions que l'islam aussi, notamment le christianisme, qui a une présence remarquable et influente (au Liban, en Égypte,...), ou le judaïsme (l'État d'Israël, qui se définit avant tout comme un État religieux, en est un exemple extrême).

La religion n'est pas uniquement une essence permanente, figée dans le temps, ni un principe qui explique (presque) tout. C'est aussi un phénomène social, historique et culturel qui doit être interprété dans son contexte évolutif et selon ses fonctions courantes. Il ne faudrait donc pas le traiter comme une donnée fixe, simple et superficielle. Telle est la réalité des faits dans les pays arabes du sud de la Méditerranée, loin des stéréotypes simplistes.

Les prémices d'une transformation après le printemps arabe ?

Les transformations au niveau de la sphère politique ont une grande incidence sur la sphère religieuse et vice-versa. 49 % des jeunes arabes disent que l'influence de la religion s'affaiblit au Moyen-Orient. « Je suis d'accord avec ceux qui disent que la religion a perdu beaucoup de son influence après les révolutions arabes », déclare **Rami** (le poète égyptien nubien qui vit au Caire). Selon lui, les révolutions sont, à l'origine, un soulèvement contre les constantes politiques et les postulats intellectuels. Cela a permis à des groupes de jeunes de faire part de leur scepticisme religieux et à d'autres de renier publiquement leur religion, ce qui a valu à certains un profond respect. Ils sont presque devenus un modèle pour d'autres qui, à leur tour, ont remis en cause certains aspects de leur religion. »

Rami prend pour exemple « l'abandon généralisé du port du hijab auquel l'on assiste toujours aujourd'hui au sein de la société égyptienne. Celui-ci a commencé à petite échelle dans les mois qui ont suivi la révolution avant de se propager dans les gouvernorats, bien qu'il n'ait pas touché les villages où le voile est perçu en tant que symbole culturel plutôt que religieux. »

Sana', une militante féministe tunisienne, évalue la question d'un point de vue contraire (du moins en apparence). Elle estime que « la révolution a fait éclater au grand jour la réalité au sein de la société tunisienne qui, pendant des décennies, avait été considérée, à tort, comme un État libéral. Les révolutions ont fait brusquement ressortir les convictions religieuses latentes qui se sont manifestées sur les réseaux sociaux et hors de ces derniers. » Certains interprètent ce rebondissement comme une réaction aux restrictions

35- The questions include 6 possible answers: Strongly agree, Agree, Disagree, Strongly disagree, Don't know, and Refuse to answer. Agreement responses are represented with the sum of "Strongly agree" and "Agree" answers; Opposition responses are the sum of "Disagree" and "Strongly disagree" answers.

contre les expressions de la religion imposées sous le règne des anciens présidents Habib Bourguiba et Zine El Abidine Ben Ali. Ils considèrent que la révolution a mis fin à des décennies d'oppression, libérant ainsi les vraies convictions. Selon ce point de vue, la religiosité (qui, implicitement, est supposée avoir des implications politiques ou culturelles particulières) est inhérente au peuple tunisien et la laïcité n'est qu'une culture venue de l'Occident et imposée à la Tunisie par Bourguiba et Ben Ali. La laïcité ne représente donc pas la véritable identité du peuple tunisien.

En Tunisie, le retour des expressions religieuses, qui n'est pas sans dimension idéologique et politique, est considéré comme une conséquence de la révolution. En Libye, c'est plutôt la confusion religieuse qui découle de la révolution. **Mohammed**, un jeune journaliste libyen, estime que « la révolution a contribué à l'ouverture de la jeunesse libyenne à une variété de visions intellectuelles qui l'ont tantôt choquée et tantôt rendue confuse. Dans la culture libyenne, la religiosité s'est fondue avec la composante tribale conservatrice, formant une même entité dont les éléments sont difficiles à séparer. La révolution a confondu les idées tribales et religieuses, en faisant jaillir les concepts de citoyenneté et d'égalité. Cependant, ces concepts sont restés à la surface et n'ont pas réussi à s'ancrer au sol pour donner naissance à une culture différente. »

Caractéristiques de la religiosité : sondages d'opinion

Il est impératif de distinguer entre religiosité sociale et religiosité politisée et idéologisée pour comprendre le rôle de la religion dans la société. Dans le rapport de l'Arab Opinion Index pour 2019-2020³⁴, et à la question de savoir quels sont **les critères les plus importants pour distinguer les religieux des non-religieux**, 40 % des personnes interrogées considèrent comme « religieux » ceux qui pratiquent régulièrement l'ensemble des pratiques religieuses et qui privilégient donc **l'aspect rituel**. Par ailleurs, 30 % favorisent les qualités morales d'une personne religieuse, c'est-à-dire l'honnêteté et la fidélité (**aspect éthique/moral**). Environ 25 % accordent la priorité aux relations de la personne avec les autres (bon traitement, respect des liens avec la famille - **aspect social/relationnel**).

Cette dernière catégorie est la plus proche de ce que l'on peut considérer comme une religiosité sociale (« la religion est le comportement ») qui est en harmonie avec les coutumes familiales et sociales, tandis que la première catégorie est la plus disposée à accepter les interprétations les plus strictes du point de vue comportemental et politique ; la seconde catégorie se situe entre ces deux limites, puisque les conditions générales et/ou caractéristiques morales individuelles peuvent évoluer vers l'adaptation sociale et le respect des traditions, ou vers un appel à un changement comportemental et éthique en cas de conflit entre le fait de suivre les objectifs de la religion tels qu'ils sont interprétés ou s'accommoder du statu quo.

³⁴ - Arab Opinion Index, source citée. Ces résultats s'appliquent à l'ensemble de la période allant de 2012 à 2020.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que la foi et l'idéologie religieuses sont toutes deux étroitement liées à des divisions confessionnelles et sectaires. **On retrouve rarement la religiosité sous sa forme religieuse pure par rapport à sa forme confessionnelle/sectaire.** Par ailleurs, **les courants politico-religieux se forment souvent selon des divisions confessionnelles/sectaires,** puisque ce sont des partis qui suivent le chiisme duodécimain (Wilayat al-Faqih), des courants sunnites salafistes ou djihadistes, le mouvement des Frères musulmans sunnites ou les partis politiques sectaires maronites, arméniens, chiites, sunnites, druzes et alaouites, entre autres, comme au Liban, en Syrie, en Irak, etc.

Les perceptions et les prises de position varient en fonction des régions et des pays, selon leur situation, l'étendue de la diversité religieuse ou confessionnelle qui y règne et la nature du système politique, entre autres facteurs. Toute tentative de généralisation pourrait porter atteinte à l'objectivité. L'idée de séparer religion et politique nous mène directement à la mise en place d'un État civil ou laïc et d'un changement de culture et de valeurs qui n'a pas encore établi les conditions nécessaires pour pouvoir se manifester théoriquement et abstraitement en acceptant l'idée civile/laïque, même si l'idée de séparer la religion est relativement largement acceptée (49 %), souvent en raison des expériences des partis religieux ou sectaires au pouvoir ou dans les conflits de la société, y compris les confrontations, guerres civiles ou pratiques comportementales extrêmes.

Attitudes envers la religion et la politique dans les pays arabes(%) 2019/2020³⁵

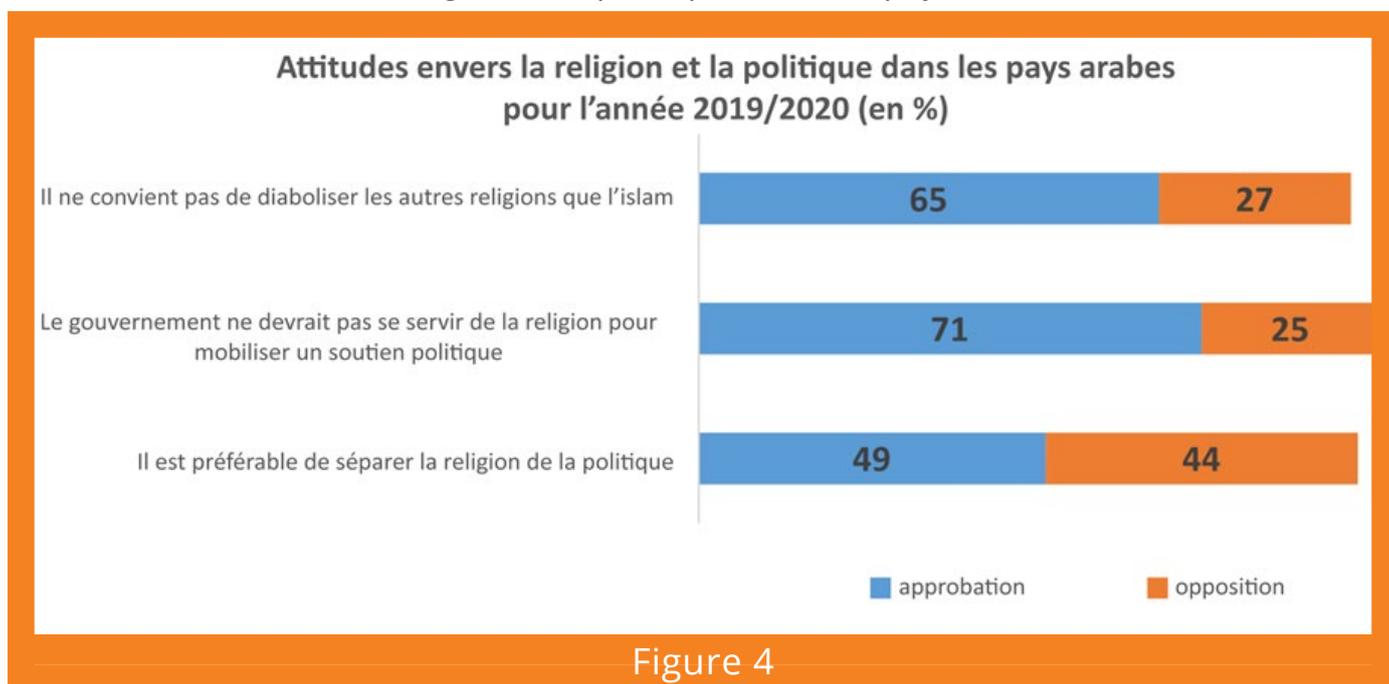


Figure 4

Source : Arab Opinion Index 2019-2020

En bref, la religion n'est pas un acteur unique, qui agit indépendamment d'autres facteurs. Au contraire, son rôle dépend de l'histoire politique et sociale du pays en question, ainsi que des caractéristiques du système politique, des crises politiques et des événements qui coïncident avec la réalisation des enquêtes.

35 - Les questions comprennent six réponses possibles : tout à fait d'accord, d'accord, pas d'accord, pas du tout d'accord, je ne sais pas et je préfère ne pas répondre. Les réponses des gens qui sont d'accord sont la somme des pourcentages de tout à fait d'accord et d'accord. Les réponses des gens qui ne sont pas d'accord sont la proportion totale des gens qui ont répondu pas d'accord et pas du tout d'accord.

Fonctions politiques et psychologiques de la religiosité

La religion est l'un des facteurs de l'action communautaire et n'est pas censée être prise de manière isolée, mais plutôt à travers son interaction avec tous les autres facteurs ; c'est d'ailleurs cette interaction qui détermine son rôle et ses fonctions multiples et distinctes dépendent du lieu et du temps. De profonds changements ont eu lieu au sein de la structure de la religion et de la religiosité dans les pays de la région. Ils ne peuvent être compris indépendamment du contexte de la mondialisation et de ses transformations, ou en dehors des conflits géostratégiques régionaux et internationaux, ou des développements politiques (entre autres) au sein de chaque pays séparément. **La religiosité actuelle (islamique en particulier) est différente de la religiosité héritée. C'est une religiosité très contemporaine et l'une des manifestations de la mondialisation et de l'ère post-État-nation.** Nous en trouverons des exemples/preuves clairs au niveau de la prise de conscience qui prévaut parmi les citoyens, en particulier chez les jeunes et les adolescents.

Le rapport sur l'adolescente arabe (2003)³⁶ a consacré un chapitre spécial aux valeurs de la société, notamment la religion exprimée par les adolescents et adolescentes. L'importance de ce rapport réside dans le fait qu'il a été élaboré de manière participative (entretiens avec des adolescents et adolescentes en provenance de sept pays arabes), entre 2001 et 2003, c'est-à-dire durant la période même des transformations survenues au début du nouveau millénaire (l'ère d'Al-Qaïda - Ben Laden - le djihadisme). Le rapport et ses conclusions distinguent clairement la religiosité sociale traditionnelle qui est en harmonie avec la famille et les traditions et le nouvel islam qui se rebelle ouvertement et parfois féroce contre elles. Il montre que la source de la religiosité et des enseignements religieux est passée de la famille et des religieux locaux aux chaînes satellitaires et aux organisations islamiques politiques. **Le rapport fait également référence à une confusion de la religion et des croyances avec les coutumes et les traditions. Les adolescents confondent souvent - ou, en réalité, ne font jamais de distinction entre - les enseignements religieux et les traditions héritées ou les coutumes sociales dominantes.**

Face à la crise politique et économique, aux crises culturelles internes et à celles résultant de la mondialisation, **l'islam traditionnel ne constitue plus une réponse aux défis. La religion s'est donc imposée comme un système idéologique cohérent qui apporte de telles réponses.** « Les mouvements religieux de nature politique et politico-culturelle, explique le rapport, transcendent les frontières nationales. Ils sont plus proches du système (intégré) de valeurs. Si les comportements des croyants dans différents pays varient et dépendent des environnements locaux, ainsi que des caractéristiques individuelles et familiales, on remarque que les attitudes des membres des mouvements religieux et politiques sont similaires à bien des égards. La plus grande similitude au niveau des attitudes stéréotypées se retrouve au sein de ce groupe dans différents pays. On constate également une certaine interdépendance (cohérence) des attitudes d'une seule personne envers différents domaines, même si cette similitude découle du respect strict de ce qui est permis et interdit, ou de l'adoption de positions unifiées face aux problèmes d'ordre général.»³⁷

³⁶ - Rapport sur le développement de la femme arabe - l'adolescente arabe : entre réalité et perspectives, Centre d'études sur les femmes arabes - Kawthar, 2003.

³⁷ - Rapport sur le développement de la femme arabe - l'adolescente arabe : entre réalité et perspectives, Centre d'études sur les femmes arabes - CAWTAR, 2003.

Ainsi, la religion correspond plus à une philosophie populaire globale et représente, en ce sens, un cadre de référence – quoiqu’irrationnel selon un point de vue particulier – qui apporte des réponses néanmoins cohérentes à toutes les questions. C’est-à-dire qu’elle se transforme en une sorte **d’idéologie totalitaire et en une norme morale qui donne à la personne qui y adhère un sentiment de sérénité, de satisfaction et de confiance en soi, voire de supériorité** face à ceux qui la contredisent. Elle constitue donc sa force (et sa faiblesse en même temps).

Religion et religiosité : point de vue des jeunes

Nour, la jeune photographe égyptienne, estime que les révolutions n’ont pas fait rage dans toute l’Égypte. Certaines régions, dont les villages et les gouvernorats reculés, ont fait preuve de plus de fermeture en raison de la dégradation des conditions de développement. La détérioration de la situation économique après la révolution a conduit à plus de religiosité et d’isolement. Elle dit : « La religiosité a augmenté même au sein de la capitale et des grandes villes lorsque la révolution s’est estompée. Des groupes politiques d’opposition ont été victimes de harcèlement, ce qui a poussé certains à se joindre à l’opposition en s’identifiant à des groupes qu’ils considéraient comme persécutés. »

Nour décrit la situation des jeunes dont la colère s’est exacerbée en raison de l’emprise des forces de sécurité : « La religiosité extrême et l’athéisme sont deux façons d’échapper aux contradictions au sein de la jeunesse arabe qui a déclenché des révolutions et réussi à changer les dirigeants. Cependant, la jeunesse souffre toujours des poursuites judiciaires et de la marginalisation qui semblent être une punition pour toute la jeune génération. »

Jamil, jeune Syrien, raconte comment certaines personnes de son entourage se sont tournées vers les groupes religieux armés, optant pour la violence comme moyen d’opposition au régime : « Nous étions un groupe de jeunes rêvant d’une Syrie démocratique et parce que nous travaillons tous dans le domaine du théâtre, nous avons mis en place le théâtre-maison, quelques mois après le début de la révolution syrienne. Nous préparions les pièces de théâtre et les jouions dans les maisons de certains citoyens. L’expérience a été un énorme succès et les Syriens ont beaucoup apprécié la possibilité de discuter des valeurs de liberté, d’égalité et de démocratie. Mais ce qui semblait être une nouvelle voie prometteuse pour le changement s’est soudain transformée en une guerre qui a détruit l’expérience et le groupe : certains, comme moi, ont été arrêtés ; d’autres ont rejoint l’armée du régime ou l’armée de l’opposition islamique. »

Ainsi, des jeunes qui partagent les mêmes idées peuvent réagir très différemment face à la répression, aux troubles civils ou aux guerres étrangères. Cela signifie simplement que le fait de rejoindre des organisations religieuses ou de se convertir à la religiosité comportementale et politique ne découle pas nécessairement de la conviction d’un certain individu, mais parfois d’un choc, d’un échec, d’une fuite en avant, ou de la motivation à rejoindre un mouvement ou courant qui – selon lui – lui permet d’avoir la plus grande incidence possible sur le cours des événements. C’est **une quête de pouvoir et**

d'autorité, d'appartenance, de protection et de réconfort. C'est une voie politique, psychologique et réaliste à la fois. Les organisations religieuses extrémistes en ont utilisé les mécanismes pour attirer des combattants, y compris en provenance des sociétés européennes.

Entre conviction, prétexte, et légitime défense

Hanane, jeune ingénieure informatique jordanienne, **remet en question la religiosité des jeunes hommes qui, à son avis, est sélective et apparente.** Elle vise uniquement à renforcer leur présence dans la société en tant que jeunes religieux, désireux principalement de resserrer le contrôle sur les femmes. Bien que la culture patriarcale soit tout à fait suffisante pour imposer la domination masculine sur les femmes, la couverture religieuse ajoute à cette domination un pouvoir sacré et irrésistible qui affaiblit la résistance des femmes et la fige parfois complètement. Elle raconte : « J'ai été menacée de divorce quand j'ai voulu enlever le voile et les hommes de ma famille ont pleinement soutenu mon mari. Il faut savoir que mon mari ne priait pas et qu'il buvait de l'arak (une sorte d'alcool). Cependant, il avait toujours son chapelet à la main et invoquait Dieu dans toutes ses conversations comme s'il croyait que ses actions étaient inspirées par lui ! »

Le cœur du problème ici n'est pas en lien avec les convictions religieuses du mari, mais plutôt avec l'utilisation du caractère sacré de la religion pour renforcer ses positions patriarcales. Ainsi, toute solidarité familiale avec l'épouse est surpassée par la culture patriarcale des hommes de sa famille, doublée d'une immunité religieuse qui joue ici un rôle clé dans le jugement contre elle. On peut supposer que **cette fonction de la religion – renforcer la culture, les comportements, les coutumes et les traditions d'une part, et consolider l'autorité politique, sociale ou toute autre autorité d'autre part – se répète dans tous les domaines.** On assiste dans ce cas à une interprétation particulière de la religion qui se mêle aux coutumes et aux traditions. Par ailleurs, **la religion est utilisée comme arme de défense contre les « menaces extérieures à l'identité », les privilèges réels ou imaginaires et quelconque insurrection contre un ordre existant ou une autorité.**

Une telle position défensive revêt **ses formes les plus évidentes et les plus extrêmes dans l'espace virtuel.** En effet, on y trouve les conceptions religieuses les plus extrêmes, fréquemment utilisées pour justifier des préjugés de toutes sortes. L'argument religieux apparaît également dans les liens entre le pays concerné (l'Orient) et l'Occident (l'Europe) qui dépendent de l'histoire coloniale, des relations actuelles entre les deux rives de la Méditerranée, ou encore des attitudes face au terrorisme en état de défense ou d'attaque. En revanche, on retrouve une particularité distincte dans l'utilisation de la religion et du discours religieux dans toutes les questions relatives à l'égalité des sexes. **Cela renforce encore plus l'idée que la religion se substitue à la philosophie populaire, ou représente un ensemble incohérent de valeurs normatives utilisées de manière pragmatique pour justifier des comportements, des attitudes et des préjugés.**

3- La problématique de l'égalité des sexes.

Préface

La rédaction de ces parties du rapport a coïncidé avec la mort de l'écrivaine, médecin et féministe arabo-égyptienne Nawal El-Saadawi (le 21 mars 2021). Les débats et les positions contradictoires, y compris extrémistes, ont repris envers cette figure féministe qui s'est battue pour l'égalité des sexes et les droits des femmes, provoquant ainsi tous ses

opposants. Le nombre d'abonnés à la page Facebook de Nawal El-Saadawi est d'environ 310 000 personnes. Chacune de ses publications attire pratiquement des centaines, voire des milliers de likes, ainsi que des dizaines ou des centaines de commentaires. Nawal El-Saadawi **était une personnalité controversée par excellence, puisqu'elle faisait radicalement face au trio interdit (religion, sexe et politique) et suscitait des répliques violentes de divers milieux (religieux, patriarcaux et politiques). Cependant, l'argument religieux demeure celui qui a le plus été utilisé pour confronter ses idées féministes.**

Cette partie vise à explorer la perception discriminatoire à l'égard des femmes et son fondement culturel (et cognitif), politique et utilitaire, tout en respectant la méthodologie générale et la particularité participative du rapport.

Premier modèle des débats de l'espace virtuel

La page arabe AJ+, qui est parrainée par le groupe Al-Jazeera, privilégie les idées islamistes et le nationalisme arabe.

Quand cette page a publié la nouvelle de la mort de Nawal El-Saadawi, elle l'a accompagnée d'une vidéo d'introduction soigneusement choisie pour montrer une position politique opposée aux Frères musulmans et partisane du (président) Sissi. Le 23 mars au matin, la vidéo avait recueilli 7 000 vues et 2 500 commentaires. Elle avait également été partagée 350 fois. Le recours à l'argument religieux prévaut dans les commentaires sur l'idée d'égalité et évoque souvent l'aspect comportemental et formel, comme la question du voile/hijab. **Doa'a** dit (en réponse à une publication appelant à ce qu'El-Saadawi ne soit jugée que par Dieu qui décidera de son sort) : « Elle (El-Saadawi) a rejeté le voile et l'a combattu, disant même qu'il cache la beauté de la femme. Elle a propagé les principes de l'impureté et de l'hostilité. Elle a attaqué la religion et défié les lois de Dieu. Elle a tenté de promulguer des lois à sa guise... »

Figure 5

Double attitude face à différents publics

@AJA_Egypt

Al-Jazeera Égypte (en arabe) : Elle s'en prend aux religions et réclame la légalisation de la prostitution et remet en cause le Coran. La mort emporte la romancière controversée après 90 ans d'idées antisociales

Al @AJEnglish

Al-Jazeera English : Nawal El-Saadawi, écrivaine et icône des droits des femmes est décédée.

الجزيرة مصر @AJA_Egypt

هاجمت الأديان وطالبت بتقنين الدعارة وشككت في القرآن.. الموت يغيب الروائية المثيرة للجدل #نوال_السعداوي بعد 90 عامًا من الأفكار المناقضة لثقافة المجتمع

Al Jazeera English @AJEnglish

Nawal El Saadawi, Egyptian author and women's rights icon, dies aje.io/y1828

De son côté, Sarah donne également son avis : « Elle (El-Saadawi) a combattu le voile, le considérant comme une hérésie héritée des religions... elle est partie après avoir mené une longue bataille qui avait pour objectif de pervertir l'esprit des filles et de les séduire par des faux slogans, dont le plus important est la nudité et le sexe... elle est partie, mais le voile a survécu... elle est partie, mais le Coran est toujours là... elle est partie, mais l'islam demeure... »

Cet aspect religieux formel, basé sur l'idée du voile, se sert inévitablement du sexe, de la famille et de la tradition comme prétextes. **Kout al-Kouloub** affirme qu'elle connaît « la famille de Nawal El-Saadawi. C'est une famille azharite qui l'a répudiée et lui a même interdit d'assister aux funérailles de son propre père. »

S'éloigner de la religion, c'est s'éloigner de la famille (et des traditions).

En termes de connaissances, « El-Saadawi s'est mêlée de choses qu'elle ne connaissait pas, dit **Moustafa**. Elle a abordé des questions d'ordre métaphysique qu'elle ne maîtrise pas du tout et s'est ingérée dans les affaires du Dieu Tout-Puissant ... elle est devenue arrogante après avoir obtenu des diplômes humains (il parle de ses diplômes universitaires). Si elle en avait eu la moindre conscience, elle aurait su qu'Iblis (le diable) s'était engagé avant elle sur le même chemin, faisant preuve d'arrogance envers les anges et Adam. Il a désobéi à Dieu, se considérant meilleur et plus savant. Il a été puni et maudit par Dieu. »

Une recherche sur la morphologie de l'opposition à l'idée d'égalité des sexes et aux droits des femmes nous conduit vers la trilogie religion, famille/coutumes sociales, témoignant ainsi de l'absurdité du savoir humain devant la sagesse divine. Elle se base sur des postulats qui se renforcent mutuellement et laissent place à une certitude naïve qui ne tolère aucun débat, puisqu'elle neutralise à l'avance, et dans une très grande mesure, l'idée de science et d'argumentation scientifique.

Le 18 mars, la journaliste et écrivaine égyptienne **Amal Owaida** a publié sur sa page une photo des deux publications ci-jointes. Dans une telle « culture », la marge de dialogue semble quasi inexistante en raison de l'absence de rationalité, de logique et d'esprit scientifique. Ces attitudes refont surface en particulier lorsqu'il s'agit des femmes et de leurs droits. En effet,

Je connais un gynécologue qui m'a dit que la douleur de l'accouchement n'est pas aussi forte que les femmes le prétendent. C'est plutôt une douleur très légère mais les femmes ont une faible endurance par rapport aux hommes. Bien sûr, aucune femme ne va l'avouer, mais c'est la femme du médecin qui lui a confié ce fait si certain. Nous savons, dit-il, que les femmes tirent profit de notre inaptitude à comparer, alors elles prétendent souffrir, ce qui n'est pas le cas.

Ah ! J'ai failli oublier : il m'a dit que la douleur de l'accouchement s'accompagne d'un grand plaisir !!

كذلك آلام الولادة التي تتذمر منها النساء، أعرف طبيب نساء قال لي أن ألم الولادة ليس بدرجة لا يمكن للنساء تحملها كما يدعين بل آلامها طفيفة جدا و في حدود قدرة النساء اللاتي لديهن قدرة ضعيفة على التحمل من الأساس مقابل الرجل. طبعا هذا لن تعترف به أي امرأة لكن الطبيب أتى بالخبر اليقين من زوجته، و نعرف أن النساء تستغل عدم قدرتنا على المقارنة فتدعي من العذاب ما لا يكون.



٤٣ رد أعجبنى

ملاحظة نسيته، قال لي أن آلام الولادة مصحوبة بلذة كبيرة!!

Figure 6

l'interprétation religieuse conservatrice stricte s'allie à la culture patriarcale, qui crée un environnement propice à l'échange de tels commentaires et positions qui jouissent d'une immunité évidente parmi ceux qui les rédigent/adoptent, même sans vraie conviction. **Il s'agit pour eux d'exprimer le pouvoir et la supériorité masculine, qui les dote d'un privilège réel ou imaginaire vis-à-vis des femmes dans la société. S'ils expriment de telles pensées, c'est tout simplement parce qu'ils peuvent le faire sans être accusés d'être ridicules.**

Femmes, modernité et politique

L'attitude méprisante à l'égard de la femme, de son statut et de son rôle est une caractéristique principale des idéologies des autorités au pouvoir, principalement en raison de considérations politiques. La discrimination actuelle contre les femmes et la volonté continue de les contrôler ainsi que leurs corps ne peuvent être considérées comme une continuité des traditions héritées des époques précédentes. Au contraire, ce sont des idées et des pratiques contemporaines au service de fonctions politiques existantes. En effet, **l'idéologie patriarcale est à la base de la fondation du pouvoir dans ces pays où le dirigeant se sert de l'image du père pour gouverner son peuple (ce qui nie la citoyenneté). Par ailleurs, le père s'attribue l'autorité du souverain pour contrôler les membres de sa famille, particulièrement les femmes et les plus jeunes.**

Cet échange de pouvoir **troque l'autorité des hommes sur les femmes dans la sphère privée, contre celle du despote sur la société dans son ensemble** et les hommes dans la sphère publique en particulier. **Porter atteinte à l'autorité masculine dans l'espace privé (la famille, la famille élargie, le clan, la tribu, l'entourage local immédiat) peut poser une menace directe à la légitimité du souverain et de son système, en plus de le mettre en péril.** Ainsi, contrôler les femmes dans les sphères publique et privée devient une nécessité pour éradiquer la démocratie et les droits de l'homme ou les restreindre au sein de l'État et de la société en général. Ceux qui détiennent le pouvoir politique et ceux qui détiennent le pouvoir culturel se soutiennent mutuellement. C'est ici qu'intervient le rôle des institutions religieuses ou des mouvements et partis religieux, ainsi que l'autorité des chefs des clans et tribus et autres groupes sociaux³⁸.

Les femmes et le printemps arabe

Lorsqu'on évoque les révolutions du printemps arabe et l'image des soulèvements populaires dans les pays de la rive sud de la Méditerranée (et dans d'autres pays arabes également), il est impossible de faire fi des réalités ci-dessous :

- 1** - La participation à grande échelle, active et reconnue des femmes aux mouvements ;
- 2** - Les questions d'égalité des sexes étaient fortement présentes parmi les revendications générales de changement et de respect des droits de l'homme. Elles ne représentaient pas des demandes catégorielles ou partielles, mais faisaient partie intégrante des exigences de changement ;

³⁸ - Voir : L'État butin de guerre et le printemps arabe. Adib Nehme. Maison Al-Farabi, Réseau des ONG arabes pour le développement. Beyrouth 2014. Consulter surtout les pages 96 à 100.

3 - Le nombre de femmes qui ont participé aux sit-in était très élevé, y compris dans les pays où les images stéréotypées ne permettaient d'imaginer qu'un tel événement pouvait avoir lieu, comme au Yémen ou au Soudan par exemple, ainsi que dans d'autres pays comme l'Égypte, l'Irak et la Libye, etc.

Dans le même contexte, beaucoup ont écrit, par exemple, sur **la disparition du harcèlement dont sont victimes les femmes et les jeunes filles sur les places lors des sit-in**, y compris dans des pays comme l'Égypte où ce phénomène est très répandu. On peut en déduire ce qui suit : **lorsque des centaines de milliers de citoyens étaient dans les rues lors des soulèvements populaires, le harcèlement des femmes et des filles a disparu**. Et lorsque les gens se sont retirés de la rue, ce phénomène a refait surface et a même été utilisé systématiquement pour éloigner les femmes de la rue et reprendre le contrôle de la sphère publique. **Nous pouvons en tirer deux leçons : la première est que l'hypothèse selon laquelle le harcèlement est une culture populaire est fautive ; la seconde est que la reprise du contrôle sur la rue a commencé par expulser les femmes et leur interdire de participer activement à l'espace public**.

De tels faits ne sont pas vraiment conformes à l'hypothèse selon laquelle la culture de discrimination à l'égard des femmes et leur dépréciation sont dominantes au sein de la communauté. On pourrait plutôt dire que ces faits remettent en question ces stéréotypes simplistes et que la réalité est plus compliquée. Comme lors d'événements passés, la participation des femmes aux soulèvements et aux révolutions n'a pas toujours signifié que leurs revendications figuraient parmi les priorités des étapes de transition. Au contraire, les années qui ont suivi les soulèvements populaires ont mis en évidence une augmentation de la violence à l'égard des femmes, ce qui va à l'encontre de leur forte présence sur les places pendant la révolution.

Dans certains cas, les réformes et les changements visant à garantir une plus grande égalité des sexes ont été ignorés ou retardés, ce qui a stimulé les revendications de modifier les lois restreignant les libertés et celles discriminatoires à l'égard des femmes. Ces revendications et aspirations se sont heurtées à une forte emprise sécuritaire, à la suite de la résurgence d'anciens régimes et d'offensives communautaires qui ont porté atteinte au débat sur l'égalité et les droits des femmes, s'armant une fois de plus de la culture bien connue du patriarcat.

« J'ai vécu toute ma vie dans la maison familiale en négociant avec mon père mes droits les plus élémentaires ; il s'est vivement opposé à mes études d'ingénierie, ainsi qu'à mon désir de me présenter aux élections locales. Ce dernier m'a valu les pires formes de violence physique de la part de mon frère aîné », raconte Hanine (de Jordanie). Elle ajoute : « Maintenant, mon mari joue le rôle de mon père et de mes frères. Mes capacités de négociation avec lui se sont améliorées, mais en fin de compte, je vis selon les normes imposées par lui et, avant lui, par la société. »

Il est clair que Hanine a été victime des violences les plus sévères lorsqu'elle a voulu jouer un rôle dans l'espace public (se présenter aux élections locales). En effet, il s'agit d'un domaine à prédominance masculine par excellence, confirmant la fonction politique de la pensée patriarcale qui est de maintenir le fondement familial-tribal de l'autorité politique au niveau national. Cette pensée dénonce également le passage de la femme de la sphère traditionnelle à la sphère publique, ce qui est difficile à tolérer, tout comme les études d'ingénierie dont les effets négatifs peuvent se limiter à l'image de la famille dans son environnement et en réduire l'incidence.

Dans le domaine du travail également

Cette discrimination négative à l'égard des femmes couvre tous les domaines et ne se limite pas à la sphère privée au sein de la famille et de ce qui relève du statut personnel. Une vidéo pédagogique incluant des données et statistiques internationales sur les disparités salariales entre femmes et hommes dans le même domaine de travail a été diffusée sur la page d'AJ+, accompagnée du commentaire suivant : « Quand un homme et une femme occupent le même poste et la même hiérarchie, il est fort probable que les femmes soient moins payées. Le problème des inégalités salariales entre les sexes est un dilemme historique qui limite l'autonomisation des femmes. C'est pour cette raison que les Nations unies espèrent porter l'attention sur ce sujet lors de la Journée mondiale de l'égalité salariale. »

Les internautes ayant interagi avec **cette publication sont répartis en plusieurs groupes :**

- **Les partisans de l'égalité qui sont peu nombreux.** Seuls deux jeunes hommes, **Majd** de Palestine et **Omar** d'Égypte, ont défendu la publication avec acharnement, utilisant tantôt le principe des droits et tantôt des exemples de la vie réelle. Mais ils se sont rapidement retirés du débat en raison du grand nombre de personnes classées dans les autres groupes (ci-dessous) et le non-respect des principes de dialogue et de discussion.
- **Les moqueurs, les cyniques et les provocateurs qui sont très nombreux :** « Désolé, mais en Algérie, les femmes sont mieux payées que les hommes ou aussi bien, alors qu'elles travaillent moins. Où est donc la justice ? », s'interroge **Salim** (d'Algérie) qui a vivement été critiqué les filles de son pays.
- **Les opposants qui utilisent divers arguments** dont **Mene'm** d'Algérie qui rejette catégoriquement toute forme d'égalité : « Les hommes sont supérieurs, c'est un fait reconnu et il n'y a rien à ajouter ! Pas besoin d'associations ou de blabla. Les hommes sont l'alpha de la société (les premiers et les êtres supérieurs). Eux sont aux commandes. Nous respectons les femmes, mais en termes d'aptitude à diriger, les hommes sont au sommet de la hiérarchie. L'égalité n'existe pas. Certes, il y a de la complémentarité, mais l'égalité est inacceptable. Un point c'est tout ! »

Les arguments échangés indiquent que le soutien est présent dans certaines situations seulement, mais ne touche pas la valeur de l'égalité en soi. **Ce ne sont pas uniquement les hommes qui s'y opposent, mais des femmes en ont également exprimé un rejet ou des réserves.**

De plus, ce sont **des commentaires basés sur la religion qui ont dominé les discussions** : « Dieu appelle à la justice, et non pas à l'égalité. Les hommes sont supérieurs aux femmes », affirme **Saleh** qui est originaire de Palestine. Une autre citoyenne écrit : « Quels que soient les efforts déployés par une femme, elle ne sera jamais au même niveau que l'homme au travail. Les hommes sont supérieurs aux femmes, parce que Dieu en a décidé ainsi. »

La variable du genre était également très présente dans les commentaires des filles qui ont apprécié la vidéo. Il est à noter aussi que les commentaires masculins utilisaient un discours discriminatoire à l'égard des femmes basé sur l'islam, la charia et le principe de tutelle. Les commentaires ont évoqué **ce sujet sans qu'il en soit question dans la vidéo. D'ailleurs, les problèmes du travail, des salaires et de la productivité, entre autres, ne sont pas d'ordre religieux. Cependant, on remarque toujours un recours à l'argument religieux pour défendre des attitudes conservatrices et patriarcales à l'égard des femmes, quel que soit le sujet de la discussion.**

Les droits des femmes sont toujours d'ordre sexuel

Ces positions et débats soulèvent des questions sur la nature du contexte intellectuel et culturel. On discerne ici deux facteurs : **le premier** est que n'importe quel sujet abordé (familial, personnel, économique, politique, etc.) peut devenir **un sujet sexuel** (et moral selon le vocabulaire des adeptes de cette théorie). C'est comme si la femme est, par nature, un être strictement sexuel, ce qui éclipse tous les aspects de ses activités et de sa vie personnelle et sociétale. **Le second** est que la question sexuelle, qui est considérée comme une affaire morale, est à son tour une affaire religieuse par excellence, de sorte que **tout ce qui a trait aux femmes est directement lié au sexe et à la morale et, par conséquent, à la religion.**

Diffusée en direct, la vidéo « **Al-Salit Al-Ikhbari – saison trois – épisode 17 – Non à la liberté : la liberté est une cause majeure de décès ou de disparition soudaine. Évitions-la³⁹ !** »... évoque un ensemble de libertés et leurs définitions en critiquant leurs pratiques dans la région arabe et en faisant allusion à leurs contraires, à savoir la liberté d'expression et d'opinion, la liberté de croyance, la liberté sexuelle, la liberté politique, la liberté judiciaire, la liberté de la presse et la liberté des femmes.

Al-Bahi de Tunisie entre dans un débat avec Nicolas, le producteur et présentateur de la vidéo, et lui dit : « Je suis d'accord avec tous vos propos... à l'exception de votre discours

³⁹ - We Don't Want Freedom, Al-Salet News, Season Three, Al-Jazeera Plus website via Facebook.
<https://www.facebook.com/watch/?v=1414235951953279>

sur la liberté sexuelle... là, je ne suis pas du tout d'accord avec vous, jeune homme... nous soutenons toutes les libertés, mais pas la liberté sexuelle. Cette liberté n'a pas sa place chez nous⁴⁰. » Tandis que **Moua'z** de Palestine lui demande directement : « Nicolas Khoury, vous êtes chrétien ???! » Ainsi, Moua'z se rend compte que Nicolas a adopté cette attitude parce qu'il est chrétien et donc « étranger » à l'identité définie ici comme une identité islamique et ignore donc la position de l'islam envers la femme. Pour Moua'z, c'est une explication suffisante et il n'est pas nécessaire de s'y attarder plus longtemps.

Dans de nombreux commentaires publiés sous la vidéo, la liberté personnelle n'est ni importante ni un sujet de discussion sérieux. La preuve est que toutes sortes de libertés énumérées dans la vidéo ont été ignorées. Pour eux, la femme et la religion sont des lignes rouges qui ne devraient même pas être abordées. Tant de voix ont mis en garde contre toute publication à ce sujet parce que la **liberté est restreinte, limitée par les exigences de la charia d'une part et la nécessité de s'éloigner de tout ce qui a trait aux femmes de l'autre.**

Un nouvel esprit au cœur des révolutions

Un nouvel esprit a vu le jour au sein du mouvement populaire lors des révolutions du printemps arabe. **Samira** d'Algérie parle du « carré féministe » qui a été mis en place lors des soulèvements populaires dans son pays. « Les féministes ont créé le carré comme un espace pour discuter des problèmes en profondeur et se réunir à des horaires fixes pour exposer toutes les revendications, notamment celles en lien avec l'égalité. Nous avons renforcé la visibilité du carré féministe. Nous avons dressé notre tente au milieu de la place de la révolution et l'avons appelée le carré féministe. Cela nous a permis de définir les défis auxquels sont confrontées les femmes en Algérie. Le carré féministe a rétabli les liens entre les femmes algériennes et la politique », dit-elle. Et d'ajouter : « Ce qui est bien, c'est que la perception du terme féminisme a changé. C'est devenu un mot politique et populaire, comme si le soulèvement a permis de reconnaître le féminisme en tant que mouvement. » L'Algérie ne fait pas exception à la règle. Toutes les révolutions ont contribué à changer la place des femmes au sein de la société. « Au début de la révolution, dit **Mohammed** de Libye, tout le monde était surpris par la participation active des femmes à toutes les manifestations et dans toutes les organisations sur le terrain et au moyen des réseaux sociaux. J'ai moi-même été surpris de constater que ma mère et mes sœurs sont aussi patriotiques que moi, alors que toute ma vie je pensais que le patriotisme était un sentiment propre aux hommes. »

La famille de **Jamil** en Syrie est tout aussi surprise, puisqu'elle « croyait que les femmes pendant les guerres et les conflits n'étaient que des victimes. Mais la crise syrienne a révélé que les femmes sont tout aussi efficaces et qu'elles paient leur participation au prix fort, bien plus que les hommes. »

⁴⁰ - Le paradoxe est que ses propos contiennent fréquemment des mots obscènes. Il suffit de consulter son site Web pour s'en rendre compte.

De même, au Soudan et en Irak, ainsi que dans les pays où la première vague du printemps arabe a éclaté – de la Tunisie à l'Égypte en passant par le Yémen –, les femmes étaient activement présentes sur le terrain (l'attribution à l'époque du prix Nobel de la paix à Tawakkol Karman du Yémen est une reconnaissance du rôle des femmes au Yémen et dans l'ensemble des révolutions du printemps arabe.) Au Liban également, les femmes ont montré l'exemple parfait de la participation organisée. Cela ne veut pas dire pour autant que le changement a été mis en place, d'autant plus que les mouvements dans la rue se sont estompés.

Les femmes, les libertés individuelles et la démocratie

Le débat qui a eu lieu dans le cadre du rapport Libertés individuelles et égalité⁴¹ annoncé en Tunisie en 2018, à l'initiative de feu le président tunisien Béji Caïd Essebsi, met en lumière l'interdépendance entre la position vis-à-vis des femmes et la transition vers le modernisme (et, par extension, la démocratie). Le débat sur les réseaux sociaux est exempt de censure et permet de recenser particulièrement les prises de position radicales. Ainsi, **une publication sur la page AJ+,** commente l'initiative du président tunisien : « C'est comme si nous n'avions aucun rapport avec la religion, le Coran ou les versets coraniques... le président tunisien annonce son intention de présenter le projet de loi sur l'égalité successorale entre les femmes et les hommes. » Un tel commentaire réduit le rapport à l'égalité successorale – bien qu'elle en constitue un sous-point important – ce qui inscrit la discussion dès le départ dans le cadre de la religion et de la charia. C'est d'ailleurs ce qui s'est réellement passé en Tunisie. Les forces opposées au rapport se sont concentrées presque exclusivement sur l'aspect lié à l'égalité des sexes, l'égalité successorale, les droits sexuels, etc., au détriment de son contenu plus complet lié à la reconnaissance des droits individuels comme étant au cœur du système des droits de l'homme.

Une analyse de 2 700 commentaires, qui se base surtout sur les commentaires des jeunes des pays de l'étude (Tunisie, Algérie, Palestine), conduit à une catégorisation des réactions hostiles et favorables selon les arguments suivants :

⁴¹ - Rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité, République tunisienne, Présidence de la République - Tunis, 1er juin 2018.



- **Le moment n'est pas bien choisi (discours prioritaire)**, selon **Nisrine** de Tunisie qui écrit : « Il y a beaucoup d'autres priorités pour le pays. Notre pays est embourbé dans les dettes, la pauvreté, la corruption, le chômage, le manque d'éducation, la détérioration de la santé, la jeunesse marginalisée et sa qualification de paradis fiscal..., et notre cher président s'inquiète pour les homosexuels et l'égalité ! Oui, travaillons pour l'égalité ! Mais quand allez-vous adopter une loi efficace contre la corruption ?? Ou bien ce n'est pas une question urgente parce que l'égalité est plus importante ?? Hypocrite ! Traître ! Celui qui veut la réforme doit commencer par l'éducation et la santé. »
- **Rejet sous prétexte que c'est contre la religion**, puisque le président contredit la religion dans ce rapport, ce qui justifie le droit de lui souhaiter la mort et la maladie. Certains renient même tout lien avec lui, comme **Rae'd** de Palestine qui s'adresse directement à lui : « Vous contestez les décisions de Dieu et soutenez celles des êtres humains qui obéissent à ce que les tyrans leur demandent ??? J'espère que vous tomberez malade afin que vous vous rendiez compte qu'Allah est la vérité, le Tout-Puissant, le Juste, le Miséricordieux et le Dieu de la terre, des cieux et de tous les êtres humains. »
- **L'initiative est saluée** : « Félicitations à la Tunisie, on espère que les autres pays arabes feront la même chose, écrit **Amid** de Palestine. Rien n'a détruit les Arabes plus que les cheikhs religieux et leurs fatwas comme en Syrie, en Libye et en Irak ! L'Europe ne s'est développée qu'après avoir éloigné les religieux du pouvoir et établi un État pour eux – le Vatican. Ceux qui veulent pratiquer leur religion peuvent aller à la mosquée ou à l'église quand bon leur semble, mais qu'ils ne se mêlent pas des questions de gouvernance. » Son commentaire a reçu 700 likes.

Certaines prises de position ont directement trait à la question centrale des libertés individuelles en général. « Nous faisons désormais face à un complot occidental qui vise à détruire nos valeurs familiales et nos traditions ou bien ce sont des élites occidentalisées qui essaient d'imiter l'Occident », selon Sami d'Algérie qui voit « la société occidentale dériver dans l'abîme, notamment l'Union européenne et les États-Unis. Tous deux font pression sur d'autres pays pour qu'ils adoptent ce qu'on appelle les libertés individuelles... ils savent très bien que la famille est la cellule de base de la société. Ils prétendent défendre les libertés individuelles. Mais la vérité est que rien ne les intéresse dans les politiques des États à part les lois qui réglementent la société dans ce contexte. Ils sèment la guerre et la mort dans les pays qui désobéissent à leurs ordres et accueillent les immigrés en feignant l'humanité, alors qu'il ne s'agit, en réalité, que de combler un vide démographique, en particulier les intellectuels et les professionnels. Face à cette politique si stupide et au public arabe qui tombe dans un piège bien visible, la question est de savoir ce que les pays de la corruption ont payé à Essebsi pour faire cette déclaration ».

Le rapport sur les libertés individuelles et l'égalité met également en lumière le problème complexe de la relation entre l'égalité des sexes et la transition vers la modernité et la démocratisation. Il paraît que cette corrélation est forte et directe. La

libération des femmes était l'une des priorités de l'ère de **la Renaissance** dans les pays arabes à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. **Ce mouvement voulait favoriser la modernité au niveau du système de valeurs, ainsi qu'au niveau de l'édification de l'État et des institutions en établissant des démocraties constitutionnelles fondées sur un système politique aux caractéristiques libérales. L'échec de la Renaissance à atteindre ses objectifs est la pierre angulaire du système patriarcal et du machisme. Il a donné naissance à une impasse démocratique qui, à son tour, a conduit au Printemps arabe.**⁴²

4- Les problématiques de la démocratie, de la citoyenneté et des droits de l'homme

Contexte

Ce chapitre traite des questions directement liées à la politique et à ses institutions, ainsi qu'à la transformation démocratique des États, des systèmes, des institutions et, par extension, des sociétés elles-mêmes. Cela comprend les perceptions de la démocratie, de la citoyenneté, de la liberté, de la corruption, des droits de l'homme, etc., autant de problèmes qui étaient fortement présents lors des premières et deuxièmes vagues du printemps arabe. La principale revendication unificatrice de tous les mouvements que les pays de la région ont connus, du Maghreb au Golfe, était la construction d'un « **État civil démocratique moderne** ». Les descriptions et slogans attribués à ces révolutions/soulèvements comprenaient les expressions : **dignité, liberté, justice sociale, droit au travail et à l'emploi, démocratie, fin de la corruption**, etc.

Notre évaluation de la position des citoyens des pays arabes, notamment les jeunes, telle qu'elle s'est manifestée dans les soulèvements populaires, ne prête pas à confusion : **toutes ces révolutions avaient une revendication politique directe, à savoir le renversement des régimes et le départ des dirigeants. Cette revendication, qui renforce par ailleurs l'objectif du mouvement, débute nécessairement par un changement politique et aboutit à la construction d'un État civil démocratique moderne.** L'incertitude qui plane autour d'un tel État civil démocratique moderne ne renie pas l'aspiration historique des peuples de ces pays à remplacer les régimes actuels qui, malgré leur diversité, sont similaires en raison de l'absence de la démocratie ou sa restriction, de la perturbation du transfert du pouvoir et du pluralisme effectif, de la violation des droits des citoyens et de la manière de les traiter comme des sujets et des suiveurs. Nous avons déjà souligné plus haut que les flux migratoires vers l'Europe et d'autres pays, qui sont des démocraties constitutionnelles (malgré les critiques quant à leurs performances et prises de position), confirment que le modèle des démocraties constitutionnelles européennes est le plus proche du système idéal de gouvernement revendiqué par les millions de manifestants qui ont rempli les rues dans tous les pays arabes.

D'autre part, et contrairement au stéréotype dominant, les principes religieux, l'idée de nationalisme ou le concept de classe sociale ne figuraient pas parmi les choix prioritaires des citoyens dans ces pays. **Les emblèmes civiques, qui ont été brandis dans les rues**

et qui revendiquent en premier lieu la réforme ou bien le changement du système politique au niveau national, en témoignent. C'est un fait évident, solide et plus significatif que toute recherche, étude ou sondage d'opinion. **Ce fait sape complètement l'idée d'exclusion ou de résistance arabe à la démocratie**, du moins par rapport aux aspirations du peuple lui-même. **Ce qui en découle n'est donc que le résultat d'une « contre-révolution » et n'exprime pas l'évolution naturelle même de ce mouvement.** Le choix spontané et naturel du peuple libéré de la répression et de la coercition qui lui étaient imposées est la démocratie constitutionnelle, la justice et les droits de l'homme : ainsi est le choix réel et naturel des citoyens. Et il est très probable que les autres choix qui prévalaient avant et prévalent aujourd'hui dans plus d'un pays ne soient que des choix imposés et momentanés et non l'inverse.

La démocratie dans les sondages et les études

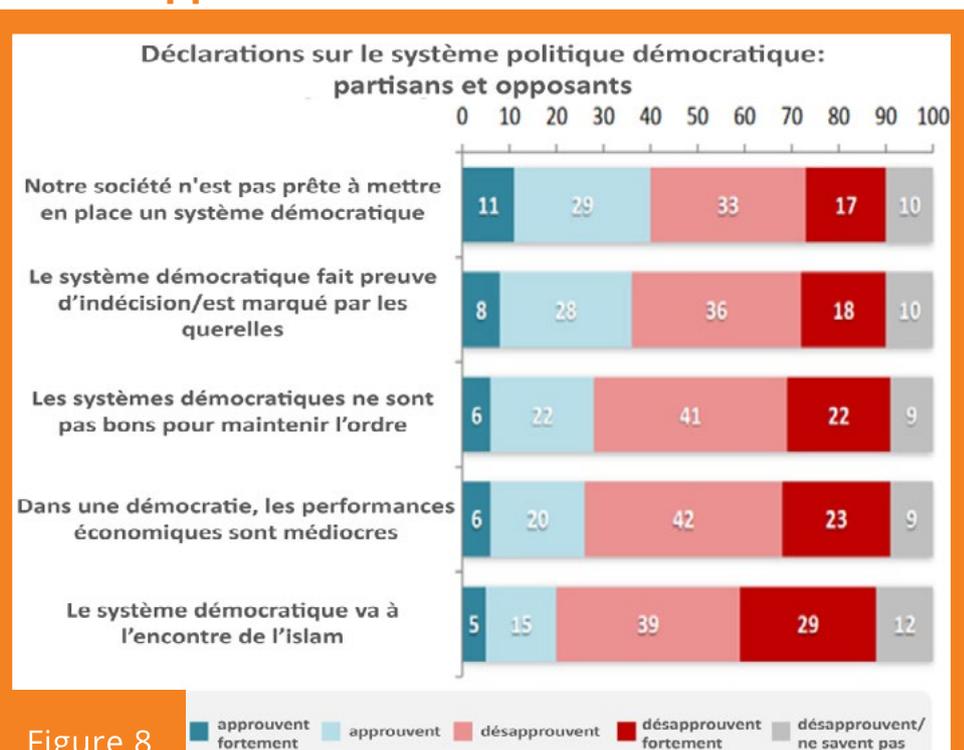
Selon l'Arab Opinion Index pour l'année 2019-2020⁴³, 89 % des citoyens de la région arabe peuvent définir la démocratie comme étant une garantie des libertés politiques et civiles, de l'égalité et de la justice entre les citoyens ; leur définition inclut aussi les modalités de participation et l'aspect institutionnel de l'exercice du pouvoir, notamment le partage/alternance, le contrôle et la séparation des pouvoirs. Le soutien à la démocratie atteint 76 %, contre 17 % qui s'y opposent. En revanche, 74 % croient que le système démocratique est le plus approprié à leurs pays. Quant aux systèmes de gouvernance dans leurs pays, l'évaluation globale au niveau de la région arabe enregistre une note de 5,8 sur 10 en 2019-2020, en comparaison avec l'année 2011.

Seulement 20 % des citoyens affirment qu'un système démocratique est incompatible avec l'islam.

Une tentative de comprendre l'opposition à la démocratie

Dans cette partie, nous évaluons moins l'ampleur de l'opposition à la démocratie que la manière de penser et les arguments utilisés, qui sont plus présents sur les réseaux sociaux. En effet, ces derniers sont exempts de censure. Par ailleurs, la similitude des idées et les encouragements mutuels permettent d'exprimer clairement les opinions.

Le 1er juillet 2017, un post en lien avec la démocratie a été publié sur la page AJ+ sous le titre « Produit de la démocratie... la démocratie



Source : Arab Opinion Index 2019-2020

43 - Arab Opinion Index, 2019-2020, source citée.

est l'un des produits les plus populaires dans le commerce des régimes⁴⁴... », accompagné d'une vidéo qui explique le concept de la démocratie, sa naissance, ses caractéristiques, ses piliers, ses institutions, ainsi que ses mécanismes de protection (les libertés d'expression, de croyance et de réunion, en plus du pouvoir judiciaire indépendant) et les résultats escomptés (comme la stabilité politique, la prospérité économique, le respect des libertés civiles et la lutte contre la corruption). La vidéo, qui exprime également les positions envers « ce produit », a recueilli plus de 8 000 likes (approuvant le contenu de la vidéo) et un million de vues.

Les raisons de l'opposition sont nombreuses, surtout la référence à la religion (l'islam notamment, en vertu de la prédominance de la religion islamique dans les pays de la région). Certains déclarent que « la gouvernance doit se faire selon la charia », c'est-à-dire la loi islamique, comme **Amine** d'Algérie et **Hakim** du Maroc, qui considèrent que « la démocratie signifie la gouvernance par le peuple, ce qui est un mauvais modèle. Le règne de Dieu seul, c'est la charia islamique et rien d'autre ». La Palestinienne **Raghd** ajoute : « Appliquer les recommandations de Dieu et sa loi sur Terre est la seule bonne solution pour la nation... ne parlez plus de démocratie, de laïcité ou quoi que ce soit d'autre... seul l'islam est la solution. » **Chiraz** de Tunisie exprime, de manière sarcastique, son opposition à ce système de gouvernement en écrivant en lettres latines. Le débat s'est transformé en une attaque dont nous n'avons pu accéder au contenu (les échanges ont été supprimés puisqu'ils comportaient des expressions inappropriées). Notre objectif était de montrer que **ce débat violent et d'exclusion se déroulait au sein d'une même société et non entre deux sociétés différentes (nous, l'Orient et eux, l'Occident).**

D'autres s'opposent à la démocratie, la critiquent et la banalisent, puisqu'ils la considèrent comme un **produit mensonger de l'Occident** et de son histoire coloniale. **Walid** d'Algérie répond à ceux qui appellent à la démocratie : « Jusqu'à présent, la démocratie n'a pas été tout à fait mise en œuvre, même aux États-Unis qui défendent le principe mais ne l'appliquent pas... quant à nos pays, l'illusion est plus palpable et cruelle, puisqu'en réalité, la démocratie n'y existe pas. C'est plutôt un slogan répété dans les discours des régimes en place qui conçoivent la démocratie selon leurs intérêts... ils te permettent d'exprimer ton opinion dans la rue mais, une fois que ça devient sérieux, les forces de sécurité et la justice sont prêtes à dresser un mur face à la démocratie. » **Yahya** de Palestine reprend les arguments des partisans de la monarchie et de l'aristocratie d'antan qui retentissent encore aujourd'hui : « La démocratie fait d'une personne inculte ou criminelle une personne honnête et savante, ce qui fait que des personnes comme Trump arrivent au pouvoir dans le plus grand pays du monde ! » Les personnes qui s'opposent au principe de démocratie sont réparties entre **celles qui croient au rôle de l'élite plutôt qu'à celui du grand nombre et celles qui se basent sur un contexte religieux ou patriarcal, considérant la démocratie comme un prétexte pour désobéir au bon dirigeant, qu'il soit religieux ou non.**

44 - AJ+, "Democracy as a product", page AJ+ sur Facebook <https://www.facebook.com/watch/?v=1465986973444843>

Notons que les commentaires qui entrent dans le vif du sujet sont peu nombreux et plus ignorés que les commentaires polémiques, comme s'il fallait une échappatoire à toute discussion calme ou porteuse de critères scientifiques. **Georges** d'Égypte, par exemple, dénonce l'approche « non scientifique » de la vidéo. Il écrit : « Cette vidéo est complètement inutile. De quelle majorité parle-t-on ? La démocratie ne repose que sur quatre piliers : la laïcité, l'information, le contrat social et le libéralisme. Ce dernier ne devrait pas s'exercer par une tyrannie de la majorité, sans quoi il deviendrait fasciste. La démocratie, c'est le gouvernement de la majorité sans faire fi des droits de la minorité... ». Et d'ajouter : « L'État islamique n'est qu'une illusion écartée par la logique et la vérité... sinon cela produirait un autre Soudan, Afghanistan ou Somalie (il entend par là des modèles imaginés et peu convaincants de l'État islamique) ... dans les pays démocratiques, le pouvoir du peuple pour l'intérêt du peuple ne s'oppose pas au principe de liberté. On ne peut pas demander au peuple son avis sur l'abolition des droits de ses minorités... »

Le raisonnement de George est rationnel. Il est basé sur l'argumentation et la logique (qu'on soit d'accord ou non avec lui), mais ce genre de débat est peu présent sur les réseaux sociaux. Cela montre deux choses : **la première est que l'idée de la démocratie et sa compréhension critique sont présentes au sein des sociétés arabes.** Certaines personnes ont les connaissances qu'il faut et la capacité de la défendre ; **la seconde est que cette discussion sur la démocratie n'est pas entre l'Orient et l'Occident, ni entre le Nord et le Sud, mais plutôt un débat et un conflit au sein de la même société. Il n'existe pas deux positions, l'une originale et l'autre importée. Toutes les positions font partie inhérente du discours politique et de la diversité culturelle de la société qui ne peuvent être réduites à une perception unilatérale stéréotypée, quelle qu'en soit la source.**

Confusion et revers probable

Les révolutions, où les jeunes ont joué un rôle majeur, ont appelé au changement des systèmes politiques rigides qui n'ont pas réussi à améliorer les conditions sociales et économiques de nombreux groupes sociaux marginalisés. Assoiffées de liberté et de démocratie, les manifestations ont renversé les dirigeants dans quatre pays arabes. Cependant, la transformation des révolutions arabes, dans un certain nombre de pays (la Syrie, la Libye, le Yémen), en des conflits armés, a poussé un pourcentage important de la jeunesse arabe à favoriser la stabilité au détriment de la démocratie⁴⁵. Aujourd'hui, des années après le début des révolutions, 39 % des jeunes arabes croient que « la démocratie ne triomphera jamais dans la région » selon le sondage ASDA'A Burson-Marsteller⁴⁶.

« Le temps où nous autres jeunes aspirions à la participation politique est révolu », dit **Nour** d'Égypte. « Comment pouvons-nous même participer quand nous sommes menacés de passer plusieurs années en prison rien qu'en exprimant un avis divergent ! L'idée de participer provoque la peur et l'angoisse. Nous ne devons absolument rien dire pour

⁴⁵ - Khaled Al-Ghali. "Jeunes arabes... Quel est leur impact dans la société et comment perçoivent-ils la politique ? " Raise Your Voice, 5 août 2016. <https://bit.ly/3aZMxmE> media-stars-9463

⁴⁶ - Ibid.

éviter les murs de la prison. » Bien que l'opinion de Nour exprime une situation extrême en Égypte, 75 % des populations d'Algérie, de Libye et du Soudan estiment (en 2019) que leurs pays sont plus proches de la dictature que de la démocratie, tandis qu'au Maroc, environ 50 % de la population considère que son pays est désormais aux portes de la dictature, selon l'Arab Barometer, qui note un changement au niveau de l'opinion des citoyens par rapport au sondage de 2013⁴⁷.

Samira d'Algérie écrit : « J'ai abandonné la politique pour de bon. Je ne comprends pas du tout comment notre politique peut défier toutes les tentatives de changement. Nous avons essayé, les autres et moi, mais nous avons échoué. » Ce sentiment d'échec pourrait ramener les jeunes à la case départ, ou à un éloignement de l'action politique, puisqu'au cours des années qui ont suivi les révolutions, la vieille garde a repris son poste, recourant aux mêmes vieilles techniques de répression. Le sentiment de marginalisation, empreint d'amertume et de profonde déception, a regagné les jeunes, poussant un grand nombre d'entre eux à émigrer à l'étranger ou à s'isoler complètement pour s'adonner à d'autres projets, refermant définitivement la porte de la politique et de la participation.

Ce sentiment de frustration est particulièrement présent chez les jeunes qui ont participé à la première vague de soulèvements populaires il y a dix ans. Aujourd'hui, il y a une nouvelle génération qui n'a pas partagé la même expérience. On ne distingue plus les générations par tranches de vingt ou vingt-cinq ans, mais par des périodes plus courtes en raison de la rapidité des transitions à tous les niveaux. Ainsi, une deuxième vague du printemps arabe a pris place dans d'autres pays (l'Algérie, le Soudan, l'Irak, le Liban) et, au sein d'un même pays, nous avons assisté à une série de manifestations d'importance inégale.

Nous avons évoqué ces faits par prudence et pour éviter une généralisation des sentiments de frustration et d'éloignement de la politique, étant donné que les facteurs de mobilisation sont toujours présents et qu'on ne peut pas prévoir le moment où ils se transforment en un soulèvement populaire dans la rue ou au sein des institutions. Nous avons également abordé les différentes phases de protestation où se mêlent colère, espoir, désespoir, frustration, etc., **pour souligner l'importance de l'aspect psychologique et psychosocial des événements et des futures évolutions possibles. On entend également par là la réussite ou l'échec du processus de démocratisation et les efforts déployés pour surmonter les obstacles**, que ce soit l'absence intentionnelle de la démocratie dans le système politique et la société, ou la corruption très répandue dans les institutions, l'économie et la société.

La corruption et la bonne gouvernance

La lutte contre la corruption représente une forme populaire très courante pour exprimer, de façon directe, les revendications de réforme et de souveraineté de la loi, en plus d'exiger le départ des autorités et le changement de régimes. **Samira** (une militante féministe algérienne) déclare que « la **révolution algérienne** est une révolution contre la corruption

⁴⁷ - BBC Arabe. Les libertés se sont-elles détériorées dans les pays de la région arabe ? Arab Barometer, 2019. <https://bit.ly/3jn5DbA>

et la poursuite du mandat de l'ex-président Bouteflika et de son entourage corrompu ». **Des manifestations presque identiques ont vu le jour en Irak, au Liban, en Algérie, au Soudan et en Tunisie, ayant comme raison essentielle la corruption généralisée dans le régime qui dirige le pays.**

La corruption n'est pas une manifestation passagère et futile et va au-delà de la corruption opportuniste. Ce phénomène reflète une alliance structurelle et profonde entre les élites politiques et économiques pour garantir des intérêts économiques et autoritaires. On sait parfaitement que le classement de la majorité des pays arabes selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International est parmi les plus bas au monde. **Mohammed** de la Libye raconte : « J'ai été témoin de la corruption la première fois au début de l'adolescence lorsque mes amis ont commencé à occuper des postes importants uniquement en raison de leurs appartenances familiales ou tribales, alors que la même voie m'était interdite parce que mon titre ne valait pas grand-chose à leurs yeux ... la corruption et l'État sécuritaire sont la raison de la révolution libyenne, mais sont aussi à l'origine de toutes les révolutions. » Il convient de mettre l'accent sur le sens particulier de « la corruption » dans les pays arabes du sud de la Méditerranée qui porte des significations différentes de celles de la corruption dans les démocraties constitutionnelles. **La lutte contre la corruption équivaut à un changement de régime dans les pays** arabes, tandis qu'elle implique une lutte contre les corrompus qui violent les règlements du système et de la loi dans les démocraties constitutionnelles où règne le principe de la primauté de la loi. **Cette différenciation provient de la dissemblance de l'État et du régime dans ces pays où l'État est devenu un butin de guerre (néopatrimonial). Cela signifie que la corruption y est une spécificité structurelle et organique et non un fait passager ou une dérogation à ses règles et lois. Ainsi l'éradication de la corruption dans ces pays est plus directement liée à la démocratisation. Ce qui n'est pas le cas dans les pays de la rive nord de la Méditerranée. Ces derniers proposent, au contraire, des moyens traditionnels (comme la création d'organismes indépendants anticorruption) pour combattre la corruption. Cependant, ces organismes s'avèrent impuissants face à ce phénomène puisqu'ils ne prennent pas en considération la différence qualitative au niveau de sa nature et de ses manifestations entre les deux rives de la Méditerranée. Par ailleurs, le concept même de l'existence d'organismes réellement indépendants du pouvoir et du gouverneur n'existe pas dans ces pays.**

De liberté et de tolérance... entre autres

La démocratisation dans les pays du sud de la Méditerranée engendre nécessairement un changement aux niveaux sociétal et culturel et ne se limite pas uniquement au changement du régime politique. Dans les traditions historiques des courants politiques qui ont exercé une grande influence après l'indépendance de ces pays, le libéralisme politique et socioculturel était faible et assiégé, accusé d'occidentalisation, de lien avec le colonialisme et d'éloignement de la justice sociale et des intérêts du peuple. Ce phénomène s'est manifesté par un nombre de caractéristiques, dont les plus importantes sont :

- **l'absence du pluralisme politique** et de systèmes politiques et électoraux qui permettent une alternance réelle et pacifique du pouvoir ;
- **le déclin de la composante culturelle** pendant l'édification de l'État national au profit de composantes idéologiques nationales, sociales et religieuses, en comparaison avec l'époque de la Renaissance (par exemple, le déclin de toute l'idée de réforme religieuse, de la pensée des Lumières et de l'égalité des sexes hors du cadre idéologique, etc.) ;
- **La dominance des idéologies collectives qui réduisent l'importance de l'individu et des libertés individuelles.** L'individu n'est pris en compte que dans le cadre de son appartenance à un certain groupe qui le domine, et où l'individualisme et les libertés individuelles sont considérés comme une sorte de déformation occidentale. Ainsi, l'émancipation serait plus importante que la liberté, et les libertés publiques plus importantes que les libertés individuelles.

L'échec du mouvement de réforme religieuse en faveur de la subordination des institutions religieuses au pouvoir politique a ouvert la voie à la résurgence des perceptions conservatrices et dogmatiques de la religion. Par ailleurs, la marginalisation du libéralisme (politique et social) et la primauté du groupe sur l'individu ont favorisé l'émergence, au sein de la société, de pratiques et d'une culture non démocratiques, ce qui a eu une incidence négative sur la mise en place d'une culture alternative. Les débats sur les réseaux sociaux en témoignent, notamment ceux qui ont trait aux valeurs de liberté, de tolérance, d'extrémisme, de terrorisme et autres principes liés à la dimension culturelle de la transformation démocratique.

Un post publié en 2017 (toujours des exemples de la page AJ+) sur le déclin du niveau de liberté dans les pays arabes, n'obtient que 35 interactions même si la vidéo a été vue par 1 500 personnes. La réaction typique était dans ce cas – comme celle de **Rachid** d'Algérie – de se méfier de la source puisque, dit-il, « Freedom House est une organisation sioniste par excellence ». Bien que les classements de Freedom House et d'une grande partie des rapports mondiaux comprennent des biais implicites ou explicites réels qui peuvent être critiqués scientifiquement (généralement eurocentriques), **l'opposition à laquelle on assiste ici n'est pas d'ordre scientifique, mais plutôt idéologique** en premier lieu. Un autre type de rejet se base également sur des motifs religieux.

Cette conduite culturelle d'exclusion se manifeste, à son paroxysme, par des commentaires extrémistes qui éliminent tout signe de tolérance et de solidarité avec les autres, surtout lorsque nous les classons dans la catégorie de « l'autre » différent pour une raison ou une autre. Parmi les exemples de ce genre, on peut citer quelques discussions et prises de position dans un article qui évoque l'attaque menée contre le professeur français qui discutait avec ses étudiants des limites de la liberté d'expression, en montrant les caricatures bien connues du prophète Mohammed. Quelqu'un l'a alors poursuivi et égorgé dans la rue. De nombreux commentaires ont interprété l'attaque comme étant orchestrée (la théorie du complot) afin de légitimer une nouvelle campagne contre les musulmans résidant en France, et dont les prémices apparaissent dans la déclaration du

président français. Il y attaque l'islam (selon l'avis des blogueurs) immédiatement avant l'incident. **Selon cette logique, l'affaire tourne au conflit fondamental, étant donné que la France est un pays laïc qui traite les musulmans avec un sentiment de haine qui remonte à l'époque des Croisés. Il s'agit ici des armées européennes du Moyen Âge qui s'appelaient les Croisés (en raison de la croix) et que les Arabes de cette époque appelaient les Francs, c'est-à-dire qu'ils ne les reconnaissaient pas sur le plan religieux, mais plutôt comme des envahisseurs venus d'un autre continent**⁴⁸.

Toutefois, ces idées extrémistes ont déclenché des répliques directes sur la même page (encore une fois, notons que ce débat n'est pas un choc des civilisations, mais plutôt un conflit au sein d'un même pays et d'une même société) qui, à leur tour, n'étaient pas sans violence contre ce qu'elles considéraient comme une justification du crime et une culture de haine et d'extrémisme. **Bon nombre des répliques utilisaient le même argument religieux. Mortada** d'Irak écrit : « Tous les commentaires des musulmans ne contiennent aucune condamnation de l'acte terroriste, au contraire, ils jouent la victime même s'ils commettent des actes terroristes !!!! »

5 - La problématique de la mondialisation et de la culture de consommation

Introduction

Il semblerait, en consultant les parties précédentes, que les sociétés arabes et leurs jeunes adoptent toujours la culture des époques antérieures plutôt que celle du monde contemporain et de la mondialisation. Or, ceci n'est pas vrai pour deux raisons : **la première est que les éléments culturels hérités** des époques précédentes – qui sont toujours très présents et efficaces de nos jours –, remplissent des fonctions actuelles, notamment politiques, liées au renouvellement du pouvoir et de sa légitimité. Autrement dit, ce sont des éléments culturels hérités dans un format contemporain et qui remplissent des fonctions actuelles. **La deuxième raison** est que ce n'est qu'un seul élément d'un tout, même si nous y accordons nous-mêmes une très grande importance. En effet, il existe également un autre aspect largement répandu qui ressemble, dans son contenu et ses outils, à **la culture de mondialisation de la consommation**, suivant son chemin, utilisant ses outils, consommant ses produits et imitant ses méthodes et son discours.

Il existe également d'autres « cultures et discours », plus proches **des valeurs de modernité classique, de citoyenneté et de droits de l'homme**. Quant aux parties qui suivent, elles présentent ce que l'on peut considérer comme une « culture de mondialisation de la consommation dans les pays arabes du sud de la Méditerranée », en analysant le contenu des publications des utilisateurs de l'application Instagram dans la région représentée par trois pays : la Tunisie, l'Algérie et la Palestine.

Une sous-culture dans une sous-culture

L'espace virtuel constitue un terrain propice à l'apparition d'une « culture virtuelle » qui a ses propres caractéristiques. Nous en avons évoqué certaines, comme le regroupement selon des tendances similaires, l'extrémisme dans l'expression de l'opinion, les propos

⁴⁸ - Voir, par exemple, le roman d'Amin Maalouf, *Les croisades vues par les Arabes*.

violents, etc. Même au sein de l'espace virtuel, on retrouve plus d'une ramification de la tendance culturelle. L'un des exemples est **l'application Instagram qui représente un espace virtuel ayant sa propre culture la plus liée à la culture de consommation et à la forme actuelle de la mondialisation**. Cette culture s'impose au détriment d'une discrimination explicite selon les autres identités. Cela favorise une plus grande similarité entre ses utilisateurs, plus que d'autres applications (Facebook, par exemple), où la diversité, et même les opinions contradictions sont plus importantes. Nous pouvons le constater dans les échanges de commentaires négatifs entre les adeptes de Facebook et ceux d'Instagram.

Instagram présente une image de la société et de la jeunesse différente de l'image du fanatique religieux, de celui qui s'identifie au groupe et aux traditions et n'apprécie pas son importance en tant qu'individu, ou encore de celui qui privilégie son appartenance citoyenne et son efficacité sociale et politique. Avec Instagram, nous sommes au cœur d'une culture de consommation mondialisée, qui fait partie des composantes de la véritable image des sociétés du sud de la Méditerranée et de leurs cultures.

En parlant de militants sur Instagram, on évoque souvent les « créateurs de contenu » ou « influenceurs » qui sont répartis en plusieurs catégories, dont les artistes, les journalistes et certaines personnalités « publiques » souvent jeunes⁴⁹. Parmi eux, il y a aussi un certain nombre de jeunes « ordinaires » qui deviennent des stars. Les spécialistes de marketing font appel à leurs services pour commercialiser leurs produits, en raison de leur grand nombre d'abonnés.

Instagram en Palestine

En 2016, Instagram devient le deuxième réseau social le plus important en Palestine, avec une prédominance féminine de 60 %. Les pages les plus consultées⁵⁰ ont un aspect marketing et divertissant, en plus du côté storytelling.

Haya et Maram, qui ont une page commune, @two_sisters_tube sont les filles les plus suivies en Palestine (la page a atteint un million de vues en septembre 2020)⁵¹. Elles sont célèbres pour des vidéos sur leur propre chaîne YouTube où elles se lancent des défis (jeux, repas, étude, changement de chambre à faible coût, etc.) Leur page Instagram est un album photo de « deux stars » voilées, à la pointe de la mode. Chacune de leurs photos peut obtenir 100 000 likes, sans parler des compliments.

De même, la page **d'Asmaa Al-Ayoubi**⁵², une jeune femme de 21 ans originaire de Gaza, se limite à ses photos personnelles sous forme de « défilé » avec quelques vidéos dans lesquelles elle partage, par exemple, une journée entière avec ses fans dans un « village » où elle se promène parmi les pâturages comme si elle était dans un clip vidéo. Elle obtient près de 16 000 likes. Presque toutes les photos mettent en évidence la « star » qu'Asmaa

⁴⁹ - StepFeed, "Some of the Most Successful Arab Social Media Trailblazers," juin 2017. <https://stepfeed.com/our-list-of-top-20-arab-social-media-stars-9463>

⁵⁰ - Le choix des pages n'a pas tenu compte des artistes et autres personnes très célèbres.

⁵¹ - Publication Instagram, Two Sisters Tube: https://www.instagram.com/two_sisters_tube/

⁵² - Publication Instagram, Asma Al Ayoubi, <https://www.instagram.com/asma.alayoubi/>

veut être. Mais elle publie aussi quelques vidéos « sociales » (sur les enfants atteints d'autisme par exemple) ou « patriotiques » (une vidéo sur Ahed Tamimi, une militante palestinienne qui se bat contre l'occupation des territoires palestiniens), ainsi qu'une vidéo sur la violence contre la femme. Celle-ci a généré des commentaires sarcastiques de la part des hommes abonnés à sa page, ce qui met une fois de plus en valeur cette question extrêmement sensible qu'est l'égalité entre les sexes.

Côté hommes, **Mahmoud al-Issawi** est un Palestinien de 19 ans. C'est un jeune mannequin qui vit à l'étranger et qui est suivi par plus d'1,8 million de personnes, dont la plupart sont originaires de son pays. Il est spécialisé dans le storytelling, ainsi que les images et vidéos qui reflètent la réalité des foyers arabes.

La culture de consommation mondialisée est très répandue en Palestine, comme le montre le grand nombre d'abonnés aux pages individuelles sur Instagram. Aussi, le fait que **les instagrameuses soient voilées n'a pas empêché l'appartenance à cette culture de consommation mais, au contraire, coexiste naturellement avec elle. Les explications unilatérales sur le port du voile comme une expression culturelle conforme à un mode de vie sont simplistes.**

De plus, cela se passe en Palestine, un pays qui vit sous occupation et où des affrontements ont constamment lieu avec un ennemi extérieur. Dans **cet espace virtuel, la cause nationale et la lutte contre les forces de l'occupation n'occupent que très peu de place**. Même les causes culturelles et sociales sérieuses (selon la classification en vigueur) n'y occupent pas une place importante⁵⁴.

Instagram en Algérie

La page Instagram @rifka.bjm⁵⁵ de **Farouk**, un jeune Algérien de 21 ans, compte 2,6 millions d'abonnés. Il y partage des photos de lui seul ou avec sa famille mais aussi des vidéos comiques et publicitaires ou d'autres de ses voyages. Sur sa page, on trouve également une vidéo de sensibilisation à la pandémie de Covid-19 intitulée « Restez chez vous ». Elle a été vue par un million de personnes environ. D'autres vidéos drôles sur le confinement ont été vues par des milliers de personnes, ainsi qu'une vidéo TikTok. Farouk a une chaîne YouTube et est souvent appelé à animer des soirées où il se transforme en une véritable bête de scène.

Marwa, 22 ans, se décrit sur sa page Instagram comme étant une « étudiante et influenceuse⁵⁶ » et a 2,3 millions d'abonnés. Cette Algérienne, qui vit en France, figure parmi les 25 personnes les plus suivies sur Instagram en Algérie (dans une liste qui comprend des

⁵⁴ - Les événements nationaux ne sont pas absents de l'espace virtuel en Palestine, en particulier pendant les périodes de conflit intense. Au contraire, toutes les plateformes électroniques (Facebook, Twitter, Instagram, Tik Tok, etc.) sont utilisées pour prendre position ou publier du contenu ou des informations sur les violations, l'injustice et les victimes par les jeunes en Palestine et partout dans le monde. Nous en avons surtout été témoins lors des affrontements de mai 2021 qui ont commencé dans le quartier d'Al-Jarrah à Jérusalem et se sont transformés en protestation à l'échelle de la Palestine, puis en une guerre militaire contre Gaza. Cependant, les chapitres de cette étude mettent en lumière un aspect négligé en lien avec les différentes composantes et tendances culturelles en Palestine et dans d'autres pays. Ils indiquent également la forte présence de la consommation mondialisée qui coexiste et interagit avec le reste des composantes et avec les événements.

⁵⁵ - Publication Instagram, Rifka Bim, <https://www.instagram.com/rifka.bjm/>

⁵⁶ - Publication Instagram, The Doll Beauty, <https://www.instagram.com/thedollbeauty/>

artistes, des athlètes et des journalistes). Son domaine d'intérêt est la mode et le maquillage, mais elle partage avec ses abonnés bien d'autres détails, comme l'aménagement de sa maison, des recettes culinaires, ses voyages en Algérie dans les moindres détails, même la « toilette de mariage d'une cousine », les vêtements traditionnels, les cérémonies de mariage. Elle publie également tout sur les lieux où elle se rend comme les restaurants, les pique-niques entre amis, les sorties à la plage et même des moments spontanés sans maquillage. Elle profite également de sa page pour faire la publicité de sa chaîne YouTube. Comme dans le cas de la Palestine, des millions de personnes suivent des comptes individuels en Algérie. Il s'agit du pays qui a été témoin du plus grand nombre de commentaires extrémistes sur les questions de religion, d'égalité des sexes, de terrorisme, etc. dans les parties précédentes qui ont abordé ces concepts et valeurs sur Facebook. La propagation de la pensée fanatique extrémiste sur la page AJ+ a particulièrement retenu notre attention. C'est une vraie source d'inquiétude, compte tenu de la diffusion de telles idées au sein de la société. Cependant, ce que nous voyons sur Instagram – dans l'exemple de l'Algérie, c'est-à-dire au sein d'un même pays – c'est que **deux comptes individuels d'un jeune homme et d'une jeune femme d'Algérie abordant des sujets légers, divertissants, sociopublics et de marketing attirent environ cinq millions de personnes. C'est donc la moitié des abonnés à la page AJ+** (sachant que certains artistes célèbres ont plus d'abonnés, comme la page de Mohammed Assaf en Palestine, qui compte quatre millions d'abonnés, et Soolking en Algérie, un rappeur et danseur qui a plus de six millions d'abonnés sur Instagram). **Cela devrait nous inciter à remettre en cause le stéréotype qui suppose que la pensée fanatique dans ses diverses manifestations reflète vraiment les sociétés arabes et leur culture.**

Instagram en Tunisie

La renommée de **Rabii** de Tunisie a atteint d'autres régions du monde grâce à sa page Instagram⁵⁷, en particulier dans les médias. Cependant, sa page n'est suivie que par 200 000 abonnés environ (à titre de comparaison, la page de **Beki** de Tunisie qu'on mentionnera plus tard est suivie par un 1,4 million d'abonnés). Grand voyageur, il documente sur sa page des récits vivants et des informations sur chaque endroit en Tunisie en particulier, en plus de ses voyages dans d'autres pays. Ses récits ont attiré les chaînes françaises et certaines n'ont pas hésité à publier des documentaires sur sa page. Une chaîne l'a même surnommé « Star des explorateurs influents en Méditerranée ». Il voudrait que « les autres voient le vrai visage de la Tunisie, le pays que je connais ». Il y a donc une sorte d'échange entre Instagram et les médias traditionnels, notamment les chaînes de télévision. Instagram a ouvert la voie à certains de ses utilisateurs pour travailler avec des producteurs de séries télévisées.

Balkis ou Beki⁵⁸, est une jeune fille de 21 ans qui a réussi, en trois ans, à rassembler plus d'1,4 million d'abonnés. Elle s'est lancée sur YouTube en 2016, en publiant la vidéo d'une étudiante critiquant le système éducatif notamment l'emploi du temps chargé des étudiants épuisés et la souffrance des enseignants qui croient, chacun, que leur matière

57 - Publication Instagram, The Dreamer Wild and Free, <https://www.instagram.com/thedreamerwildandfree/>

58 - Publication Instagram, Beki Ksri, https://instagram.com/beki_ksri?utm_medium=copy_link

est la plus importante. **Balkis a abandonné ses études pour se lancer dans un domaine que sa famille ne pouvait ni comprendre ni approuver.** Elle a transformé son monde virtuel en une profession que les « autres » ne reconnaissent pas, puisqu'il n'y a pas de loi qui la régleme, et que ce n'est pas un travail traditionnel. Elle considère qu'il y a une grande contradiction puisqu'ils sont abonnés à son compte, mais ne reconnaissent pas son travail. Pour elle, c'est un vrai travail fatigant avec beaucoup de temps à consacrer à l'interaction, aux mails et aux appels téléphoniques, en plus de rédiger des textes, de les produire et de les publier.

Notons ici que les « outils de travail » sur Instagram peuvent parfois nécessiter **l'adoption d'un nom d'emprunt différent du vrai nom du propriétaire de la page**, qui est une abréviation, un diminutif ou une variante facile à utiliser dans des langues autres que l'arabe (comme le surnom Faf de Farah El Kadhi, ou Beki au lieu de Balkis), même si beaucoup d'autres, hommes et femmes, conservent leurs vrais noms.

Chaima Mansour⁵⁹ est une jeune fille de 26 ans originaire d'un quartier populaire. Elle a réussi à avoir 300 000 abonnés en deux ans. Sa page Instagram reflète sa réalité et, après cinq mois de diffusion quotidienne en direct jusqu'à l'aube, le nombre de ses abonnés a augmenté. Chaima propose des conseils esthétiques à « prix bas », en se basant sur des ingrédients naturels qu'on retrouve dans toutes les maisons. Son objectif est de véhiculer le message suivant : « Vous pouvez vous faire belle toute seule. » Même lorsqu'elle **a signé des contrats avec des marques de soins de la peau**, elle a continué à offrir une solution de rechange « maison » aux personnes qui ont des moyens limités. Il est à noter **que Chaima élargit le champ d'intérêt pour la beauté et les cosmétiques aux cercles populaires d'un point de vue culturel qui considère que la beauté doit être accessible à tous** (avec une certaine image de ce qui est considéré comme beau). Cependant, les **chefs d'entreprise intelligents ne ratent jamais une occasion pour profiter de la dimension commerciale et consommatrice. Ainsi, certaines marques de soins de la peau l'ont contactée pour promouvoir leurs produits.** Bienvenue dans le monde des affaires !

Instagram en bref

Les exemples/preuves présentés précédemment montrent qu'Instagram est une sous-culture au sein de la culture des médias sociaux. En comparaison avec Facebook, par exemple, le réseau semble être plus attrayant pour les jeunes que pour les plus âgés, ainsi que pour les jeunes femmes et les adolescentes plutôt que les jeunes hommes et les adolescents. Il est également dépourvu des sujets sérieux ou controversés qui provoquent la déception et porte l'attention des utilisateurs sur le domaine individuel privé et les détails de la vie quotidienne ordinaire. **C'est une application qui s'adresse principalement au consommateur individuel, plutôt qu'au citoyen.**

59 - Publication Instagram, Chaima Mansour, <https://www.instagram.com/chaima.mansour11/>

Voici les principales conclusions que nous pouvons tirer à ce sujet :

1. Instagram est un espace promotionnel, d'abord pour soi, et ensuite pour les abonnés. Il les transforme en un produit soumis à l'offre et à la demande à des fins multiples, notamment de rentabilité. Publier tout sur sa vie, dans les moindres détails, en particulier les situations positives, vise à atteindre un autre objectif ou un ensemble d'objectifs psychologiques et rentables.
2. Le monde « réel » ne peut pas être projeté sur le virtuel. Ce qui compte dans le monde réel n'intéresse pas nécessairement les utilisateurs d'Instagram. C'est comme si nous étions en face d'un monde réel et d'un autre parallèle – un monde de jeunes qui peut être parfois le seul que les utilisateurs accros au réseau social connaissent.
3. L'interférence est visible entre le monde virtuel et le monde réel et se concrétise notamment dans deux cas : le premier est la transformation des chambres des filles, en particulier, en un monde qui convient aux exigences de la photographie et de l'interaction. Le second est dans la quête de chaque personne ayant un point d'appui dans le monde réel de se tourner vers le monde virtuel : peinture, sport, moments ordinaires de méditation, partage de certains moments avec des amis (souvent dans un endroit tranquille loin du bruit), espaces verts, parcs publics. Certains sont également passés du monde virtuel au monde réel pour réaliser des activités qui touchent un public plus large, comme des discussions avec des jeunes ou l'animation de soirées.
4. La présence de la « star » dans les photos et vidéos est d'une grande importance pour interagir avec lui/ elle, que ce soit au moyen de likes ou de commentaires.
5. Instagram est devenu un marché de commerce et de marketing virtuel et réel au vrai sens du terme. Il s'adresse en particulier aux jeunes qui interagissent et réagissent à ses mesures d'incitation et à son marketing.
6. Instagram – en tant qu'outil promotionnel et de consommation – éloigne certaines habitudes et pratiques de leur fonction première, comme l'importance du sport pour la santé et l'équilibre psychologique et physique. Le sport devient alors indispensable pour une autre raison, l'apparence physique (look) qui est au cœur de la culture globalisée de consommation. Cette dernière est entièrement liée à la consommation de certains produits comme les vêtements, les chaussures, les régimes, les produits alimentaires et, éventuellement certains médicaments aussi.

Conclusions générales du chapitre

Comme précédemment évoqué, ce chapitre adopte l'approche thématique en traitant la culture et les valeurs en lien avec la transition vers la démocratie, la citoyenneté et les droits de l'homme. La recherche et l'analyse ont inclus les espaces réel et virtuel à la fois, avec les distinctions entre eux et au sein de chaque espace.

Dans ce qui suit, nous ne citerons que quelques-unes des conclusions que nous pouvons tirer de ce chapitre :

1 - Il faut **éviter la généralisation et ne pas se contenter d'une seule source – aussi importante soit-elle – pour évaluer la situation culturelle et son rapport à la transformation démocratique.** Cela donnerait une image plus vivante et objective de la réalité culturelle.

2 - On constate qu'il existe **un décalage quant à l'image qui domine la scène culturelle générale selon les différentes sources.** L'observation scientifique et l'analyse du discours des révolutions arabes, entre autres faits (comme l'immigration par exemple), donnent une image plus positive et suggèrent (selon le rapport) que le choix spontané des personnes à l'abri de l'oppression et de la pression – lorsqu'elles ont rempli les rues en grand nombre – est clairement orienté vers les principes civiques, la citoyenneté, les droits et la dignité, plus que ce que les études de terrain et les sondages d'opinion montrent. Ces derniers mettent en évidence une diversité plus équilibrée au niveau des opinions. Celle-ci est différente de l'analyse du contenu des réseaux sociaux, où les attitudes extrêmes prévalent.

3 - L'étude des **réseaux sociaux** est certes très complexe et, par conséquent, il faut faire preuve d'extrême prudence pour ne pas généraliser l'image qu'ils véhiculent et sa projection dans la réalité. Cependant, on constate que, malgré l'intolérance qui apparaît, notamment l'opposition exagérée à la démocratisation et à l'égalité des sexes dans la religion, il existe un certain équilibre entre ces tendances et la tendance à la consommation globalisée que montre l'étude d'Instagram. Cela signifie que **l'image stéréotypée de la grande hégémonie de la culture conservatrice et traditionnelle dans l'espace virtuel ne reflète pas la réalité, en raison de la forte présence de la culture de consommation mondialisée.**

4 - **L'espace virtuel est un espace culturel pour les jeunes par excellence.** Il doit faire l'objet d'une attention particulière et d'une étude critique et scientifique, loin du marketing et de la publicité. C'est un produit et un promoteur de la culture au sens plus large adopté par le rapport. Il laisse également place à des sous-cultures secondaires et génère des dynamiques qui aident à concevoir des idées et à les pousser à leurs limites au sein de groupes similaires (une sorte de comportement grégaire).

5 - On constate un niveau considérable **d'incohérence dans le système de valeurs et d'idées adopté par les différents groupes.** Cependant, il existe **une plus grande cohérence parmi les adeptes des idéologies religieuses,** du moins en termes de comportement et pour ce qui a trait à quelques questions bien précises. En effet, la religion est considérée comme une sorte de philosophie populaire qui peut combler toute lacune en matière de connaissances et fournir une réponse toute prête à chaque question posée (bien

qu'irréaliste et non scientifique). Il y a aussi **une certaine cohérence dans le contexte de la « culture de consommation » qui s'appuie sur l'individualisme et les stéréotypes fortement mondialisés** loin des grands enjeux (suivre la mode par exemple, consommer des produits de base ou la culture elle-même).

6 - Les courants que l'on peut classer dans la catégorie des tendances civiques, de la citoyenneté, des droits de l'homme et du développement n'apparaissent pas comme des groupes organisés et fortement actifs dans l'espace virtuel et celui des études. Cependant, on constate qu'ils sont les plus forts et les plus répandus lorsqu'il est question de libération spontanée des restrictions et de la coercition et lorsqu'on assiste à une présence massive dans les rues. Il semble qu'avec la fin des soulèvements populaires et le passage de l'action spontanée à l'action par les institutions (y compris les élections), l'influence de ces idées s'est estompée au profit d'autres modèles. Nous n'avons pas de réponse concluante à ce phénomène qui nécessite néanmoins une réflexion et une recherche approfondie. **L'analyse ne devrait pas se limiter à l'utilisation des concepts de démocraties représentative et participative, alors que les révolutions du Printemps arabe semblent se rapprocher d'une sorte de démocratie directe.** Cette théorie fera ultérieurement l'objet de vérification et d'étude.



Chapitre 4 : Analyse des études de cas (approche spatiale)

Ce chapitre adopte l'approche « spatiale » de l'analyse, et comprend deux études de cas : la première concerne la vieille ville de Casablanca au Maroc et la seconde se rapporte à la ville de Tripoli, au Liban. Les deux études comprennent une présentation du contexte national et de la principale problématique qu'elle aborde. Dans le cas du Maroc, l'étude se concentre sur le développement de la vieille ville, son patrimoine matériel et immatériel, ainsi que les politiques publiques face à ces problèmes. Dans le cas de Tripoli, elle se concentre plutôt sur les problèmes de l'identité et de l'image stéréotypée de la ville comme fief de l'extrémisme religieux. Elle montre par ailleurs la vitalité culturelle qui va à l'encontre de cette image.

Étude de cas sur la vieille ville de Casablanca : patrimoine culturel et transformation sociétale du Maroc

Contexte national : étapes influentes

Les militants pour les droits civiques et culturels au Maroc établissent un lien étroit entre les évolutions dans ces domaines et leurs expressions, travaux et activités d'une part, et le cours du développement général au sein du pays de l'autre. Selon eux, le Maroc a connu trois développements récents importants sur le plan de la transition démocratique et des nouvelles formes connexes de travail culturel et d'activités civiques. Ces trois développements sont les suivants :

1. L'arrivée au pouvoir du roi Mohammed VI en 1999 et l'entrée du pays dans ce qu'on appelle « la nouvelle ère ».
2. Les attentats terroristes qui ont eu lieu à Casablanca le 16 mai 2003. Ils constituent une récession importante au niveau de la transition démocratique et des droits de l'homme au Maroc (et dans le monde), en raison de vives inquiétudes en lien avec l'essor des organisations islamiques politiques radicales et violentes, suivie du renforcement et de la primauté des tendances sécuritaires.
3. Le Mouvement du 20 février qui a coïncidé avec le lancement de la première vague de révolutions du Printemps arabe. Ce mouvement a généré une réponse immédiate pour répondre aux revendications du peuple marocain, en particulier la décision de modifier la constitution.

Ces développements ont engendré de nouvelles possibilités de transition démocratique mais aussi des dangers.

Contexte culturel diversifié

Au Maroc, il existe une attraction relativement forte entre les différentes tendances culturelles, en raison des caractéristiques historiques et démographiques du pays, de sa situation géographique et des évolutions aux niveaux politique et social :

- 1. Le Maroc est un pays ayant une composition démographique diverse.** Les composantes arabe et amazighe qui coexistent sont accompagnées d'un multilinguisme. Le pays combine également l'appartenance arabe (Ligue arabe) à l'appartenance africaine. Il y a un mélange naturel entre les différentes composantes de l'identité marocaine, en particulier après la reconnaissance officielle des droits culturels de la composante amazighe et l'officialisation de la langue amazighe.
- 2. La proximité géographique du Maroc avec l'Europe** et leurs relations lors du colonialisme, du protectorat et de l'ère qui a suivi, y compris la langue française largement répandue au sein des administrations publiques et parmi les habitants, font que le pays est influencé par la culture européenne. C'est le cas dans ses manifestations modernes (nous entendons par là les valeurs essentielles défendues par les Lumières, la citoyenneté, la démocratie et les droits de l'homme, etc.) et des manifestations mondialisées actuellement dominantes – choix économiques, culture du marché, consommation et avantages individuels. L'histoire des relations coloniales et de protectorat antérieur demeure aussi un héritage sous-jacent qui peut être exploité politiquement et culturellement par certaines parties.
- 3.** Le Maroc remonte également à des temps immémoriaux. Le pays se caractérise par une diversité culturelle très riche. Cette composante culturelle traditionnelle a instauré un patrimoine, un mode de vie et des codes de conduite au sein de très larges tranches de la population, notamment dans les quartiers ruraux et populaires, y compris ce que la religion représente dans ses manifestations institutionnelles, populaires et politiques émergentes. On peut ici distinguer de **multiples modèles de religiosité** auxquels sont associés des comportements différents.
 - a. D'une part,** le roi est aussi « L'Émir des croyants » et dirige l'institution religieuse officielle coexistant avec le régime. Celle-ci se caractérise par « la modération et la tolérance » selon le classement dominant.
 - b. D'autre part,** toutes les variantes de la religiosité populaire traditionnelle, en particulier dans les zones rurales, où l'on retrouve les zaouïas, les communautés soufies et les awliya, entre autres manifestations de la religion populaire dans des croyances et pratiques qui se mêlent aux traditions et aux coutumes.
 - c. En troisième lieu,** il y a des courants de l'islam politique (le modèle des Frères musulmans) comme le « Parti de la justice et du développement » et son idéologie, qui

combinent des idées et des comportements conservateurs dans le but de sensibiliser le public au moyen de rituels et d'interprétations de la religion sur certaines questions (l'égalité des sexes et les libertés personnelles), avec le fait d'être un parti politique représenté dans les institutions constitutionnelles (parlement et gouvernement) et ce que cela implique de pragmatisme politique et de discours modéré.

d. De l'autre côté, il y a aussi des groupes encore plus extrémistes au caractère djihadiste violent qui, bien qu'assiégés après les attentats terroristes de 2003, existent toujours en tant que culture et idéologie et réapparaissent de temps en temps à travers de petits groupes organisés ou des individus, influencés par ces tendances violentes et qui viennent parfois de l'étranger.

La vieille ville de Casablanca : données historiques

La vieille ville joue un rôle symbolique important puisqu'elle représente un aspect important de l'identité, de l'histoire et du patrimoine urbain, culturel et social de la ville. On s'intéresse à la façon dont on en tient compte, ainsi qu'aux transformations qui affectent son emplacement au sein du tissu urbain et sa relation avec la l'ère moderne. Ces éléments dévoilent des aspects significatifs de l'interaction gouvernementale et populaire avec la culture. En effet, la vieille ville est l'incarnation vivante de la culture historique et de ses transformations à la lumière des changements contemporains et du passage hors des murs des villes anciennes (souvent entourées de clôtures et avec des portails pour assurer l'entrée et la sortie) vers l'espace des villes modernes et mondialisées.

Urbanisation et population

En vous promenant dans la vieille ville de Casablanca, vous avez l'impression d'entrer dans un quartier populaire, avec ses ruelles étroites, ses boutiques encombrées, ses vieux bâtiments et maisons non rénovés, ses encadrements de portes en pierre arquée et ses fenêtres étroites. La plupart de ces bâtiments remontent au XIXe et au début du XXe siècle, et permettent donc une lecture historique importante de l'architecture suivant laquelle ils ont été conçus. Celle-ci reflète non seulement les caractéristiques de l'architecture marocaine mais aussi une architecture hybride et pragmatique. Elle est associée à la période coloniale et aux circonstances de son émergence. Elle se manifeste par la nécessité de se conformer à l'aspect commercial de la région à cette époque, qui a attiré de nouveaux résidents marocains et étrangers. La construction de maisons sans planification préalable pour les accueillir s'était alors imposée.

En 2020, « la vieille ville » comptait plus de 170 000 habitants et environ 31 % des ménages vivent dans des logements composés d'une seule pièce, sans toilettes ou avec des toilettes en commun. La population de la « vieille ville », qui est analphabète, représente 25 %, tandis que seulement 5 % ont fait des études supérieures⁶⁰. Ces données expliquent la vulnérabilité des habitants des quartiers de la vieille ville. La plupart de ses jeunes

⁶⁰ - Le taux d'analphabétisme atteint 14 % chez les hommes et 30 % chez les femmes, ce qui constitue un taux élevé dans la plus grande ville du Maroc, qui est à la fois la capitale économique du Royaume et une ville mondiale. (Statistiques officielles du Haut-Commissariat pour la planification sur la vieille ville – données fournies par le Recensement général de la population et de l'habitat en 2014).

exercent des activités saisonnières ou associées à l'espace de la région – un marché dans lequel une variété de métiers se rencontrent. Les jeunes vendent des légumes, des fruits, des produits traditionnels ou certains produits locaux, comme les portefeuilles et les sacs à main, etc., ou importés comme les lunettes et les équipements pour téléphones portables... entre autres activités dans les ruelles et les places de la « vieille ville », dont la plupart sont marginales et non structurées.

Intérêt pour le patrimoine : quelle tendance ?

La vieille ville était autrefois une ville à part entière avec les caractéristiques de l'époque qui l'a vue naître. Aujourd'hui, c'est l'un des quartiers de Casablanca dont la taille a doublé. La conception de la vieille ville, sa fonction et sa valeur ont changé suivant deux grandes phases : **une première** caractérisée par l'optimisation d'une certaine compréhension de la modernité et du modernisme. Elle se distingue également par une baisse d'intérêt pour la valeur culturelle et patrimoniale, ainsi que le rôle économique de la vieille ville, en particulier avec l'expansion du commerce et des activités économiques modernes, surtout celles des services et de l'industrie, par opposition à l'artisanat et aux activités traditionnelles qui symbolisaient la vieille ville. À l'époque, **l'intérêt pour la vieille ville a diminué**, ses infrastructures et sa qualité de vie se sont détériorées, ses caractéristiques urbaines ont été négligées ou détruites et remplacées pour servir de nouvelles activités commerciales et économiques.

La deuxième phase est marquée par un regain d'intérêt pour la vieille ville pour deux raisons principales. La première est d'éviter l'instabilité sociale et politique résultant de la dégradation des conditions de vie, de la marginalisation et des inégalités aiguës au sein de la ville (Casablanca) et d'appliquer les tendances sociales des politiques officielles dans la lutte contre la pauvreté, les bidonvilles, les logements inadéquats, etc. **La deuxième raison est la redécouverte de l'importance du patrimoine et de la culture en tant qu'activité économique et élément d'attraction touristique très intéressant**, étant donné que les anciennes villes de toutes les régions du Maroc sont des destinations touristiques très importantes, renforçant l'intérêt pour ces espaces et leur remise en état afin qu'ils puissent remplir leur nouveau rôle.

Au cours de la période de déclin, les infrastructures de la vieille ville ont été gravement endommagées. Les cinémas « L'Impérial » et « La Médina » sont tombés en ruine – un exemple marquant de négligence et de destruction des monuments culturels. Cet incident a entraîné un mouvement de protestation en raison de la valeur urbaine patrimoniale de ces salles qui ont ouvert leurs portes au début du XXe siècle. Une décision⁶¹ a donc été prise en 2014 pour classer un certain nombre de salles de cinéma au Maroc sur la liste des monuments historiques à préserver et leur apporter même un soutien financier afin de garantir leur survie sur la scène culturelle et artistique.

Cette décision a également été prise après qu'un certain nombre de cinémas ont été transformés en logements, remplissant les poches des investisseurs immobiliers comme le

⁶¹- La décision a été rendue le 1er mai 2014, dans le numéro 6252 du Journal officiel.

cinéma « Al-Chaab » à proximité de la vieille ville et le cinéma « Al-Bahiya ». Le cinéma « Al-Shawia » est devenu une série de magasins, alors que le cinéma « Zahra » s'est transformé en une société d'organisation de fêtes et le cinéma « Al-Bayda » en entrepôt, tandis que d'autres salles ont fermé leurs portes.

Le théâtre municipal, l'un des monuments historiques et culturels les plus importants, a également été détruit en 1984. Il se trouve à cinq minutes seulement de la vieille ville et a été inauguré en 1920. Il avait ses propres caractéristiques architecturales et a contribué au rayonnement culturel du pays. Il a permis aux citoyens marocains de se familiariser avec la culture de modernisation que le monde arabe connaissait à l'époque, sans toutefois négliger la culture traditionnelle qui prévalait au Maroc. Celle-ci se manifestait dans l'art, la chanson et la halka⁶², la forme la plus ancienne de théâtre populaire au Maroc qui s'adapte aux espaces publics.

Non loin de la vieille ville, au cœur de Casablanca, un théâtre aux caractéristiques modernes, est aujourd'hui construit⁶³ sur la place Mohammed V. On l'appelle le grand théâtre de Casablanca. Il comprend deux grandes salles d'exposition et une autre pour la musique contemporaine, ainsi que de petites salles de formation, des salles de réunions, des espaces commerciaux (deux cafés, un restaurant haut de gamme, une boutique qui vend des bibelots et des objets d'art), un pavillon pour les artistes et les techniciens (espaces techniques, entrepôt) et un parking. Mais la question est de savoir si le revenu quotidien de la population marocaine en général lui permet d'aller au théâtre et au cinéma dans une ambiance familiale et festive, comme c'était le cas dans les années 1970 et 1980. Ou bien sommes-nous en train de créer des espaces qui reflètent des comportements ostentatoires et une tendance vers une culture de consommation et du tape-à-l'œil ?

Recréer la vieille ville : mieux vaut tard que jamais ?

L'évolution économique et sociale au cours des dernières décennies a entraîné une transformation urbaine et démographique majeure dans la vieille ville de Casablanca. Une grande partie de sa population autochtone est partie et a été remplacée par une population déplacée des provinces à la recherche d'emploi, ou d'activités dans le secteur commercial, artisanal ou des services, ce qui a contribué à l'expansion des constructions aléatoires sans conception technique, sans compter le piètre état de ces bâtiments.

En 2011, un « immense » chantier, portant le nom de « Projet royal de réhabilitation de la vieille ville⁶⁴ », a été lancé dans le but d'assurer une meilleure intégration de cette zone dans son environnement urbain et de lui redonner sa propre valeur patrimoniale et historique. Ce projet a été conçu après plusieurs appels du tissu associatif. Il comporte un certain nombre de points positifs quant à l'importance de sa stratégie et aussi en tant que projet

⁶² - La halka est un art marocain ancien. C'est une forme de théâtre folklorique qui rassemble des experts dans l'art de la narration, des impressions et de l'ironie. Il se tient dans les espaces publics de certaines villes anciennes.

⁶³ - Les travaux de construction du grand théâtre de Casablanca ont commencé en 2014 mais la pandémie de Covid-19 a empêché son inauguration

⁶⁴ - Projet De Réhabilitation De L'ancienne Medina, p.2

qui cible aussi bien les bâtiments que les habitants. En effet, il préserve les immeubles en termes de patrimoine historique et urbain et, en même temps, cible les secteurs de la santé, de l'éducation et de la culture, ainsi que les conditions de vie de la population.

Quelles sont les répercussions de ces initiatives sur la population et les jeunes ?

Les changements au niveau des caractéristiques du port de Casablanca et l'ouverture de la halle aux poissons à Sidi Othmane, à environ quinze kilomètres, a mis fin à certaines des activités que les jeunes exerçaient. Aujourd'hui, les jeunes – hommes et femmes – s'engagent dans des activités qui génèrent des revenus, comme la vente de vêtements et de légumes. Ils deviennent également guides touristiques sans permis, ce qui les pousse à apprendre certaines langues de manière autonome pour pouvoir échanger avec les touristes. Pour lutter contre la pauvreté et avec le soutien d'associations actives dans le domaine social, certaines femmes ont transformé leurs maisons en ateliers de fabrication de confiseries marocaines ou de vêtements traditionnels pour les vendre à des commerçants. Ces activités ont servi de source de revenus et d'emploi. Cependant, la déportation des habitants de la vieille ville, dont les maisons sont menacées d'effondrement, les pousse à se sentir exclus, marginalisés et aliénés. Ces personnes déportées ou menacées d'expulsion considèrent qu'il est injuste et frustrant qu'elles soient délocalisées des quartiers du centre-ville vers des quartiers marginaux environnants, dépourvus de toutes installations et où les infrastructures sont largement endommagées. Ceci réduit encore plus les possibilités d'emploi, augmente le chômage et entrave la circulation des personnes travaillant dans le centre-ville en raison des grands embouteillages.

Retour au contexte général

Une partie de l'intérêt émergent pour le patrimoine et la culture matérielle et immatérielle ne reflète pas nécessairement une valorisation de la culture elle-même, ni son rôle dans l'évolution et le développement économique et social, mais traduit peut-être essentiellement l'intérêt commercial et économique de la culture et du patrimoine pour l'investissement, l'attraction des touristes et les ressources financières. L'importance du rôle transformateur de la culture s'estompe au profit d'autres fonctions, souvent économiques et commerciales, et parfois politiques et sociales, au service de la stabilité des modèles de relations existants. Cet intérêt ne se limite pas uniquement aux gouvernements nationaux. La participation de donateurs, d'entreprises mondiales et d'ONG internationales à l'investissement culturel interfère souvent avec cette tendance ou, du moins, coexiste avec elle. Face à cela, il existe des phénomènes de contestation, dont certains sont directement politiques (par exemple le Mouvement du 20 février), et d'autres sous la forme d'expressions culturelles populaires ou catégorielles répandues avec des implications politiques, sociales ou culturelles qui s'opposent aux restrictions ou aux politiques d'assimilation et d'endiguement adoptées par les autorités pour faire du mouvement culturel une partie du paysage dominant et non un mouvement pour le changer radicalement.

Transformations de la culture

Anas (militant associatif) évoque les transformations de la culture et des activités culturelles au cours des deux dernières décennies. Au théâtre, par exemple, il y a eu, à partir des années 1960 et 1970 un mouvement qui reflétait un dynamisme culturel émanant des universités, des instituts de théâtre et de leurs diplômés. Les équipes professionnelles et amatrices étaient nombreuses et issues du cœur même de la société, produisant des textes théâtraux marocains et d'autres traduits, accompagnés d'un mouvement actif de ciné-clubs. Cependant, ce mouvement culturel qui jouit d'une certaine marge d'indépendance est en déclin depuis le début des années 1990.

Naïma (comédienne de théâtre) affirme que l'activité théâtrale existe encore aujourd'hui, y compris celle liée à la société civile et aux associations. Celle-ci soulève également des enjeux civils humains et culturels. Toutefois, il existe des différences significatives par rapport à la situation précédente, puisqu'un certain nombre de représentations théâtrales sont liées désormais à des projets et des programmes, dont la plupart sont financés par des organisations et instituts étrangers – français, allemands, espagnols, entre autres. Le financement, gouvernemental ou étranger, est devenu une condition indispensable à l'activité culturelle théâtrale en particulier, compte tenu des budgets plus élevés qu'elle nécessite en comparaison avec d'autres activités. **Naïma** voit que le climat culturel général a changé aujourd'hui, que de nouveaux acteurs sont entrés en scène et qu'il existe différents critères pour évaluer le succès et l'efficacité, étant donné que les réseaux sociaux et Internet y jouent un rôle de plus en plus important. Les répercussions sont une absence de professionnalisme et le non-respect des normes professionnelles, ainsi qu'une polarisation accrue au détriment de la rencontre dans les espaces communs intermédiaires, à laquelle les réseaux sociaux contribuent fortement, entre autres facteurs, y compris les programmes scolaires et les transformations politiques.

Stratégie d'assimilation

Les transitions politiques après l'an 2000 ont englobé des expressions culturelles « rebelles » (au sens culturel), les ont institutionnalisées et leur ont attribué une place au gouvernement. La politique d'assimilation a été adoptée comme tendance majeure plutôt que la confrontation directe et l'interdiction.

'Boulevard, un festival d'art de rue destiné aux jeunes en particulier, est l'une des manifestations civiques modernes les plus importantes au Maroc. La première édition de ce festival a pris place en 1999 sur le site des anciens abattoirs de Casablanca. C'est une sorte de compétition qui rassemble des groupes musicaux de différents genres et des graffeurs. Elle s'est développée au fil du temps grâce à ses nombreuses éditions (la dernière remonte à 2017) pour devenir un événement national et international avec différents genres de musique (rap, gnaoua, techno, rock, etc.) et des activités diverses, y compris des kiosques pour exposer la production artisanale et la nourriture, en plus des graffitis mentionnés plus haut. Le festival, qui dispose d'un parrainage officiel, a été transformé en

un festival semi-officiel, à l'image d'autres festivals comme le **festival Mawazine à Rabat, le Festival des musiques sacrées du monde à Fès, le Festival gnaoua et musiques du monde d'Essaouira, ainsi que les festivals de Marrakech et de Tanger**. Ces festivals comprennent la musique, le cinéma, le théâtre, etc. Cette diffusion généralisée de ce type d'activité à travers le Maroc est officiellement parrainée par les autorités centrales ou locales, ainsi que des personnalités publiques et politiques de premier plan occupant des postes importants au sein de l'administration.



Figure 9

L'activité artistique libre a culminé en 2011, entre le Mouvement du 20 février et la formation du nouveau gouvernement, après la modification de la constitution en septembre, avec l'arrivée au pouvoir du Parti islamiste de la justice et du développement à la suite des élections, dit **Anas**. Au cours de ces mois de transition, libérés de toute restriction, il y a eu une sorte d'explosion spontanée de toutes sortes d'activités culturelles et créatives dans les rues et les espaces publics : des groupes ont organisé des spectacles et des œuvres d'art, certains ont organisé des ateliers de poésie et des activités théâtrales. Cette période a connu une période d'activité sans précédent sur les réseaux sociaux, ainsi que des initiatives de toutes sortes au Maroc (comme dans divers pays arabes lors des révolutions du « Printemps arabe » dans ses première et deuxième vagues). Ce type d'initiatives était plus présent dans les villes, mais les villages ont également eu leur lot d'activités et certaines ont même pris une forme spéciale dans les zones qui comptent une majorité amazighe.

Ce mouvement a été maîtrisé après la formation du gouvernement, avec un recours aux interdictions directes. Certains blogueurs et journalistes ont été victimes de harcèlement, d'autres ont été poursuivis en justice et d'autres encore ont été contraints de quitter le Maroc. Des associations jugées « culturellement » extrémistes ont également

été dissoutes comme le groupe (Racine) en 2018. Ses activités ont été interdites puisqu'il traite de sujets sensibles considérés tabous, à la fois sur les plans culturel et politique. Il convient de mentionner que l'association culturelle est restreinte et menait principalement ses discussions dans des cercles clos ou semi-clos.

Culture des marges

Cependant, l'expression artistique des rêves et des attitudes se fraye toujours un chemin de manière inattendue. Les quartiers, ainsi que les groupes populaires et marginalisés ne font pas exception à la règle. Cette fois, les stades sportifs ont joué le rôle d'incubateur et de catalyseur pour d'autres formes d'expression artistique à travers les chansons des fans des équipes de football populaires. Ce phénomène s'est répété dans plus d'un pays d'Afrique du Nord : en Tunisie (où les critiques publiques du président Ben Ali s'élevaient des gradins), en Égypte (où les ultras – organisations de supporters de football – avaient une présence active au sein du mouvement de rue), tout comme en Algérie, etc. Au Maroc, les supporters d'un certain nombre d'équipes sportives

entonnaient des chansons qui représentaient une expression culturelle de l'opposition à la situation. La plus importante et la plus répandue est le chant de l'équipe « al-Raja' al-Baidawi » (de Casablanca), intitulé « Opprimé dans mon pays », qui proteste contre la détérioration de la situation générale au Maroc. Cette chanson a fait le tour du Maroc, mais a également résonné à l'extérieur du pays, puisqu'il s'agit d'une expression culturelle populaire commune à plusieurs pays.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer ?

Dans les décennies qui ont précédé la nouvelle ère (1999), **les militants civils et culturels n'ont pas dissimulé la nature politique et transformationnelle de leur mouvement et de leurs activités dans deux directions complémentaires : la démocratie (au niveau politique) et les valeurs de la modernité (aux niveaux culturel et social)**. La fonction transformatrice était la plus importante et la plus évidente dans le mouvement de la pensée, de la philosophie, de l'écriture, du théâtre, de la musique et des arts... les activités n'ont pas été limitées par les travaux des organisations non gouvernementales ou des associations du modèle actuel et n'ont d'ailleurs pas été financées par des donateurs. La génération de militants chevronnés, qui compare la situation antérieure à la situation actuelle, estime que les frontières entre le mouvement culturel et l'autorité qui étaient

Premier et deuxième couplets du chant « Opprimé dans mon pays »

Opprimé dans mon pays, ouh, ouh, ouh, ouh
À qui puis-je me plaindre, ouh, ouh, ouh, ouh
Ô Dieu, c'est à toi que je m'adresse, ouh, ouh, ouh, ouh
Toi seul me connais, ouh, ouh, ouh, ouh.

Dans ce pays, on vit dans un nuage d'ombre,
On ne demande que la paix,
Aide-nous, mon Dieu,
Ils nous ont drogués avec le kif de Ketama,
Ils nous ont laissés comme des orphelins,
À attendre le jour du jugement dernier.

Vous avez détruit les talents,
Comment voulez-vous qu'ils brillent ?
Vous avez volé les richesses de notre pays,
Les avez partagées avec des étrangers,
Vous avez détruit toute une génération...

auparavant claires sont désormais ambiguës et se chevauchent ; de plus, on assiste à un changement significatif au niveau des méthodes de travail des acteurs et dans les manifestations et expressions du mouvement culturel.

Trois faits nouveaux ont vu le jour :

- 1. La forte présence des autorités publiques dans les domaines de l'action civile et culturelle, en plus de l'intégration d'une partie de cette action et de ses acteurs influents.**
- 2. La forte présence des acteurs internationaux et des institutions qu'ils représentent, en particulier les institutions culturelles ou les ONG internationales.**
- 3. Avec la confusion des relations et des positions entre les mouvements civils et les autorités gouvernementales (centrales ou locales) d'un côté, et avec les donateurs de l'autre, l'importance de la confrontation culturelle au sein de la société elle-même entre la tendance vers la modernité et les tendances conservatrices dans le domaine social et culturel** (l'égalité des sexes, les libertés individuelles, la modernité et ses exigences, l'État civil dans son sens moderne, etc.) a remplacé la division politique entre la société civile et l'autorité, qui était plus prononcée dans l'ère précédente.
- 4. Le rapprochement croissant du « projet », des financements et des partenariats avec des acteurs gouvernementaux et extérieurs, en contrepartie de l'émergence de phénomènes culturels atypiques, que ce soit sur les réseaux sociaux, dans les stades sportifs ou dans les quartiers populaires, ce qui donne lieu à une sorte de culture des marginalisés face à la culture.**
- 5. Du côté de la réappropriation du rôle transformateur de la culture, le mouvement populaire (Mouvement du 20 février au Maroc) constitue une situation culturelle atypique** dans deux perspectives : il s'agit en premier lieu d'un mouvement qui a directement exposé les valeurs de la modernité, de la transformation démocratique, de la citoyenneté et des droits de l'homme ; et en second lieu, le mouvement lui-même a été un espace révélateur d'activités culturelles et créatives innovantes et populaires, allant des graffitis aux chansons en passant par les formes de sensibilisation et d'interaction communautaire dans les rues et les places vers une transformation démocratique et une culture des droits dépourvue de toute ambiguïté.

Étude de cas : Tripoli (Liban)

Problématique de l'identité et de l'extrémisme : la culture face aux stéréotypes

Cette étude de cas se rapporte à la ville de Tripoli au Liban, qui a été spécifiquement choisie en raison de son image au Liban (et à l'étranger) comme un environnement propice au terrorisme. À une certaine époque, on la qualifiait même de « Kandahar » du Liban ; c'est aussi une ville pauvre et marginalisée. Cela pose des problèmes complexes de nature sociale et culturelle, tant au sujet de l'identité de la ville que de sa vraie image, conforme ou contraire aux stéréotypes largement répandus. Lors de la révolution du 17 octobre, Tripoli a également été surnommée la « fiancée de la révolution », véhiculant ainsi une image qui va à l'encontre du précédent stéréotype (Kandahar), ce qui donne à réfléchir.

Contexte général au Liban

Un aspect important des problèmes politiques et culturels de Tripoli puise son origine dans le cours historique de la formation du Liban et de son régime politique.

La formule du système politique libanais était basée sur le fédéralisme des familles politiques à influence locale, appartenant aux différentes communautés libanaises. Le système adoptait la formule confessionnelle pour fonder les institutions de l'État. **Le modèle intellectuel traditionnellement dominant, tant dans les sphères politiques que socioculturelles était la « coexistence intercommunautaire ».** Mais cela n'a pas empêché **le progrès de la modernité et de ses valeurs au sein de la société et des institutions mais aussi au niveau du discours politique.** Cela s'explique en partie par le fait que le Liban est un pays touristique ouvert et que son économie libérale joue un rôle clé dans la médiation, le commerce et les banques, ce qui impose nécessairement une certaine similitude culturelle avec les économies des pays de l'Occident.

Le début de la guerre civile le 13 avril 1975 montre que le système politique (celui de 1943), ainsi que le rôle économique régional du Liban dans sa forme traditionnelle, avait atteint sa limite historique, ce qui nécessite une transition vers une formule plus avancée. Avec la fin de la guerre en 1990 (et l'accord de Taëf), le Liban est entré dans une nouvelle phase, marquée par une tutelle syrienne directe sur la vie politique au Liban. On assiste également au haririsme politique, avec l'arrivée au pouvoir de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri qui a présidé la plupart des gouvernements successifs (entre 1993 et 2005 – date de son assassinat). Ce projet portait principalement une dimension économique et une nouvelle vision non conventionnelle basée sur la culture d'entreprise. Elle va au-delà du sectarisme traditionnel d'un point de vue économique (sans entrer en conflit avec le régime sectaire existant) et renforce les liens entre l'économie du Liban et l'économie mondialisée au moyen de nouvelles approches, différentes de celles d'avant 1975.

Cette ère a pris fin en 2005 avec l'assassinat de Rafic Hariri. D'autres assassinats ont suivi, devenant **un moyen d'adaptation politique et sociétale, répandant une culture de peur et de silence et imposant les pratiques policières et sécuritaires de l'État au détriment de la démocratie, de la citoyenneté et de la liberté.** Au cours des quinze dernières années de l'histoire du Liban, la formule traditionnelle et sa culture n'ont pas été remplacées par une formule de réforme qui consiste à instaurer les valeurs de la démocratie et de la citoyenneté, mais plutôt par une culture et des pratiques de sécurité largement inclusives, accompagnées de crises politiques, institutionnelles et économiques successives, aggravées par la guerre syrienne aux frontières du Liban et par ses répercussions politiques et économiques. **La situation a dégénéré en une crise politique, financière, économique, sociale et culturelle sans précédent dans l'histoire du Liban, avec la révolution du 17 octobre 2019. Aujourd'hui encore, le Liban en subit les graves répercussions.**

Eventually, a political, financial, economic, social, and cultural crisis erupted with the October 17, 2019 revolution. Lebanon is still going through the developments of this unprecedented phase of its history.

La lutte pour l'identité de Tripoli

La lutte pour l'identité de Tripoli ne s'est pas déroulée à l'intérieur des murs de la ville. Il s'agit plutôt d'un conflit global, mené le plus souvent de l'extérieur, afin d'imposer aux personnes originaires de la ville et à celles qui y résident une image stéréotypée généralisée. Plusieurs mécanismes ont été adoptés et différents facteurs y ont contribué par étapes :

- Premièrement, on cite **la marginalisation et le déclin des indicateurs de développement.**
- Deuxièmement, il était question **de neutralisation relative de la ville au cours de la guerre et du conflit politique national en raison de sa déconnexion précoce (et du nord en général) de la division résultant de « la guerre des deux ans ».** Au lieu de contribuer à la croissance économique et au développement de la ville, cette neutralisation **s'est avérée plutôt un facteur de marginalisation supplémentaire de toute la région nord et non seulement de Tripoli, surtout après l'accord de Taëf.**
- Troisièmement, cette neutralisation politique et géographique relative de Tripoli par rapport à la capitale du Liban et aux sphères de prise de décision et d'influence concentrées entre Beyrouth et le sud a conduit à une exploitation extrémiste de la ville **comme terrain de conflits latéraux libanais et régionaux avec moins de risques de nuire au régime et de le paralyser. Dans ce contexte, le Mouvement d'unification islamique a pris le contrôle de Tripoli pendant près de deux ans, entre 1983 et 1985, y établissant la « première république islamique » au Liban dans une tentative de changer complètement l'identité de la ville et sa culture.**

- Quatrièmement, **les changements qui ont pris place après 2005** (date de l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri) **n'ont pas conduit à une modification significative du statut de Tripoli**. La capitale du nord demeure en marge des projets mis en œuvre par les acteurs politiques influents et rien de plus qu'un public de soutien. Par ailleurs, la ville de Tripoli est restée le théâtre de troubles sécuritaires à caractère politique.
- Cinquièmement, **lorsque la guerre a éclaté en Syrie**, un climat général de solidarité politique et populaire avec le peuple syrien et ses différentes oppositions régnait à Tripoli. Ceci **a créé un environnement favorable à certaines organisations islamiques pour reprendre fortement leurs activités sous prétexte de solidarité avec le peuple syrien**.
- Sixièmement, **la marginalisation évidente au niveau de l'économie et du développement de la ville a également persisté**, la transformant en l'une des zones les plus pauvres du Liban (outre le Akkar et Dennyeh), bien qu'elle soit une grande ville. **L'image de Tripoli comme ville pauvre, marginalisée et négligée devient alors un élément essentiel pour façonner l'image entière de la ville aux yeux de ses habitants, ce qui a renforcé le discours de victimisation au sein de sa population**.

Stéréotypes : entre passé et présent

L'image de Tripoli a oscillé entre une trilogie négative :

1. L'image de la **ville marginale relativement isolée du Liban** comme si elle était plus proche de Damas ou d'Istanbul que de Beyrouth ;
2. L'image kandaharienne d'une ville où **l'environnement est favorable aux groupes terroristes extrémistes** liés à des organisations similaires en Syrie ;
3. L'image de **la ville pauvre et opprimée** qui mérite la compassion.

Le discours stéréotypé a donc créé une image de Tripoli caractérisée par une trilogie : une ville isolée de son environnement intégral (le Liban), une ville à caractère religieux islamiste et une ville pauvre. La neutralisation de ce stéréotype révèle une vie sociale et une dynamique culturelle très diversifiée qui a précédé la révolution du 17 octobre et la transformation de Tripoli en « fiancée de la révolution ».

Pendant des décennies, cette ville du nord a connu un mouvement culturel exceptionnel au niveau de la publication de journaux (par exemple, Al-Bayan, Al-Inshaa', Al-Raqib et Attamaddon) grâce à des efforts locaux. Ses centres culturels, ses salons du livre annuels, ainsi que ses activités culturelles et artistiques, avant, pendant et après la guerre civile de 1975, avec un changement d'acteurs et d'institutions, ont également joué un rôle important. Cependant, les affrontements entre Jabal Mohsen et Bab al-Tabbaneh (au début des années 1980, puis entre 2007 et 2014) ont eu des répercussions graves sur la vie politique et culturelle, en plus du détournement de fonds et de certains projets internationaux inadaptés à la protection du patrimoine culturel.

L'une des plus grandes pertes est sans doute la fermeture des salles de cinéma à la place du Tall et le long du boulevard qui sépare la vieille ville des quartiers plus modernes. La fermeture des cinémas avait commencé plus tôt dans les quartiers pauvres, avant de se généraliser dans les années 1980, en raison des troubles sécuritaires auxquels la ville faisait face. Les salles Colorado, Rivoli, Palace, Opéra, Empire, Métropole, Capitole et Schéhérazade ont fermé leurs portes et leurs entrées ont été bloquées par des murailles, ainsi que le cinéma Victoria, parmi d'autres, à El Mina. Le bâtiment du cinéma Rivoli a ensuite été démoli, malgré les protestations puisqu'il s'agit d'un monument historique, ainsi que le bâtiment historique du théâtre Inga pour des raisons commerciales. (Une comparaison peut être établie avec la vieille ville de Casablanca).

Certains clubs et centres culturels ont maintenu une activité plus ou moins durable tout au long de cette période, avec l'arrivée de nouveaux acteurs qui ont adopté des règles plus modernes comme le **palais Nawfal** (centre culturel appartenant à la municipalité de Tripoli). Situé en face de l'horloge historique de la place du Tall, il date de 140 ans, mais souffre, depuis des années, d'une extrême négligence. C'était dans le passé un lieu où se déroulaient des séminaires, des conférences, des ateliers de formation et des spectacles de théâtre éducatifs et musicaux. Il comprenait aussi une bibliothèque publique fréquentée par les étudiants. **L'Association culturelle** (pour les diplômés de la Faculté d'éducation et d'enseignement islamiques, fondée à l'époque de l'indépendance en 1943), est aussi l'un des centres les plus importants qui ont forgé l'histoire culturelle de Tripoli. Cette association continue d'organiser le salon du livre annuel. D'autres institutions culturelles jouent un rôle primordial comme **le Club des universitaires, le Conseil culturel du Nord-Liban**, ainsi que des associations de femmes, de jeunes et de spécialistes de l'écologie, des salles de cinéma, un club de musique classique, des activités culturelles qui ont lieu dans tous les établissements d'enseignement, ainsi que des troupes de théâtre.

Avec la vague récente de **travaux culturels soutenus par des partis politiques**, qui bénéficient également d'un soutien international, **le Centre culturel Safadi** a été créé, alors que le bâtiment de l'École archéologique arménienne **a été converti en Beit el-Fenn (la maison d'art)** puis en un centre culturel à **El Mina**. Ces institutions actives appartiennent à des dirigeants politiques originaires de Tripoli (Mohammed Safadi et Najib Mikati) et fonctionnent selon des règles différentes du modèle de travail culturel traditionnel que la ville a connu par le passé.

D'autre part, l'intérêt culturel de la ville est en grande partie lié à son **patrimoine architectural historique et aux anciens souks qui continuent d'être un centre commercial majeur**. La vieille ville comprend également des dizaines de mosquées et d'églises historiques appartenant à des époques différentes – antiques et modernes – et se trouvant à proximité les unes des autres, dans les anciens quartiers populaires et dans les quartiers plus modernes. **La vieille ville (la citadelle de Tripoli, Burj El Sebaa à El Mina, les restaurants, les tavernes, les hammams, les vieux quartiers et l'artisanat qui s'y trouve – fabrication de savon, industrie du cuivre, poterie à El Mina, etc.) a fait l'objet d'un projet de revitalisation**

du patrimoine culturel de Tripoli, qui a été largement financé par la Banque mondiale. Ce projet a suscité une grande controverse entre partisans et des opposants, mettant en lumière de graves lacunes y compris son côté irréaliste (qui comprend par exemple la construction d'un préau au-dessus du fleuve



Figure 11

d'Abou Ali afin de relier les deux rives du fleuve et d'y établir des zones d'interaction – ce qui n'a pas eu lieu). **Ce projet, qui n'avait pas tenu compte de la nécessité d'établir des liens entre la culture et la vie des gens, ainsi que leurs moyens de subsistance, plutôt que de se contenter de rénover des bâtiments, n'a finalement pas atteint les objectifs souhaités.**

Tripoli, la « fiancée de la révolution »

Il est évident que la révolution d'octobre constitue un tournant majeur dans la conscience collective des Libanais. Tripoli ne fait pas exception à la règle mais **sa nouvelle image – celle de la « fiancée de la révolution » – était dominée dans une certaine mesure par le stéréotype précédent, qui s'est avéré largement imposé.** Ce qui semblait être une ville culturellement et civilement stagnante, était plutôt une ville de très grande vitalité culturelle, civique et communautaire que la révolution du 17 octobre a mis en valeur, peaufiné et développé, et non créé à partir du néant.

D'abord, les expressions artistiques

L'image de la ville extrémiste se reflète en premier lieu dans l'interdiction des différents arts et productions artistiques. Mais la ville a connu des formes modernes d'expression artistique qui vont au-delà des formes traditionnelles d'activités culturelles.

1. Chorale al-Fayha

« La chorale al-Fayha » est une chorale mondiale qui a changé la vie de dizaines de jeunes de Tripoli et brossé une image de la ville complètement différente de celle extrémiste et fermée. Fondée en 2003 par **Maestro Barkev Taslakian** (un Arménien du Liban, originaire de la ville de Anjar, qui s'est installé à Tripoli), la chorale adopte le style a capella qui consiste à chanter sans aucun accompagnement musical. Deux ans après sa fondation, la troupe a pu remporter le deuxième prix au Festival de Pologne en 2005 puis deux prix d'un coup en 2007, en plus d'autres prix grâce auxquels la chorale a pu montrer une image exceptionnelle de Tripoli en tant que ville diversifiée grâce à sa civilisation, sa culture, son patrimoine et son ouverture au monde.

a chorale se compose d'environ quarante jeunes hommes et femmes de diverses affiliations régionales. Elle comprend également des Palestiniens résidant au Liban, en particulier dans les camps du nord adjacents à Tripoli et à Minieh, comme les camps de Beddawi et de Nahr al-Bared. À leur manière, ils chantent le patrimoine arabe, libanais, irakien, palestinien, syrien, égyptien et même arménien. Maestro Barkev affirme que la chorale al-Fayha est la seule au monde à chanter en arabe sans instrument de musique. « On nous a décrit, il y a environ sept ans en Allemagne, puis à Barcelone en 2014, comme une école de chorale régénératrice et innovante ». L'émergence de chorales de ce genre et d'un tel niveau international surtout à Tripoli n'est pas un fait ordinaire. La chorale a longtemps lutté pour imposer son indépendance vis-à-vis de toute exploitation commerciale et politique, et n'a pas toujours bénéficié du soutien requis, mais sa renommée mondiale a rendu impossible le fait de la marginaliser ou de l'ignorer. Elle inclut désormais quatre branches : la branche principale à Tripoli, une seconde au Chouf (Mont Liban), une troisième à Beyrouth et une dernière en Égypte.

La chorale a contribué à l'éveil de la jeunesse tripolitaine des deux sexes. Maestro Barkev raconte : « L'un des membres de la chorale, originaire de la région d'Abou Samra à Tripoli, était un extrémiste religieux avant de rejoindre la chorale. Une fois, il est venu par hasard aux répétitions. Je l'ai obligé à chanter malgré sa timidité et son rejet de l'idée. Il commence alors à découvrir son talent et s'éloigne petit à petit de son ancien environnement qui a semé en lui des idées extrémistes. Il est devenu musicien et chef de la chorale d'enfants. ». Et de poursuivre : « À Nahr al-Bared (un camp de réfugiés palestiniens près de Tripoli), j'avais un élève qui avait abandonné l'école. J'ai accepté de lui apprendre la musique à condition qu'il poursuive ses études. Il est devenu ingénieur et musicien, et a réussi ainsi à fuir l'avenir sombre qui s'offrait à lui. »

Mohammed Mawas, 35 ans, admet que la chorale a bouleversé sa vie depuis qu'il en a rejoint les rangs il y a environ 10 ans, époque à laquelle il n'avait aucune idée de ce que signifiait « une chorale ». « Avant d'entrer dans la chorale, raconte Mohammed, ma vie quotidienne à Tripoli consistait à aller dans un café, jouer aux cartes et fumer. Les idées extrémistes me traversaient l'esprit parce que c'était le sujet principal de conversation parmi les jeunes. Nous ne parlions que de football ou du conflit entre les sunnites, les alaouites et les chiites. Lors des affrontements entre Jabal Mohsen et Bab al-Tabbaneh, j'ai appris aux jeunes à porter des armes et je me vantais même de mes connaissances en arts martiaux. Je suis très fier de partager mon expérience. Ma vie a radicalement changé. J'aurais pu être un jeune chômeur ou un extrémiste. Mais je suis devenu un musicien qui enseigne la musique et répand une culture de paix, de coexistence et de diversité. Cette transformation n'a pas du tout été facile ».

Mohammed est aujourd'hui professeur de musique et possède un institut à Tripoli où il enseigne la musique aux enfants.

2- Le Festival du film de Tripoli : quand le cinéma change le cours d'une ville marginalisée

Depuis son lancement en 2014, avec la fin des combats de Jabal Mohsen et de Bab al-Tabbaneh et la mise en œuvre du plan de sécurité à Tripoli, le Festival du film de Tripoli occupe une place privilégiée et contribue de manière significative – à travers le cinéma – à briser la glace de l'isolement de la ville, qui était en proie à des événements violents, à la prolifération des armes et à l'insécurité.

Elias Khat, cinéaste de Tripoli, fondateur et directeur du Festival du film de Tripoli, souligne que ce festival a réussi à se forger, au cours de ses sept éditions annuelles, une renommée mondiale. Il a pu accueillir des cinéastes arabes et étrangers de premier plan. **Au niveau de la ville, le festival a pris place dans les quartiers populaires et marginalisés où les enfants vivent dans l'extrême pauvreté, lançant une nouvelle culture dans ces quartiers, à savoir l'organisation du « cinéma sur les escaliers »**, c'est-à-dire des spectacles en plein air, dans les escaliers intérieurs des quartiers de Jabal Mohsen, de Bab al-Tabbaneh et de Chaarani, où des films soigneusement sélectionnés pour leur lien avec les jeunes hommes et femmes de ces zones ont été projetés, rendant ainsi plus populaire la culture du cinéma dans ces quartiers. Khat affirme que l'interaction des jeunes de la région avec cet événement cinématographique a été exceptionnelle et surprenante pour les organisateurs eux-mêmes : « Certains jeunes se moquaient de nous ; ils considéraient ce que nous faisons comme complètement inutile, alors qu'ils étaient préoccupés par le port des armes. Mais, très vite, leurs yeux se sont rivés sur les spectacles, ils se sont assis là automatiquement, ont convié leurs amis, puis nous ont demandé quand nous reprendrions cette activité dans leurs régions, puisqu'ils n'étaient pas familiers avec le cinéma à l'origine. »

Comme dans le cas de la chorale al-Fayha, l'impact du festival du film a touché l'image publique de Tripoli et a eu un effet positif sur la vie des individus. La réalisatrice **Fatma Shehadeh**, 26 ans, est devenue célèbre grâce au Festival du film de Tripoli qui lui a ouvert ses portes. Son film de fin d'études, *Zikra*, a été projeté dans cinq festivals à travers le monde. Fatma était également membre de la chorale l-Fayha qui, selon elle, a changé sa vie et l'a rendue plus intéressée par l'art et à la créativité : elle a chanté dans la chorale pendant de nombreuses années et est devenue capable de diriger une troupe. Mais, pour elle, la musique est un passe-temps, une passion, alors que le cinéma est sa carrière. Pour Fatma, le festival est un projet précieux que Tripoli a bien mérité, en particulier dans les zones marginalisées qui attendent chaque année les projections de films. **« Chaque fois que nous allons dans les zones marginalisées de Tripoli pour projeter des films, je vois dans les yeux des jeunes de la région un drôle d'éclat, mélange de peur et de besoin de changement.** J'ai toujours l'impression que ces jeunes sont créatifs et talentueux, mais privés de toute possibilité. Ce qui me surprend toujours autant, c'est leur interaction avec les films denses. J'observe toujours leur réaction, m'inspirant d'eux, de leur vécu et de leurs histoires pour les projets de mes futurs films qui, je l'espère, pourront favoriser le changement dans notre ville. »

De nouvelles expressions artistiques

Le rap fait partie des phénomènes qui se sont propagés après le printemps arabe dans plus d'un pays, dont le Liban et sa capitale du Nord, Tripoli. Bien que le rap soit un art de rue originaire des quartiers noirs (afro-américains) des États-Unis en tant qu'expression de rébellion contre la réalité, tant au niveau de la forme que du contenu, il a trouvé écho chez les jeunes dans d'autres pays et contextes sociaux. On serait tenté de croire que les amateurs de ce type d'art sont issus des classes moyennes et mondialisées. Cependant, dans le cas du Liban, les personnes qui utilisent cette forme d'expression sont issues de régions et d'environnements marginalisés et pauvres, ce qui en fait une expression authentique ancrée dans la vie des jeunes de ces régions.

El-Rass (ou Mazen el-Sayed) est un rappeur de Tripoli, parmi les plus connus au Liban, avec **Nasser Dine al-Touffar**, de Baalbek-Hermel, une province rurale également marginalisée dans la Békaa. El-Rass aborde dans ses chansons des sujets controversés, par exemple sa chanson « Bilal⁶⁵ » traite du racisme, de la violence, de l'oppression, de la religion et de la dignité humaine. Il évoque aussi des problèmes importants au sein de notre société, comme la violence policière, la corruption et la ruse libanaise, qui permettent à l'élite influente « politiquement correcte » de traiter les autres avec condescendance et les dominer. « Vote pour el Beik dans les jungles de béton, les oasis des déserts ou les champs de coton », dit-il dans l'une de ses chansons.

El-Rass, tout comme d'autres rappeurs, faisait partie des figures phares de la révolution du 17 octobre dans diverses régions libanaises, où des milliers de personnes se rassemblaient dans les places pour les écouter.

À Tripoli, il y a également **un groupe de rap appelé Straight Outta Tripoli**. Il est composé de sept membres : trois de Jabal Mohsen et quatre de Bab al-Tabbaneh (les deux côtés de la ligne de démarcation dans les guerres de la ville). Ce groupe a participé au festival de March, rue de Syrie. Leurs chansons évoquent leurs chagrins d'amour et leurs souffrances surtout pendant la guerre. Ils ont même écrit une chanson qui lance des critiques acerbes aux services de sécurité libanais et dénonce l'injustice lors des arrestations. Un autre groupe de rap jouit d'une forte présence à Tripoli. **Il s'agit du groupe Ghoraba2 du Akkar**. Les chansons de ces groupes sont disponibles sur YouTube. Elles sont enregistrées par des professionnels ou en direct lors des manifestations, où l'on entend le public interagir fortement avec les paroles et le rythme.

Hormis le rap, on retrouve l'expression culturelle et artistique exprimée par **Buraq Sabah** (membre actif de l'association Arts croisés à Tripoli, dirigée par le militant Jean Hajjar) qui incarne le rôle du « **Hakawati** » (le conteur) pour transmettre des messages aux citoyens à travers la narration de contes patrimoniaux ou de nouveaux contes. L'association en

65- El Rass, Bilal [Vidéo], 27 mai 2020. (YouTube) <https://www.youtube.com/watch?v=UvFr-knFQZE>

question forme des jeunes à jouer le rôle de conteur afin de garder ce patrimoine vivant et de l'utiliser pour communiquer avec les habitants, notamment dans les quartiers populaires, en racontant des histoires dans les cafés et lieux de rassemblement populaires.

Ces formes artistiques très diverses et différentes coexistent et interagissent à Tripoli. Elles véhiculent des valeurs et remplissent des fonctions similaires malgré les différentes formes artistiques et expressives.

Presse électronique

Ces dernières années, les médias locaux non traditionnels ont joué un rôle de premier plan à Tripoli et dans ses environs. Ils ont par ailleurs eu une grande influence sur l'opinion publique.

A. Les médias des affrontements

Lors des affrontements entre Jabal Mohsen et Bab al-Tabbaneh (2007-2014), on a assisté à une bataille verbale sur les réseaux sociaux tout aussi violente que les combats sur le terrain. Ce langage a attisé le conflit au moyen de l'incitation ou de la publication de fausses informations.

Les groupes les plus importants qui ont joué un rôle dans les combats, via WhatsApp et Facebook, sont Tripoli 24, le réseau Tripoli Al-Fayha et la Voix libre de Tripoli. D'autre part, il y avait des pages qui provoquaient l'incitation sectaire, comme l'indiquent leurs noms : Tripoli Al-Cham (Damas) News Network, Tripoli la citadelle des Omeyyades et Tripoli-Cham-Califat sous la direction de personnes qui entretiennent des liens étroits avec Daech. Pendant les combats, WhatsApp a été l'une des applications les plus utilisées par les combattants de Jabal Mohsen et de Bab al-Tabbaneh. Les habitants étaient influencés par les vidéos qui y circulaient⁶⁶.

Ce rôle joué par les « médias locaux » s'est intensifié au fil des années dans les diverses régions du nord. En effet, les téléphones portables sont désormais à la portée de tous les habitants dans les zones marginalisées sur les lignes de démarcation. Ces moyens sont également un outil puissant entre les mains de l'autorité sécuritaire. Une grande partie des personnes arrêtées pour des accusations en lien avec le conflit local à Tripoli, ont été arrêtées pour avoir « communiqué » avec des organisations islamiques, tant au Liban qu'en Syrie. Les téléphones se transforment en « piège » de sécurité pour arrêter les personnes soupçonnées d'être impliquées dans les batailles ou ayant tendance à appartenir à des organisations islamistes.

B. Les médias de l'Intifada

On peut dire que la révolution du 17 octobre a permis aux réseaux sociaux de jouer un rôle dans la transformation de Tripoli et de ses environs. Elle passe d'une ville marginalisée et isolée à une ville qui retrouve son rôle de centre du soulèvement en attirant les révoltés

⁶⁶ - Un rapport détaillé de Nazir Reda sur le rôle joué par les réseaux sociaux lors des batailles de Tripoli peut être consulté dans le journal électronique Al-Modon, en date du 27 octobre 2014. <https://cutt.us/vu43z>

de tout le territoire libanais. Les équipes journalistiques deviennent une référence clé pour les citoyens qui veulent suivre l'actualité et accompagner le changement. « **Le rassemblement des pages de Tripoli et du Nord/Moubadiroune** » peut être considéré comme un modèle pour ces groupes. N'importe quelle personne qui passe par la place Al-Nour peut repérer les correspondants et photographes portant le même gilet⁶⁷.

Les initiatives se poursuivent dans la ville et prennent des formes plus solides. Internet et les réseaux sociaux sont utilisés par exemple pour organiser des sessions de dialogue sur des sujets locaux et nationaux, en particulier après que les tentes ont été enlevées de la place Al-Nour en raison de la pandémie de Covid-19. Ainsi, des discussions internationales ont été menées par l'Initiative Saha wa Masaha (place et espace) sur les plateformes Zoom et Facebook. De plus, le podcast Kabse⁶⁸, lancé début 2021, diffuse entretiens sur les enjeux en lien avec la ville de Tripoli et la crise libanaise. D'autres initiatives du genre sont toujours actives.

Ensuite, les lignes de démarcation

Les affrontements fréquents entre Jabal Mohsen, Bab al-Tabbaneh, Almankoubine et Al-Kobba ont marqué tous les aspects de la vie à Tripoli et dans tout le nord du Liban. Ils ont également servi de catalyseur pour de nombreuses initiatives qui ont choisi l'approche culturelle et civile pour faire face à cette division violente et aiguë au sein de la ville, en plus d'en surmonter les effets, notamment avec la fin des combats militaires et la mise en œuvre du plan de sécurité en 2014, qui a cédé la place au travail de terrain dans la région et auprès de sa jeunesse.

A. Pionniers du développement

The " Ruwwad Al Tanmeya" association is located on Syria Street on the front lines separating Jabal Mohsen and Bab al-Tabbaneh. The center has two entrances, one to the Jabal Mohsen side and the other to the Tabbaneh side. This is a practical arrangement imposed by the location of the association, allowing the youth there to return to the area in which they live without being exposed to danger in case clashes erupted and they were caught in the middle. Perhaps this description provides a preliminary idea of the nature of the work done by the association and the nature of issues and challenges they face and those the youth in the opposing neighborhoods face due to their involvement in violent political and sectarian confrontations, living a few meters away from the other side.

L'association œuvre à surmonter la marginalisation des jeunes (des deux sexes) au moyen de l'éducation, de programmes de formation bénévoles et d'un travail communautaire auprès de la population des quartiers concernés. L'association « Pionniers du développement » est un modèle d'engagement civique basé sur l'initiative citoyenne. Les jeunes qui bénéficient

⁶⁷ - Voir le reportage détaillé sur les médias alternatifs de la révolution à Tripoli et le rôle qu'ils ont joué pour briser le stéréotype de la ville : Bashir Mustafa, Les médias et les militants de Tripoli ont fait leur révolution : pas de lignes rouges ! Journal électronique Al-Modon, en date du 1er novembre 2019. <https://cutt.us/mXX7K>

⁶⁸ - Kabse est le premier podcast à Tripoli, préparé et présenté par la chercheuse et journaliste libanaise Jana Al-Dhaibi (28 ans) de Tripoli, avec l'aide et le financement du British Council. Ce podcast, diffusé sur YouTube et les réseaux sociaux, vise à créer un espace alternatif de discussion et de partage d'expériences et d'histoires afin de refléter une image différente de l'image stéréotypée de Tripoli. Par ailleurs, il vise à mettre en lumière – au moyen des médias numériques – les problèmes sociaux et culturels et à humaniser les sujets sensibles loin des discours de la haine et de la violence.

de bourses universitaires et professionnelles consacrent plusieurs heures par semaine au service communautaire afin de créer des espaces d'apprentissage sûrs pour les enfants et les jeunes, en plus de lancer des campagnes qui servent les intérêts de la société civile et contribuent au changement social.

Nadine Ali Deeb, chef de projet au sein de l'association, souligne que Bab al-Tabbaneh est une région plus fragile que Jabal Mohsen. Selon Deeb, « les jeunes de Bab al-Tabbaneh n'ont pas l'occasion de terminer leurs études, puisque la région est tout simplement dépourvue d'écoles de formation. La plupart des familles ne disposent nullement de ressources, de capitaux ou de biens hérités qui pourraient être investis dans l'éducation de leurs enfants. L'éducation à Bab al-Tabbaneh ressemble donc plus à un luxe et demeure hors de portée de la plupart de sa population ».

Le travail de l'association a eu des répercussions importantes sur la vie personnelle des jeunes, s'étendant parfois à leurs familles et leur entourage. Elle a permis d'instaurer une culture d'acceptation de « l'autre » et de promouvoir la réconciliation entre les jeunes des deux régions.

B. L'ONG March

L'organisation March a choisi une approche culturelle au travail pour la mise en œuvre d'objectifs similaires dans la même région. En 2016, elle lance, rue de Syrie, le projet « **Kahwetna** », un café d'art et de culture sur la ligne de démarcation. Il rassemble des jeunes –hommes et femmes – de Jabal Mohsen, de Bab al-Tabbaneh et de la zone Al-Qubba, qui est la plus touchée par le conflit local. Le café a été utilisée comme plateforme pour lancer des sessions de dialogue, des activités artistiques et théâtrales, ainsi que des rencontres ouvertes entre les jeunes et les activistes et artistes libanais connus.

Léa Baroudi, présidente de March, explique que « l'art a pu transformer l'hostilité en amitié entre les habitants des deux régions grâce à Kahwetna. Ils s'y sont d'abord réunis pour participer à l'écriture et à la présentation de la pièce *Amour et guerre sur le toit*, inspirée de leur vie (2015). Il convient de mentionner que la plupart des jeunes qui ont participé à la pièce avaient déjà pris part aux affrontements violents dans la ville. La pièce, qui raconte l'histoire d'amour entre Ali de Jabal Mohsen et Aïsha de Bab al-Tabbaneh (notons la dimension symbolique des noms et leur connotation sectaire), se solde par leur mort durant les combats. Elle est censée exprimer un choc de conscience pour mettre fin aux combats insensés ».

À la suite du succès de la pièce, le nombre de jeunes est passé de 16 à 35. March a eu l'idée de « Kahwetna » et du festival « Laisse libre cours à tes talents » (*Fajjir mawahbak*), afin de poursuivre le projet, de réunir les jeunes et de les former à la musique, au chant et à certains rôles dans les comédies de Georges Khabbaz (un artiste libanais bien connu) et d'autres artistes. Le festival s'est tenu rue de Syrie, sur la ligne de démarcation. Il a été suivi par un large public de Tripoli dans cette zone oubliée et sinistrée que seules les personnes qui y vivaient ou travaillaient avaient l'habitude de fréquenter.

Enfin, la naissance de la place du sit-in à Tripoli

Le mouvement de masse atteint son apogée à Tripoli le quatrième soir du soulèvement, le 20 octobre 2019. Plus de 100 000 manifestants se rassemblent dans la place Abdelhamid Karameh (place Al-Nour). C'est une scène historique, où seul le drapeau libanais flottait. Tous les yeux sont rivés sur la place Al-Nour. Dans cette place, où le mot « Allah » est gravé au centre avec le slogan « Tripoli, la citadelle des musulmans » en dessous, un DJ joue sa musique, on danse la dabké et les citoyens brandissent tous le slogan « je ne suis pas sunnite, druze, chiite, alaouite... je suis libanais⁶⁹. »

Caractéristiques distinctives

Trois points clés caractérisent la contribution de Tripoli à la révolution :

1. Tripoli a été la première ville à **retirer les images de ses dirigeants/chefs traditionnels, de ses députés et de ses ministres actuels et anciens sans exception, ce qui reflète une rupture, un rejet de la loyauté** que le peuple vouait à ces dirigeants. La ville s'est rebellée contre sa forme politique traditionnelle et a maintenu sa nouvelle image tout au long de la révolution comme un pas vers la citoyenneté directe et l'appartenance à l'État. **C'est un phénomène sans précédent à l'échelle du Liban pendant la révolution.**
2. La place du sit-in à Tripoli a su conserver **un élan populaire et une capacité de se renouveler au fil des semaines et des mois de manière continue, ce qui la distingue du reste des lieux de rassemblement et en fait l'une des places les plus célèbres de la révolution**, jusqu'à ce que la thawra s'essouffle à Tripoli et partout ailleurs au Liban, avec la pandémie de Covid-19, la situation politique complexe et la répression à laquelle la révolution a dû faire face.
3. Les jeunes hommes et femmes de Tripoli étaient **largement présents sur toutes les places de la révolution jusqu'à l'extrême sud. Par ailleurs, des manifestants d'autres régions du Liban étaient continuellement présents à la place du sit-in à Tripoli.** C'est un indicateur supplémentaire de l'appartenance de Tripoli au Liban, contrairement à l'idéologie de l'isolement et aux stéréotypes qui qualifient Tripoli de « ville extrémiste fermée ».

La place et les initiatives citoyennes

L'une des initiatives pionnières les plus importantes et les plus actives est celle de l'activiste **Obeida Tikriti** (29 ans) qui a installé une tente de dialogue adjacente à la place Al-Nour, nommée « place et espace ». Des débats y ont pris place de manière ininterrompue pendant des mois et sur une base quotidienne, de 17 heures à 22 heures. Des experts, des personnalités et des universitaires de différentes disciplines et régions y ont participé. « Avec place et espace, j'ai voulu promouvoir d'autres espaces en vue de remodeler le discours politique pour en produire un nouveau qui aiderait à renforcer la base populaire face au pouvoir », déclare Obeida. « Tripoli, en particulier, connaît une véritable crise avec

⁶⁹ - Jana Al-Dhaibi : Tripoli retrouve son titre volé : la deuxième capitale du Liban, dans le journal électronique Al-Modon en date du 20 octobre 2019. <https://cutt.us/c9aiD>

l'absence du discours politique et du dialogue. Les gens considèrent la politique difficile à atteindre, en raison de la mauvaise gestion de la ville par les autorités », poursuit-elle.

Lorsque les tentes de dialogue politique ont été enlevées, **une page Facebook, « place et espace » (en arabe)**, a été créée. Des débats politiques et civiques s'y tiennent de manière ininterrompue jusqu'à ce jour.

« Cuisine de la révolution »

Depuis le 17 octobre 2019, la place Al-Nour de Tripoli a commencé à se remplir de dizaines de tentes à des fins différentes : événements pour les jeunes, activités étudiantes, revendications, débats politiques, sociaux et civils. Cependant, en bordure de la place ronde, la plus grande tente portant le slogan « Gardiens de la révolution » a été érigée pendant des mois. Des odeurs de cuisine s'en dégagent et d'énormes quantités de nourriture y étaient stockées.

À l'entrée de la tente se tient une femme robuste. Il s'agit de la gardienne de la tente, **Linda Bourgul**. Âgée de 47 ans, elle est employée contractuelle au ministère des Affaires sociales et s'était auparavant présentée pour les élections municipales de Bab al-Tabbaneh. C'est elle qui a eu l'idée de dresser cette tente. « Dès le premier jour du soulèvement, je suis descendue dans la rue comme n'importe quel citoyen révolté contre le pouvoir, accompagnée d'un certain nombre de jeunes que j'ai connus dans un camp de scouts. Nous étions assis sur le trottoir et nous n'avions pas de tente. Puis l'une des associations locales de la ville, dont un de mes amis était membre, nous a fait don d'une tente. » Au début, les membres du groupe contribuaient eux-mêmes à une caisse commune pour acheter des sandwichs aux manifestants. Lorsque la place a commencé à accueillir plus de manifestants, Linda a eu l'idée de créer une cuisine sur place. « Au lieu de collecter des fonds, j'ai demandé à certains individus et associations présents sur la place de nous faire un don d'ingrédients et de matières premières pour cuisiner, suivant les possibilités de chacun, ajoute Linda. Certains nous apportaient des ingrédients de chez eux. Ensuite, Dar Al-Zahra nous a fait don de marmites et de gaz. Nous avons offert de la nourriture à tous sans aucune distinction, parce que c'était la cuisine de la révolution. Elle appartient donc à tous ceux qui se rebellent contre les conditions de vie à Tripoli. Plus tard, grâce à des donateurs, nous avons pu fournir environ 2 500 repas par jour et des femmes de Tripoli, d'Amchit, de Batroun et de Beyrouth ont commencé à fournir des matières premières, tandis que nous achetions la viande du fonds de contributions volontaires ».

Ces initiatives existent dans toutes les places de sit-in au Liban. Elles montrent la grande participation des jeunes et mettent fin à la marginalisation chronique dont ils sont victimes depuis des décennies. Elles mettent également en évidence le rôle exceptionnel que jouent les femmes, ainsi que le rôle de la révolution qui leur assure une grande présence dans les espaces publics.

Les femmes de Tripoli

À Tripoli, comme dans tout le Liban, le patriarcat domine et restreint la liberté et le rôle des femmes. De plus, l'imposition d'une identité religieuse conservatrice et extrémiste au cours des dernières décennies devient un élément supplémentaire de répression et de restriction à la contribution des femmes au travail social. Ajoutons à cela l'idée dominante



Figure 12

selon laquelle les gens pauvres des quartiers populaires s'intéressent moins aux questions comme l'émancipation des femmes et la promotion de sa participation, en particulier lorsque la pauvreté s'accompagne de guerres entre les quartiers et de conflits qui augmentent la probabilité de violence familiale et de désintégration, entre autres innombrables problèmes.

Les transformations qui ont découlé du soulèvement populaire du 17 octobre à Tripoli ont eu des répercussions positives sur la situation des femmes. Elles occupent désormais une place importante dans les espaces publics et viennent de différentes régions et classes sociales. Le 10 novembre, Tripoli a été témoin d'une grande manifestation de femmes (des milliers de femmes et hommes de tous les âges y ont participé). Dirigés par des femmes et exhibant le slogan « révolution de femmes pacifique et nationale », les manifestants ont parcouru les rues, les souks et les quartiers intérieurs de la ville. Ils ont organisé une veillée sur la place du Tall de Tripoli (centre commercial)».

Avant la révolution, il était rare de voir une manifestation de femmes à Tripoli à laquelle les hommes accepteraient également de participer. Dans cette ville qu'on qualifie depuis longtemps de conservatrice, de traditionnelle et d'extrémiste, les femmes, de toutes confessions, croyantes et non-croyantes, voilées et non voilées, jeunes et moins jeunes, ont défilé, seules, brandissant des slogans patriotiques et politiques, tout en scandant des revendications pour recouvrer leurs droits volés et exiger la mise en place d'un « État civil » capable de restaurer la justice. Elles ont chanté à l'unisson : « Notre révolution est féministe ; ô régime patriarcal ; ô autorité masculine ; féministe est notre révolution ; nous n'avons pas peur, nous ne baissons pas la tête ; nos voix s'élèveront très haut ; ô femmes ne baissez pas la voix ; lutez pour vos droits ; élevez très haut la voix ; ce régime n'a plus de voix ; nous voulons un État civil ; nous voulons donner la nationalité ; nous sommes la voix de la liberté ; féministe est notre révolution. »

L'art de la révolution à nouveau

Tout comme Beyrouth, la ville de Tripoli devient un espace où les jeunes laissent libre cours à leur talent à plusieurs niveaux. Nous nous attarderons sur deux formes d'expression artistique : l'art du graffiti et les chants de la révolution.

L'art du graffiti

Tripoli entretient une relation de longue date avec les peintures de rue. Ses remparts ont été transformés en espaces d'expression par la peinture, les couleurs et les prises de position. Plusieurs initiatives ont vu le jour, y compris les mosaïques dans les rues de Tripoli, fruit d'une collaboration entre la municipalité et l'Institut des Beaux-arts du nord, ou les initiatives individuelles pour peindre les escaliers de la ville (les escaliers des quartiers pauvres et du café du Tall plusieurs fois), et l'initiative de l'association « Beaux-Arts » qui a peint les murs en face de l'université libanaise dans le quartier d'Al-Qubba ravagé par la guerre, etc. Ce sont toutes des initiatives locales distinctes dans la ville de Tripoli qui témoignent une fois de plus de sa vitalité culturelle au cours des années précédentes.

Avec le début de la révolution du 17 octobre, les murs de la ville sont devenus un espace où les gens expriment leurs craintes et leurs problèmes. Les façades des bâtiments, les rues et les places publiques ont été transformées en des tableaux de peinture, à l'image des grandes villes. L'un des graffeurs les célèbres de Tripoli est Mohammed Al-Abrash, de la région de Bab al-Tabbaneh.



Figure 13

Il se sert des graffitis pour exprimer la souffrance des gens de sa région. Le graffiti est devenu sa profession. C'est lui qui a peint l'immeuble « Ghandour », qui surplombe la place Al-Nour, aux couleurs du drapeau libanais. De même, il l'a rempli des dessins et des slogans de la révolution, donnant à la ville une identité nationale contraire à son image précédente.

Les chants de la révolution

En plus de ce qui a été mentionné plus haut sur le rap, d'autres expressions artistiques directement liées à la révolution sont nées. On peut citer le DJ qui anime la place du sit-in la nuit, ainsi que les chants diffusés lors des manifestations.

Des milliers de personnes se sont rassemblées jour et nuit à la place Al-Nour, réclamant l'installation d'une plateforme pour prononcer des discours et stimuler les manifestants comme le faisait l'animateur Mohammed Ismail avec une efficacité inhabituelle, ce qui a conduit d'autres places à l'inviter pour animer les manifestations de nuit, notamment une soirée de sit-à la place des Martyrs à Beyrouth. Il avait alors recouru à une technique particulière : il demande à chacun de tendre son téléphone, lampe de poche allumée vers le ciel pour créer des scènes de groupe interactives avec musique et chansons. C'est une

forme d'expression moderne de la jeunesse que la révolution a permis de sortir des clubs et des boîtes de nuit et de déployer dans les rues.

Enfin, des chants nationaux et révolutionnaires ont très souvent été entonnés lors des manifestations (en particulier ceux de Marcel Khalifé, de cheikh Imam, etc.). Parfois, on changeait les paroles de certaines



Figure 14

chansons connues afin de les adapter à l'esprit de la révolution. Cependant, la révolution a également généré ses propres chansons qui sont nées des entrailles du mouvement. **Tripoli par exemple, se distinguait par la chanson « donne-moi une chance⁷⁰ »**, très répandue au cours des premières semaines de la révolution. Elle réclame la démission du gouvernement de Saad Hariri. La chanson, écrite, composée et interprétée par Ibrahim Al-Ahmad de Tripoli, imite de manière créative la situation du gouvernement du pays à l'époque.

... et répondre à la liberté par la répression et le sabotage

Tripoli (ainsi que le Liban et d'autres pays) montre qu'un goût prononcé pour la liberté constitue un véritable danger pour les autorités tyranniques de toutes sortes. En effet :

- lorsque les manifestations mènent à une nouvelle prise de conscience des citoyens et à un soulèvement contre le système de loyauté traditionnel, comme dans le cas de la ville de Tripoli, qui s'est rebellée contre tous ses dirigeants au pouvoir depuis des décennies ;
- lorsque l'opposition politique constitue une nouvelle culture et un système de valeurs alternatif fondé sur les droits ;
- lorsque le peuple goûte à la liberté et découvre sa vérité spontanée, loin de la répression et de l'idéologie ;

Tout cela signe l'arrêt de mort de la tyrannie ; il faut donc utiliser la violence nécessaire pour réprimer cette voie.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à Tripoli en particulier (et au Liban en général). Il fallait à tout prix briser l'image de Tripoli comme « fiancée de la révolution » et lui redonner – pour sanctionner son appartenance à l'État et non aux clans ou parties sectaires ou régionales – l'image isolationniste d'une ville en dehors de l'État et de la loi.

Ainsi, deux méthodes spécifiques ont été utilisées à Tripoli, d'une manière plus violente et exagérée que d'autres régions (comme expliqué au début de l'étude de cas) :

- **La première** méthode est le recours des forces militaires et de sécurité à la force excessive ;

70 - Domou' El Wared. "Aatoni Forsa" chanson [vidéo]. 11 novembre 2019. <https://www.youtube.com/watch?v=mARB3luAVOg>

- **La deuxième** est de semer le chaos au sein du mouvement et de la place de la révolution au moyen de groupes qui entretiennent des liens étroits avec les autorités au pouvoir ou leurs partis. Ils cherchent à saper le caractère collectif du mouvement, afin de réduire la présence populaire sur les places, bloquant ainsi toutes les dimensions culturelles et citoyennes, qui constituent l'objectif premier du mouvement.

Cela s'est produit simultanément avec l'aggravation de la crise financière et économique et l'exacerbation de la pandémie de Covid-19. L'horizon politique et institutionnel était par ailleurs bloqué, ce qui a entraîné confusion et frustration. Cependant, les mois qui ont suivi le 17 octobre ont montré une image de Tripoli aux antipodes de son stéréotype extrémiste précédent. L'étude de cas met en lumière la nouvelle image de Tripoli, en particulier à travers un examen du climat culturel vieux de plusieurs décennies de la ville. Elle exprime de manière plus objective et plus honnête l'identité de la ville et de ses habitants. Le stéréotype qui qualifie Tripoli de ville extrémiste est – à l'image de tous les stéréotypes – faux, déformé ou imposé.

Chapitre 5 : Conclusions

“La culture existe dans les esprits et y vit. Les esprits existent dans la culture et y vivent.” - Edgar Morin

Introduction⁷¹

Ce dernier chapitre comprend quelques conclusions relatives aux obstacles qui empêchent ou entravent le rôle de la culture dans la transition démocratique au sein des pays arabes du sud de la Méditerranée. Il tente de mettre en évidence les défis que doit relever la culture pour jouer son rôle dans la transition sociétale vers la démocratie. Nous distinguerons deux catégories d'obstacles : les obstacles de nature culturelle, qui se développent dans le domaine même de la culture ; et d'autres généraux qui l'affectent. Ce chapitre est bien entendu procédural, puisque les interactions entre le monde de la culture et le monde des personnes sont illimitées.

Premièrement – les obstacles dans le domaine de la culture

Les obstacles les plus importants dans le domaine de la culture peuvent se résumer à l'adoption d'un ensemble de politiques ou de stratégies, dont les plus importantes sont citées ci-dessous :

1- L'hégémonie culturelle

Définir la culture comme le système actif de la société qui influence les attitudes des citoyens nous met devant une réalité dont on ne peut faire fi, à savoir que « la culture peut être beaucoup plus dangereuse qu'on ne le pense et plus dangereuse que les gens ne le réalisent⁷² ». L'hégémonie culturelle a des origines différentes. Il peut s'agir d'une culture religieuse, nationale, économique ou sociétale mais, malgré les différences au niveau des origines, la culture conserve une même définition. Il s'agit d'un ensemble d'actions culturelles, auxquelles recourent en premier lieu les cultures non intégrées et visant à étouffer toutes les cultures opposées au sein de la culture composante ou à faire abstraction des cultures d'autres composantes.

2 - L'enfermement et l'isolement

Contrairement à l'hégémonie qui se caractérise par une action orientée vers d'autres cultures, la culture – en cas d'enfermement et d'isolement – renonce à son rôle dans la transition démocratique par un obstacle dirigé de la culture vers la culture elle-même. Il se manifeste par un repli sur soi et un refus de s'ouvrir à d'autres cultures. Ainsi, la culture ne s'engage pas dans un militantisme communautaire qui conduirait au processus de démocratisation.

3 - L'intolérance

L'intolérance peut être définie comme une attitude culturelle qui résulte d'un processus de transformation de l'appartenance culturelle (naturelle) à la culture d'appartenance

⁷¹ - Ce chapitre est présenté sous la forme écrite par le chercheur qui a préparé le document principal, feu Hassan Abbas, sans aucune interférence de l'équipe de rédaction.

⁷²- Terry Eagleton, Culture, traduit et présenté par Lutfia Al-Dulaimi, Dar Al-Mada, 2018

(volontaire). C'est-à-dire que l'individu ne reconnaît plus qu'il a une culture qu'il partage avec les autres, mais plutôt que lui et les autres forment un groupe qui a exclusivement sa propre culture. Avec l'intolérance, le centre du pouvoir passe de la culture commune partagée à l'appartenance partagée, ce qui peut générer de nombreuses formes de fanatisme, comme le sectarisme dans le domaine des cultures religieuses, le racisme dans le domaine des cultures nationales, le régionalisme dans le domaine des cultures départementales, et le patriarcat dans le domaine des cultures de genre, etc. Le premier trait de l'intolérance est la séparation du monde en deux parties : « nous » et « eux », avec tout ce que cela implique de généralisation, de haine et de mépris.

4 - Les stéréotypes

Un stéréotype peut être défini comme un mécanisme de pensée et de conscience rapide et facile qui est utilisé pour interpréter l'acte ou le comportement d'un individu en se référant à une caractéristique générale, souvent culturelle, du groupe auquel cet individu appartient. Les stéréotypes contribuent à la formulation de la perception identitaire d'un groupe de lui-même, en contradiction et en conflit avec des identités, à travers un processus qui transfère de la culture « acquise » vers la nature « essentielle » tout ce qu'il considère comme différent des normes ou des valeurs qui ne correspondent pas à ce à quoi il est habitué. Ainsi, les stéréotypes deviennent une menace sérieuse pour la vie commune au sein de la même société et des sociétés voisines et différentes.

5 - La politisation des cultures

La culture, comme toute activité humaine, a un aspect politique qui se manifeste dans sa propre prise de position face aux problèmes généraux auxquels sont confrontés les individus et les groupes. Il s'agit d'une question naturelle qui n'est pas en conflit avec le rôle de la culture dans la transition démocratique.

Cependant, la question prend une autre dimension lorsque les composantes culturelles, avec leurs perceptions, leurs croyances, leurs émotions et leurs compétences, sont « retirées » du domaine de la culture vers le domaine de la politique active. Ce dernier est un domaine de visions du monde changeantes, de conflits et d'intérêts instables, alors que les cultures (surtout religieuses) se positionnent dans le domaine des valeurs éternelles et transcendantes qui ne servent pas à résoudre les problèmes objectifs résultant des changements à travers le monde. « Il y a une différence entre la reconnaissance du pluralisme culturel et du pluralisme sectaire fondé sur l'égalité entre les citoyens et la transformation de ces groupes en groupes politiques qui remplacent la pluralité des partis, des opinions, des programmes et des projets prônant l'intérêt de l'ensemble de la nation.⁷³ »

6- La position vis-à-vis du patrimoine

Le patrimoine est, par définition, **tout ce qui a été légué à une société du passé et qui est toujours un élément actif au sein de cette société.** On peut observer trois tendances

⁷³ - Bishara Azmi, De la question arabe : introduction à un manifeste démocratique arabe, Centre d'études pour l'unité arabe, Beyrouth 2007, pp. 160-161

principales qui caractérisent la position vis-à-vis du patrimoine : la dépendance (tendance passée), la rupture et l'aspiration au renouvellement.

Cependant, malgré toutes les différences fondamentales entre ces positions et leurs ramifications, il existe de nombreux facteurs communs qui les unissent. Les plus importants sont les suivants :

- **La primauté du patrimoine religieux** au point où la connotation du terme « patrimoine » coïncide presque avec celle du terme « religion », et parfois même du terme « religiosité », malgré la différence entre les deux derniers termes.
- **La centralité de la composante islamique** : on remarque que les écrits qui optent pour cette attribution religieuse du patrimoine l'abordent presque exclusivement à travers la seule composante islamique de la religion. Cependant, les sociétés de nos pays, notamment celles du bassin méditerranéen oriental, abondent en religions, sectes et peuples. Ce mélange est unique et très difficile à trouver ailleurs dans le monde. Néanmoins, le patrimoine devient religion et la religion devient l'islam. **Le fait de ne pas reconnaître la diversité de la société et la diversité de son patrimoine culturel conduit à des attitudes d'exclusion des autres et de leurs cultures différentes. Ceci entrave l'efficacité de la culture dans la mise en place de la démocratie.**

Deuxièmement – les obstacles en dehors du domaine de la culture

Les obstacles en dehors du champ de la culture découlent notamment des autorités politiques nationales, mais aussi de la mondialisation elle-même, y compris de l'espace public dans lequel évolue le monde contemporain.

1- L'autorité politique

La relation entre la culture et le pouvoir politique porte toujours l'empreinte de l'autorité qui dirige le pays. L'autorité politique « n'apprécie pas la culture comme une autorité parallèle qui rivalise avec son pouvoir tant sur le plan matériel que symbolique. Elle est consciente que le projet d'une nouvelle autorité politique implique toujours un accès culturel⁷⁴». Compte tenu du fait que l'autorité – toute autorité – cherche à imposer sa domination et à empêcher l'émergence de toute solution de rechange possible, elle recourt à un certain nombre de pratiques répressives des cultures libertaires latentes ou déclarées dans la société, notamment :

A. La censure : c'est la pratique la plus utilisée par les autorités politiques pour s'opposer à toute activité communautaire considérée comme une forme de résistance à leur logique face à la culture. Le dictionnaire des autorités arabes regorge d'expressions ambigües comme « le prestige de la nation », « la paix civile », « la sécurité sociétale », « la souveraineté nationale », etc., pour justifier les mesures de censure des libertés fondamentales. Il est vrai que les libertés ne sont pas absolues, même dans les pays les plus démocratiques, mais les marges d'expression disponibles varient selon le degré

74 - Abdallah Belkaziz, *Au commencement était la culture*, éditions Afrique Orient, Casablanca, 1989.

d'autoritarisme pratiqué. Même si les deux contrôles, préventif (la censure a priori avant que l'événement ne se produise en recourant à une loi publiée et écrite et à un pouvoir judiciaire) et punitif (**la censure a posteriori** qui interdit l'événement en recourant à des comités et des instruments sécuritaires et policiers qui convoquent ou entament des poursuites judiciaires et, parfois même, procèdent à l'arrestation d'individus ou les tuent), sont les deux formes apparentes de pratiques de censure, car il existe **une troisième forme plus dangereuse qui est l'autocensure**. Une pratique d'autorépression que le citoyen applique au point où il en intériorise les lois. Cette pratique finit par contrôler ses activités.

B. L'endiguement : la politique d'endiguement manipule le partenariat entre le pouvoir et la composante culturelle, puisqu'elle prétend aider la composante à atteindre un but visé, alors qu'elle utilise cette « tolérance » comme une arme pour freiner ses aspirations et mettre sur son chemin des obstacles qui l'empêchent de les atteindre.

L'une des méthodes de la politique d'endiguement est ce qu'on appelle désormais la « folklorisation ». Les autorités chargées de la gestion culturelle du pays accueillent une expression ou une pratique culturelle et la transfèrent de son environnement traditionnel et naturel vers un environnement de spectacle sous la tutelle de l'État, la présentant comme un modèle qui met en valeur la culture du pays, mais la réprime dans son environnement d'origine. C'est une pratique particulièrement adoptée par les pays autoritaires qui désignent des comités gouvernementaux pour les arts populaires.

C. La répression : elle revêt plusieurs formes, y compris la violence légalisée par la loi et la violence froide. Il existe des exemples de violence sans précédent dans le bilan des autorités arabes qui ne cessent de faire preuve de « créativité » à cet égard, comme en témoignent les nombreux récits sur la violence au sein des prisons dans la plupart des pays arabes⁷⁵.

2- La mondialisation

La mondialisation a offert des possibilités auparavant indisponibles en matière de propagation de la culture. Cependant, le lien entre la mondialisation et les forces économiques contrôlant ses mécanismes et son parcours a sérieusement entravé les rôles de démocratisation et de libéralisation, notamment :

A. L'unicité des cultures : c'est-à-dire favoriser une forme unique imposée par la culture la plus forte et la plus apte à occuper une position importante au sein des réseaux de distribution. On peut l'observer, par exemple, dans le secteur du tourisme à travers le monde. Les entreprises ont tendance à se ressembler beaucoup dans leurs outils et services, ou dans la disparition de nombreuses formes traditionnelles de jouets pour

⁷⁵- Quelques exemples : Abdel Rahman Munif, *Est de la Méditerranée*, 1975 et *Maintenant, ici*, 1991 ; Faraj Bayrakdar, *Trahison du langage et du silence*, 2011 ; Mustafa Khalifa, *La coquille*, 2008 ; Rosa Yassin Hassan, *Négatif*, 2008 ; Nawal El-Saadawi, *Mémoires de la prison des femmes*, 2000 ; Ismail Fahd Ismail, *Marais de lumière*, 1979 ; Kamal Al-Sharni, *Les Bien-aimés de Dieu*, 2012 ; Ayman al-Atoum, *LLa prison, mon amie*, 2012 ; Malaki Kadi, *Murs cruels*, 1999 ; Ahmed Al-Marzouki, *Tazmamart, Cellule 10*, 2012.

enfants au profit de jeux qui représentent des personnages de dessins animés et de mangas diffusés à la télévision. Cependant, la grande utilisation de l'anglais (la langue de la mondialisation) au détriment des langues nationales maternelles est l'exemple le plus clair, et peut-être le plus dangereux, de cette unicité.

- B. L'abolition des cultures fragiles et faibles :** la mondialisation offre l'environnement approprié pour appliquer l'idée de la « survie du plus fort » au niveau culturel. Les cultures vulnérables qui n'ont pas le potentiel de se créer une base solide qui leur garantisse diffusion et soutien, sont soumises au déclin puis à la disparition.⁷⁶
- C. La culture de la consommation :** la mondialisation crée sa propre culture. Il s'agit d'une culture de la consommation qui menace d'éradiquer l'idée de spécificité culturelle puisque la transformation et le changement sont la base même de son dynamisme et que les personnes qui sont intégrées dans la mondialisation doivent abandonner leur particularité et rattraper les valeurs renouvelées qui leur sont présentées, aussi étranges soient-elles. Le consumérisme « ne consiste pas (...) à satisfaire des désirs, mais plutôt à susciter d'autres désirs, en particulier ceux qui ne peuvent être satisfaits⁷⁷ ». En consolidant les valeurs mondialisées changeantes, cette culture ne se contente pas d'aliéner les gens de leurs cultures d'origine, mais les transforme également en personnes dépossédées qui, comme les hypnotisés, courent derrière la tyrannie des marchandises au lieu de lutter pour se libérer de la tyrannie existante.

Conclusion

Les cultures sont meurtrières. C'est bel et bien la réalité. Les récits de sang versé dans le conflit des cultures à travers le monde occupent une partie importante de l'histoire. Certains affirment que le choc des cultures est un destin sans issue pour l'humanité et que les conflits qui se profilent ne seront pas moins catastrophiques que les précédents. Mais il est tout aussi vrai que la culture a été l'activité humaine la plus efficace pour le progrès humain, le bonheur humain et la paix. Ni la culture ni le multiculturalisme ne sont un fléau, mais ce sont plutôt l'instrumentalisation de la culture (transformer la culture en un outil au service de la politique et de l'idéologie) et la mauvaise gestion du pluralisme qui diabolisent les cultures et font qu'elles s'affrontent au lieu de se compléter.

Ces réalités sur le rôle de la culture dans le monde sont également vraies au niveau des régions, des provinces et même des pays. La culture ou le multiculturalisme ne construiront pas à eux seuls la démocratie, mais ils peuvent lui préparer une base appropriée si les systèmes, conditions et mécanismes adéquats sont disponibles. Il ne s'agit pas d'un rêve romantique qui privilégie la culture et se concentre sur son aspect positif, mais plutôt d'un problème existentiel urgent auquel on ne peut échapper. Tant que les êtres se trouvent dans des patries où ils aspirent tous à vivre dignement en se partageant le travail, le salaire et tous les moyens de vie, ils doivent s'accepter réciproquement et s'accorder sur

⁷⁶ - UNESCO, "Culture and Development: The Future We Want and the Role of Culture," UNESCO Database, 2017. <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/culture-and-development/the-future-we-want-the-role-of-culture/globalization-and-culture/>

⁷⁷ - Zygmunt Bauman, La vie liquide, traduit par Hajjaj Abu Jabr, The Arab Network for Research and Publishing, Beyrouth, 2016, p. 127.

la construction d'un système politique qui n'ignore pas leurs différences et respecte leur similitude en tant que citoyens, c'est-à-dire la mise en place d'un État citoyen. Pour que la culture joue son rôle dans cette construction, il faut commencer à démanteler les obstacles qui l'en empêchent, et cela de différentes manières, notamment :

- 1. Mettre l'accent sur les parcours d'éducation à la citoyenneté** qui permet la loyauté des individus envers leur patrie et non leurs composantes culturelles naturelles.
- 2. Briser le lien entre les différentes cultures présentes dans la société et le système politique.** Les événements ont prouvé que tout consensus politique entre les composantes culturelles naturelles n'est qu'un temps mort entre les cycles d'affrontements.
- 3. Créer des espaces suffisants pour que les cultures s'expriment,** puisqu'étouffer la culture ne sert qu'à retarder son explosion.

En 2011, les révolutions dans le monde arabe ont commencé par vagues successives avec des réactions qui ont conduit à des changements démocratiques dans certains pays et à des échecs ou des guerres dans d'autres pays. Malgré les différentes causes directes qui ont déclenché les révolutions dans chaque pays séparément, la reconnaissance de la dignité humaine était la principale cause commune à toutes les révolutions, alors que la citoyenneté était l'objectif réclamé par les foules de manifestants dans tous les pays.

Dans les espaces de révolutions, les peuples se sont ralliés, malgré le pluralisme culturel. Ils étaient unis par une même demande : celle d'un État civil démocratique moderne. Ils ont ainsi montré un modèle concret du rôle de la culture dans le processus de transition démocratique. Pour chacun, la culture qu'il/elle choisit et, pour tous, la politique sur laquelle ils/elles se mettent d'accord.



Bibliographie

Bibliographie en anglais et français :

- Arab NGO Network for Development. Retrieved from <http://annd.org/ar>.
- El Rass, Bilal [Video], May 27, 2020. (YouTube) <https://www.youtube.com/watch?v=UvFr-knFQZE>
- Fleury, Jean. La culture, Éd. Bréal, col. Thèmes & Débats Sociologie, 2002.
- Lycéena webpage. Retrieved from <https://m.facebook.com/lyceena>
- Posts, Asma Al Ayoubi. [Instagram profile], <https://www.instagram.com/asma.alayoubi/>
- Posts, Beki Ksri. [Instagram profile], https://instagram.com/beki_ksri?utm_medium=copy_link
- Posts, Chaima Mansour, [Instagram profile], <https://www.instagram.com/chaima.mansour11/>
- Posts, Mahmoud Isawi, [Instagram profile], <https://www.instagram.com/mamoisawi/>
- Posts, Rifka Bjm, [Instagram profile], <https://www.instagram.com/rifka.bjm/>
- Posts, The Doll Beauty, [Instagram profile], <https://www.instagram.com/thedollbeauty/>
- Posts, The Dreamer Wild and Free, [Instagram profile], <https://www.instagram.com/thedreamerwildandfree/>
- Posts, Two Sisters Tube, [Instagram profile], https://www.instagram.com/two_sisters_tube/
- StepFeed, "Some of the Most Successful Arab Social Media Trailblazers," June 2017. <https://stepfeed.com/our-list-of-top-20-arab-social-media-stars-9463>
- UNESCO, "Culture and Development: The Future We Want and the Role of Culture," UNESCO Database, 2017. <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/culture-and-development/the-future-we-want-the-role-of-culture/globalization-and-culture>
- UNESCO, Our Creative Diversity: Report of the World Commission on Culture and Development, September 1995. <https://www.gcedclearinghouse.org/sites/default/files/resources/%5BENG%5D%20Nuestra%20diversidad%20creativa.pdf>
- UNHCR. Syria emergency. Accessed 20 February 2021 <https://www.unhcr.org/syria-emergency.html>.



Bibliographie

Bibliographie en arabe :

- أحمين، عبد الحكيم. "الهويات الافتراضية في المجتمعات العربية." دار الأمان، الرباط، 2017.
- اسكوا. تقرير التنمية الاجتماعية العدد الثاني: اللامساواة والاستقلالية والتغيير في العالم العربي، 2017.
<https://bit.ly/2QMaNlr>
- اسكوا. التقرير العربي للتنمية المستدامة لعام 2020، 2020. [\https://asdr.unescwa.org/index-ar.html](https://asdr.unescwa.org/index-ar.html)
- الأمم المتحدة، مكتب المفوض السامي. اعلان الحق في التنمية - الأمم المتحدة، يونيو/حزيران 2011.
https://www.un.org/en/events/righttodevelopment/pdf/rtd_booklet_ar.pdf
- إيغلثن، تيري. "الثقافة"، ترجمة وتقديم لطفية الدليمي، دار المدى، 2018.
- باومان، زيجمونت. "الحياة السائلة." ترجمة حجاج أبو جبر، الشبكة العربية للأبحاث والنشر، بيروت، 2016.
- بي بي سي عربي. "هل تراجعت الحريات في دول المنطقة العربية." الباروميتر العربي، 2019.
<https://bit.ly/3jn5DbA>
- بشارة، عزمي. "في المسألة العربية، مقدمة لبيان ديمقراطي عربي"، مركز دراسات الوحدة العربية، بيروت، 2007.
- بلقزيز، عبد الإله. "في البدء كانت الثقافة"، دار إفريقيا الشرق، الدار البيضاء، 1989.
- البنك الدولي. "توقعات وتطلعات إطار جديد للتعليم في الشرق الأوسط وشمال إفريقيا" مجموعة البنك الدولي، 2020.
<https://www.albankaldawli.org/ar/region/mena/publication/expectations-and-aspirations-a-new-framework-for-education-in-the-middle-east-and-north-africa>
- الجزيرة بلاس. "ما بدنا حريّة"، السليط الإخباري الموسم الثالث، موقع الجزيرة بلاس عبر الفاسبوك.
<https://www.facebook.com/watch/?v=1414235951953279>
- الجزيرة بلاس، موقع. [/https://www.ajplus.net](https://www.ajplus.net)
- الجزيرة بلاس. "منتج الديمقراطية"، موقع الجزيرة بلاس عبر الفاسبوك.
<https://www.facebook.com/watch/?v=1465986973444843>
- الجمهورية التونسية، تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة، تونس، 1 جوان 2018.
- دموع الورد. "اغنية عطونني فرصة" [فيديو]، 11 نوفمبر 2019.
<https://www.youtube.com/watch?v=mARB3luAVOg> (YouTube)
- الدهيبي، جنى. طرابلس تستعيد لقبها المسلوب: عاصمة لبنان الثانية. جريدة المدن الإلكترونية، 20 تشرين الأول 2019. الرابط: <https://cutt.us/c9aiD>
- رضا، نذير. "إعلام طرابلس البديل: الخبر إبن لحظته"، المدن أونلاين، 2014.
<https://bit.ly/3nwtbvB>



Bibliographie

Bibliographie en arabe :

- عدنني، إكرام. "الأمازيغية وإشكالات الهوية والمواطنة." السفير عربي، 2015.
<https://bit.ly/3C6PlDU>
- الغالي، خالد. "الشباب العربي... ما وزنه في المجتمع وكيف ينظرون إلى السياسة؟" ارفع صوتك، 05 أغسطس 2016.
<https://bit.ly/3aZMxmE>
- مركز دراسات المرأة العربية للتدريب والبحوث. الفتاة العربية المراهقة: الواقع والآفاق. مركز دراسات المرأة العربية - كوثر، 2003.
- معلوف، أمين. الحروب الصليبية كما رآها العرب، دار الفارابي، باريس، 1983.
- المؤشر العربي 2020/2019 في نقاط. المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، الدوحة؛ 2020.
20-Arab-Opinion-Index-in-Brief-AR.pdf-<https://arabindex.dohainstitute.org/AR/Documents/The-2019>
- موران، إدغار. المنهج - الأفكار: مقاهمها، حياتها، عاداتها وتنظيمها (الجزء الرابع). ترجمة د. جمال شحيد.
- نعمه، أديب. الدولة الغنائية والربيع العربي، دار الفارابي - شبكة المنظمات العربية غير الحكومية للتنمية، بيروت 2014.
- نعمه، أديب. زياد عبدالصمد، مالك الصغير، محمد مرسال. التضامن الشعبي في العالم العربي من عصر النهضة إلى الربيع العربي. دار الفارابي، شبكة المنظمات العربية غير الحكومية للتنمية، بيروت، 2016.



Culture, développement et transformation sociétale vers la démocratie

Rapport Final

Cofinancé par
l'Union européenne



INSTITUT
FRANÇAIS



CFI DÉVELOPPEMENT
MÉDIAS



annd
Arab NGO Network for Development
شبكة المنظمات العربية غير الحكومية للتنمية



PITCHWORTHY™
Entrepreneurship Everywhere

Powered by
bloom.pm